

A photograph of a man with a young child on his shoulders. The man is smiling and looking towards the child. The child is leaning in to kiss the man on the cheek. The man is wearing a white t-shirt and blue jeans. The child is wearing a blue t-shirt and blue jeans.

RAPPORT
D'ACTIVITÉ 2022/



CAP /// PRÉVOYANCE

VALORISONS
VOTRE AVENIR

Afin de simplifier la rédaction et faciliter la lecture de ce rapport d'activité, les principes suivants ont été adoptés:

- *CAP Prévoyance* pour désigner la « Fondation de prévoyance intercommunale de droit public de la Ville de Genève, des Services industriels de Genève et des communes genevoises affiliées, ainsi que d'autres employeurs affiliés conventionnellement ».
- *CPI « villes et communes »* pour désigner la Caisse regroupant les membres assurés de la Ville de Genève, des communes genevoises et des autres employeurs affiliés conventionnellement.
- *CPI « SIG »* pour désigner la Caisse regroupant les membres assurés des Services industriels de Genève.

Tous les montants indiqués sont arrondis, ce qui peut donner lieu à des écarts minimes au niveau des totaux.

SOMMAIRE /

Rapport d'activité 2022

- 03** MESSAGE DU CONSEIL DE FONDATION
- 04** CHIFFRES CLÉS
- 06** CONSEIL DE FONDATION
- 07** PRÉSENTATION DE L'ORGANISATION
- 09** PRÉVOYANCE PROFESSIONNELLE
- 16** GESTION DE LA FORTUNE

Comptes

- 22** BILAN
- 24** COMPTE D'EXPLOITATION
- 26** ANNEXE AUX COMPTES
- 26** 1. BASES ET ORGANISATION
- 31** 2. MEMBRES ACTIFS ET PENSIONNÉS
- 32** 3. NATURE DE L'APPLICATION DU BUT
- 33** 4. PRINCIPES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES, PERMANENCE
- 34** 5. COUVERTURE DES RISQUES / RÈGLES TECHNIQUES / DEGRÉS DE COUVERTURE
- 37** 6. EXPLICATIONS RELATIVES AUX PLACEMENTS ET AUX RÉSULTATS NETS DES PLACEMENTS
- 61** 7. EXPLICATIONS RELATIVES À D'AUTRES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE D'EXPLOITATION
- 66** 8. DEMANDES DE L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE
- 66** 9. AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À LA SITUATION FINANCIÈRE
- 66** 10. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN



Appendices

- 68** 1. RÉPARTITION PAR GESTIONNAIRE DE PLACEMENTS MOBILIERS
LISTE DES GÉRANT-E-S ET AGRÉMENTS
- 72** 2. DÉTAIL DES VALEURS IMMOBILIÈRES
- 75** 3. LISTE DES RÉGIES

Attestations de l'expert en prévoyance professionnelle et rapport de l'organe de révision

- 78** ATTESTATIONS DE L'EXPERT EN PRÉVOYANCE PROFESSIONNELLE
- 80** RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION



MESSAGE DU CONSEIL DE FONDATION /

2022 – ANNÉE FLUCTUANTE

La situation de conflit qui prévaut en Europe depuis plus d'un an, le ravivement de tensions géopolitiques en Asie et les effets encore présents de la pandémie COVID 19, notamment en Chine, ont marqué 2022 par une instabilité générale ainsi que des pénuries sur l'approvisionnement, notamment énergétique, engendrant de fortes incertitudes économiques.

L'inflation est repartie fortement à la hausse dans tous les pays, avec des niveaux élevés qui n'avaient plus été observés depuis de nombreuses années. Parallèlement, après des années de taux d'intérêts bas, voire négatifs, ces derniers ont rapidement augmenté au gré des décisions des différentes banques centrales.

Ainsi, les enjeux économiques se sont modifiés et la priorité est désormais de lutter contre la hausse des prix.

Dans cet environnement complexe, les marchés financiers ont connu de fortes fluctuations, terminant l'année avec des performances négatives, particulièrement pour les obligations et les actions. Seuls l'immobilier suisse géré en direct par CAP Prévoyance et les placements non cotés ont connu un rendement positif.

Tout comme les autres institutionnels, CAP Prévoyance n'a pas pu échapper à ce contexte difficile et a donc clôturé l'exercice 2022 sur des résultats négatifs, avec une performance nette pour la CPI « villes et communes » de -8.71% et pour la CPI « SIG » de -9.60%.

En conséquence, au 31 décembre 2022, les degrés de couverture ont baissé et s'établissent respectivement à 75.96% pour la CPI « villes et communes », et à 105.39% pour la CPI « SIG ». Ces degrés de couverture respectent toutefois les obligations légales et réglementaires.

Ces résultats négatifs ne remettent cependant pas en cause les nouvelles stratégies de placement 2022-2026, adoptées en 2022 pour chacune des CPI. Ces stratégies laissent toujours une place importante aux placements que sont les immeubles et les actions, valeurs essentielles sur le long terme pour répondre aux besoins de rendement des CPI. Par ailleurs, les instances restent vigilantes et suivent avec diligence les évolutions financières et économiques, ainsi que l'équilibre financier des CPI, qui feront l'objet d'études en 2023.

Durant l'année écoulée, CAP Prévoyance a également poursuivi les ajustements et travaux nécessaires à la mise en œuvre et au respect de sa charte d'investissement responsable, avec l'objectif d'établir un rapport dédié aux investissements responsables. Ce travail se poursuit sur 2023.

Enfin, nous profitons du présent message pour remercier les membres des instances ainsi que le personnel de CAP Prévoyance pour leur engagement, et les membres affiliés pour la confiance qu'ils nous accordent.

Nous vous souhaitons bonne lecture du présent rapport, qui présente les résultats détaillés – consolidés et par CPI – de l'exercice 2022.

Au nom du Conseil de Fondation

Alfonso Gomez
Vice-président

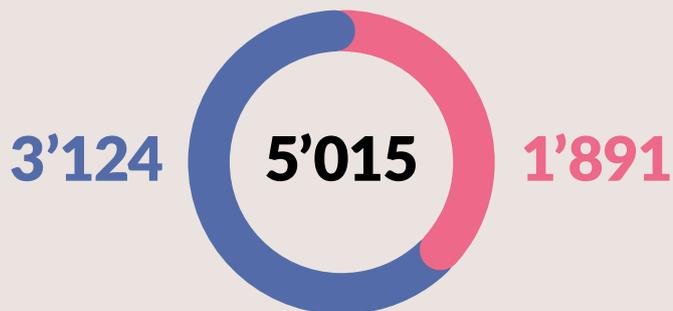
Norma Magri
Directrice

Genève, le 16 juin 2023

CHIFFRES CLÉS /

AU 31 DÉCEMBRE 2022

Bilan
en CHF mios



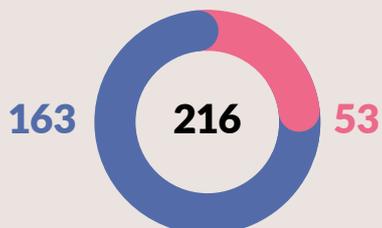
Engagements de prévoyance
en CHF mios



Réserve de fluctuation de valeurs
en CHF mios



Cotisations et prestations d'entrée encaissées
en CHF mios

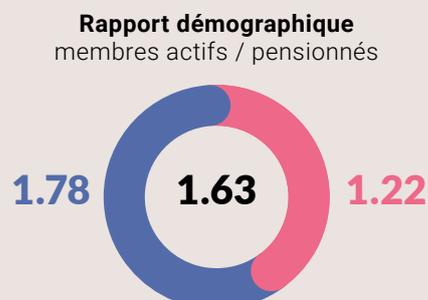
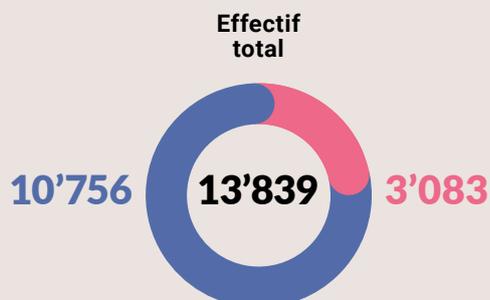
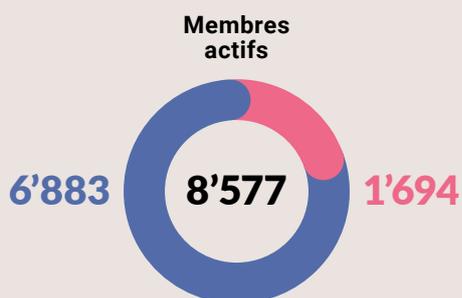
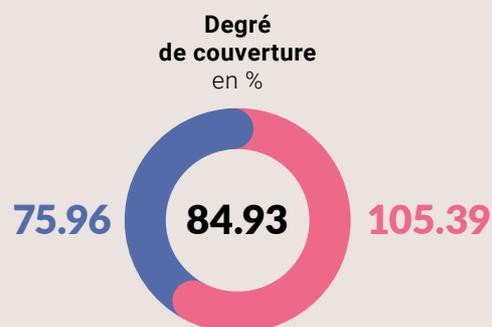
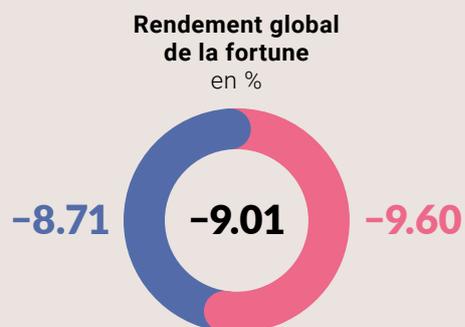


Prestations versées
en CHF mios



04

● CPI « villes et communes » ● Consolidé CAP Prévoyance ● CPI « SIG »



Frais d'administration
par membre (actif et pensionné) en CHF
171.88

CONSEIL DE FONDATION

AU 31 DÉCEMBRE 2022



Lynn Bertholet /



Dalcinda Bertola-Garrido /



Patrick Brugger /



Jean-Manuel Calvino /



Daniel Devaud / Président 2023 /
Vice-président 2022



Jean-Marie Favre /



Marcel Goehring



Alfonso Gomez / Président 2022 /
Vice-président 2023



Simon-Pierre Keller /



Christine Luzzatto /



Mauro Martella /



Robert Monin /



Nicolas Moro /



Patrick Ruettimann /



Fernand Savigny /



Patrick Schaub /

M. Philippe Krebs ne figure pas sur la photo.

PRÉSENTATION DE L'ORGANISATION /

CAP Prévoyance gère deux caisses de prévoyance internes (CPI), la CPI « villes et communes » et la CPI « SIG ».

La CPI « villes et communes » applique un système de financement en capitalisation partielle et est au bénéfice d'une garantie des communes.

La CPI « SIG » applique un système de financement en capitalisation complète.

Le Conseil de Fondation est l'organe suprême qui définit l'organisation et la conduite stratégique de CAP Prévoyance.

Le Bureau, la Commission de placement et la Commission assurance et juridique instruisent les questions qui relèvent de leurs compétences.

Les Comités de gestion représentent les CPI dans les limites définies par les statuts.

L'Administration est en charge de la gestion opérationnelle de CAP Prévoyance et fait le lien entre les diverses instances.

La liste intégrale des représentant-e-s au sein des différentes instances figure au point 1.D de l'annexe aux comptes.

Les instances de CAP Prévoyance se réunissent aussi souvent que nécessaire.

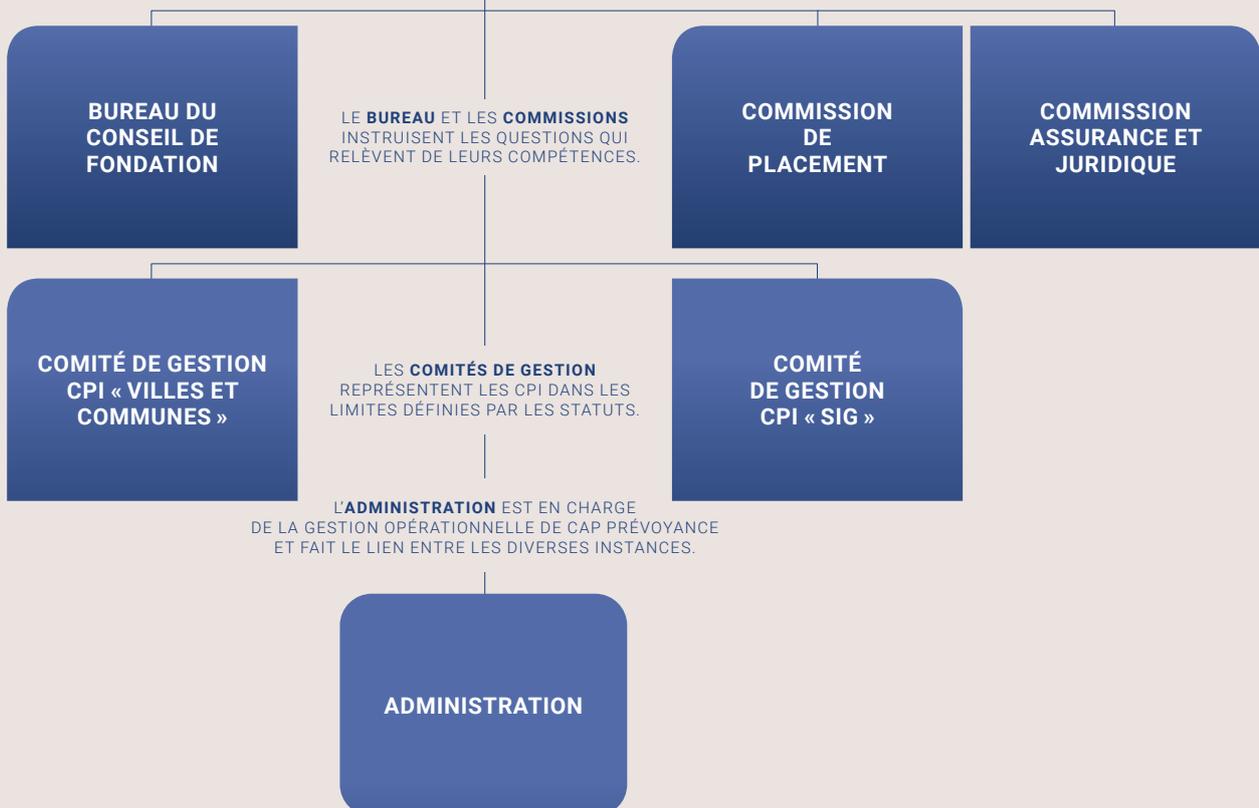
En 2022, les instances se sont réunies 34 fois:

- **5 séances** pour le Conseil de Fondation;
- **5 séances** pour le Bureau;
- **4 séances** pour la Commission assurance et juridique;
- **14 séances** pour la Commission de placement;
- **3 séances** pour le Comité de gestion de la CPI « villes et communes »;
- **3 séances** pour le Comité de gestion de la CPI « SIG ».



CONSEIL DE FONDATION

LE CONSEIL DE FONDATION EST L'ORGANE SUPRÊME QUI DÉFINIT L'ORGANISATION ET LA CONDUITE STRATÉGIQUE DE CAP PRÉVOYANCE.



ADMINISTRATION

Administration au 31 décembre 2022



**Norma
Magri** /
Directrice

JURIDIQUE



**Maria
Diaz-Dominguez** /
Juriste

IMMOBILIER



**Claudio
Dini** /
Directeur
adjoint



Sébastien Fiore /
Chef de projet
études et
développement



Estelle Dussans /
Assistante
administrative



Nadine Ricci /
Assistante
administrative



Arthur Schurink /
Responsable
travaux



Antonio Ciccotti /
Architecte
d'opération



Stéphane Gonod /
Architecte
d'opération



Jean-Luc Perrin /
Architecte
d'opération



Abderrahim Abeztout /
Architecte
d'opération



Elisabeth Carvalho /
Responsable
location



Nadine Bert /
Gestionnaire
location



Nicole Martinez /
Gestionnaire
location

ASSURANCE



**Mauro
Camozzato** /
Directeur
adjoint



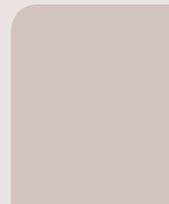
Carla Iuliano /
Responsable
équipe assurance



Chrystelle Maier /
Gestionnaire
en prévoyance



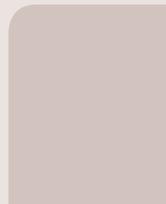
**Marie-Hélène
Ferreira Magalhaes** /
Assistante
administrative



Fabienne Noël /
Gestionnaire
en prévoyance



Cristina Quiblier /
Gestionnaire
en prévoyance

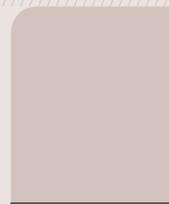


Vanessa Teminian /
Gestionnaire
en prévoyance

FINANCES ET PLACEMENT



**Nicolas
Nussbaum** /
Directeur
adjoint



**Jean-Charles
Bevilacqua** /
Responsable
comptabilité

SERVICES GÉNÉRAUX



Karine Barthe /
Responsable
Services généraux



**Isabelle
Coutaz-Jaquet** /
Assistante
administrative



Muriel Zanone /
Réceptionniste-
assistante
administrative



Mariya Nikolova /
Réceptionniste-
assistante
administrative



Hugo de Nardo /
Stagiaire

PRÉVOYANCE PROFESSIONNELLE /

ADAPTATION DES PENSIONS À L'ÉVOLUTION DES PRIX

Les Comités de gestion des CPI et le Conseil de Fondation se prononcent chaque année sur l'adaptation des pensions à l'évolution des prix, en fonction des possibilités financières des CPI. Le règlement de prévoyance de chaque CPI précise les éléments qui doivent notamment être pris en compte pour cette décision.

En décembre 2022, les Comités de gestion des CPI et le Conseil de Fondation ont décidé de ne pas indexer les rentes afin de préserver l'équilibre financier des CPI.

CHANGEMENT DES BASES TECHNIQUES

En 2022, les Comités de gestion des CPI, ainsi que le Conseil de Fondation ont décidé d'adopter les nouvelles bases techniques¹ périodiques VZ 2020 (P2022) avec effet au 01.01.2023.

Cette décision a conduit à une augmentation des engagements de prévoyance qui a été totalement amortie par la dissolution des provisions pour adaptation des bases techniques et événements spéciaux, constituées à cette fin.

Les annexes des règlements de prévoyance ainsi que le règlement pour les passifs de nature actuarielle au bilan ont été adaptés ensuite de ces changements techniques.

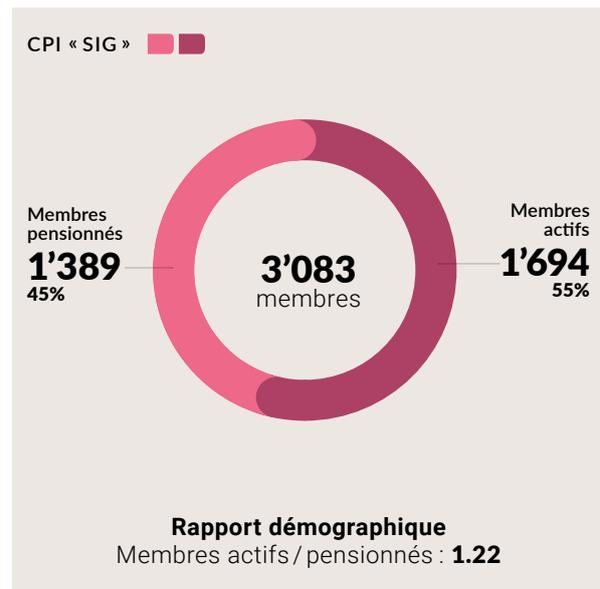
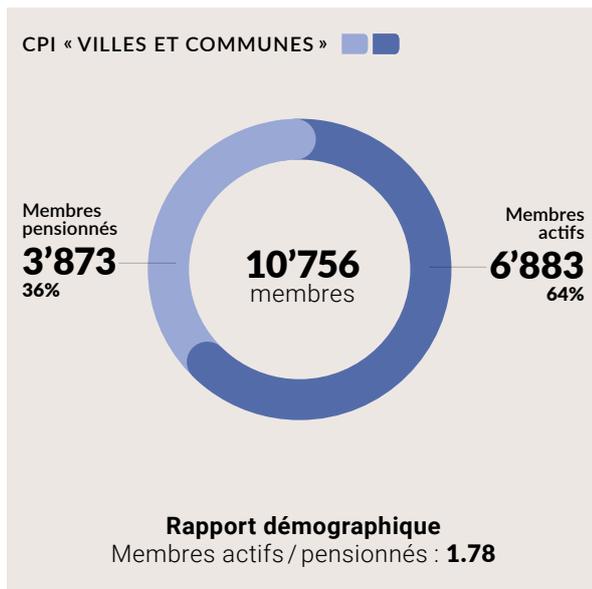
¹ Recensement de probabilités résultant de l'observation d'une population durant une période.

EFFECTIFS

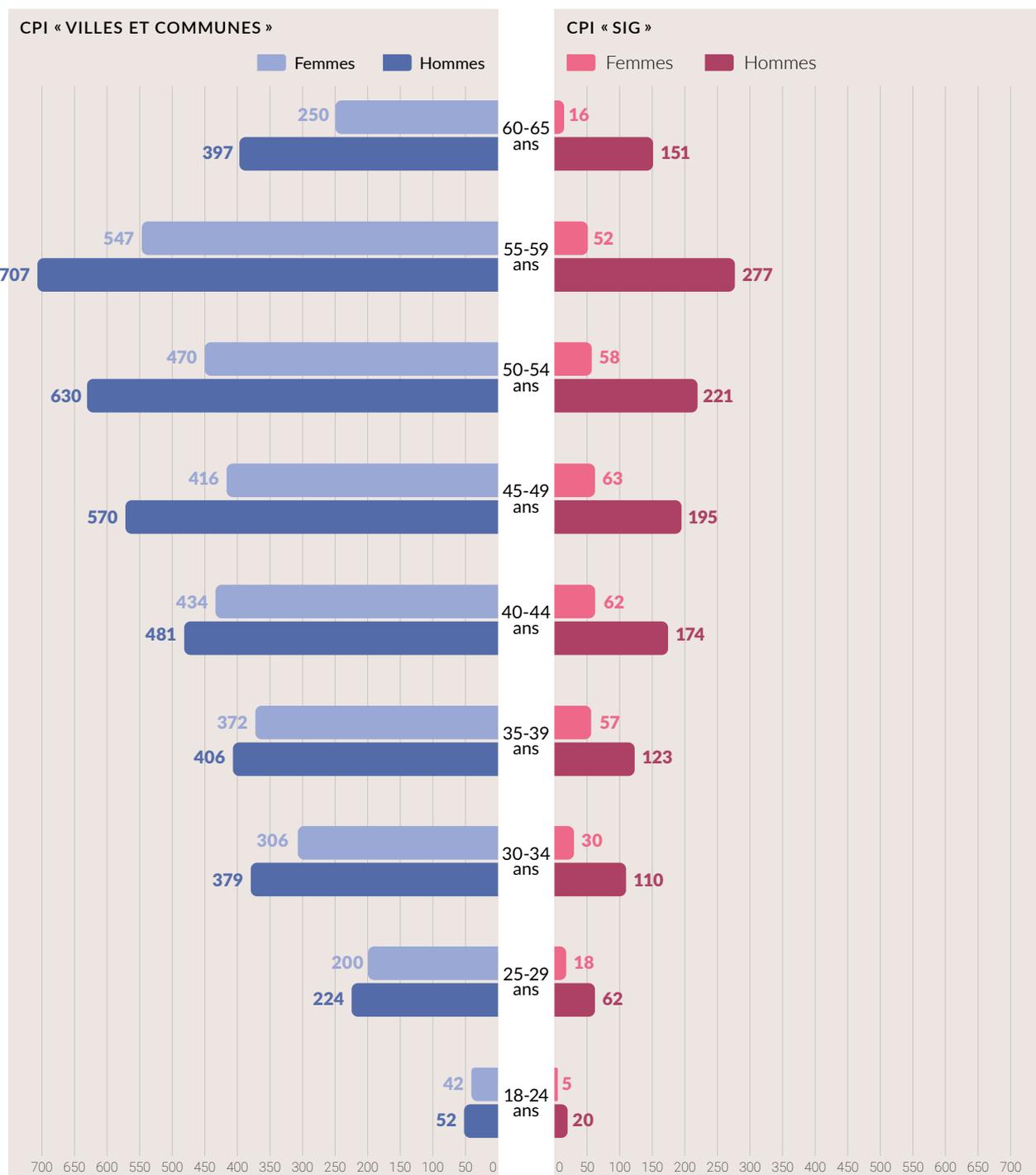
À fin 2022, CAP Prévoyance comptait 56 employeurs affiliés et 13'839 membres assurés (voir point 1.F de l'annexe aux comptes).



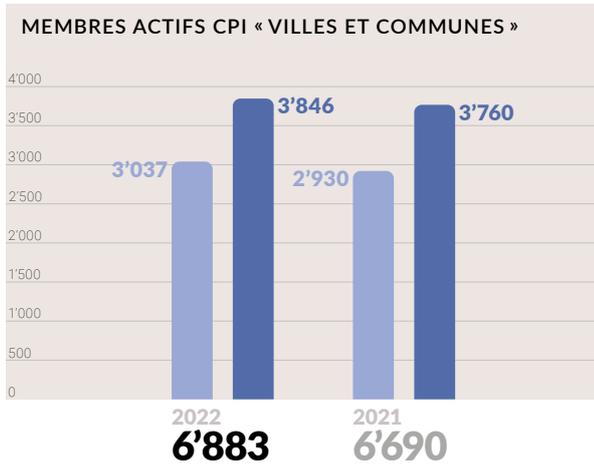
RÉPARTITION ET RAPPORT DÉMOGRAPHIQUE DES MEMBRES ACTIFS ET PENSIONNÉS



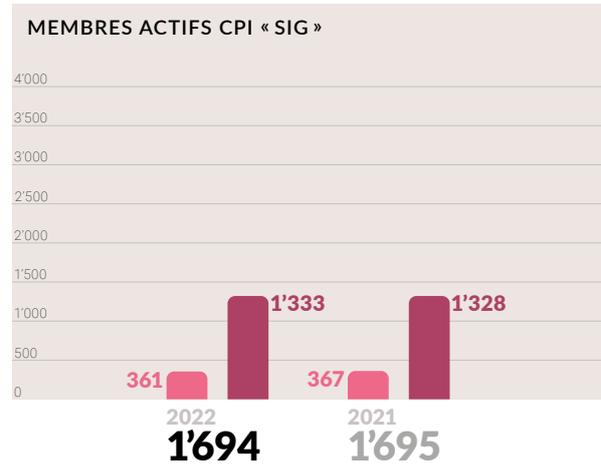
RÉPARTITION DES MEMBRES ACTIFS PAR SEXE ET PAR CLASSE D'ÂGE



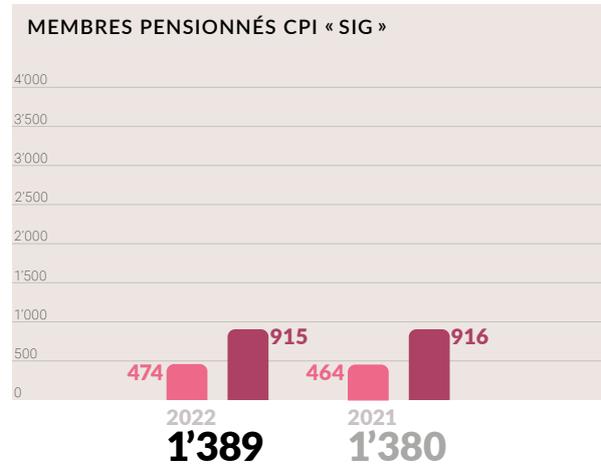
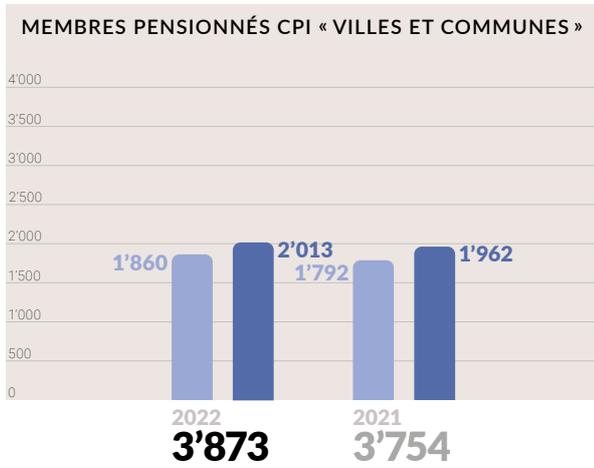
ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF DES MEMBRES ACTIFS ET PENSIONNÉS



■ Femmes ■ Hommes



■ Femmes ■ Hommes



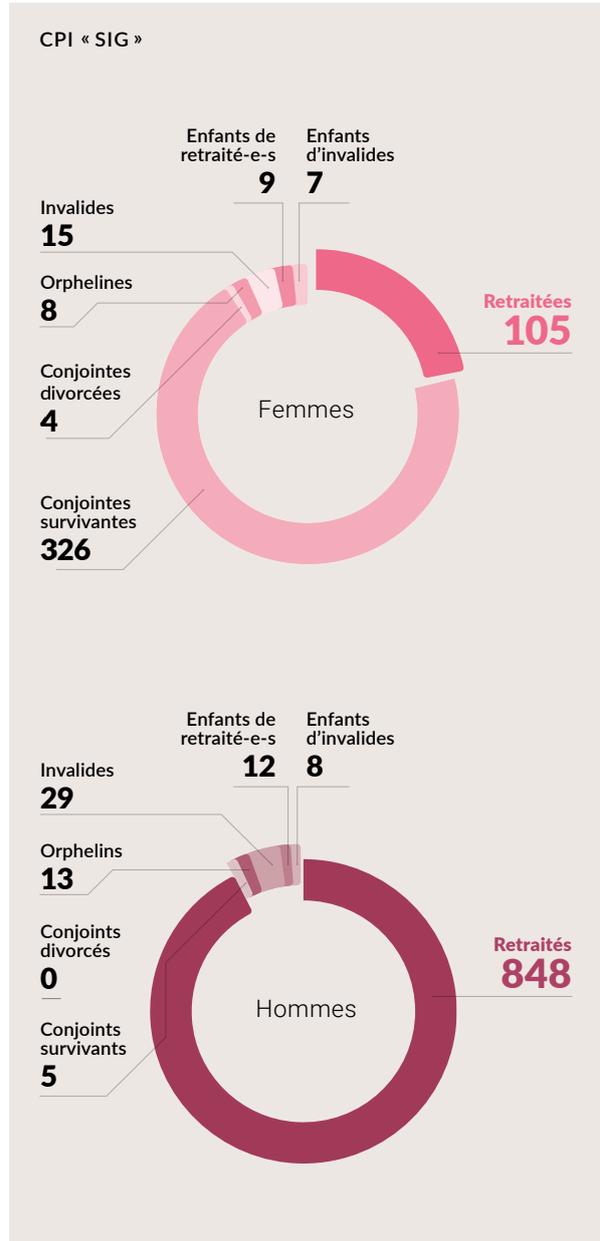
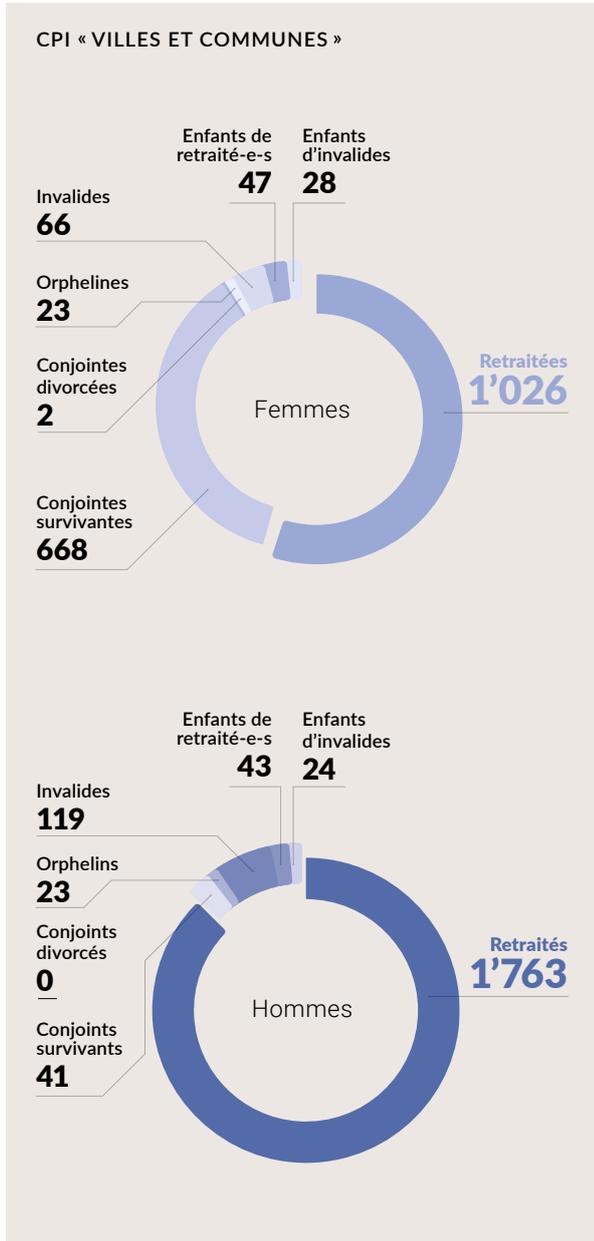
CARACTÉRISTIQUES MOYENNES DU MEMBRE ACTIF

| En CHF | CPI « villes et communes » | | | CPI « SIG » | | |
|---------------------------------------|----------------------------|---------------|---------------|-------------|---------------|---------------|
| | Hommes | Femmes | H/F moyenne | Hommes | Femmes | H/F moyenne |
| Âge | 47 ans | 46 ans 1 mois | 46 ans 8 mois | 48 ans | 45 ans 5 mois | 47 ans 5 mois |
| Salaires de base | 98'568 | 80'759 | 90'710 | 123'683 | 109'268 | 120'611 |
| Salaires assurés | 75'409 | 61'723 | 69'370 | 96'990 | 85'414 | 94'523 |
| Prestation de sortie | 330'184 | 233'085 | 287'340 | 513'388 | 345'970 | 477'710 |
| Avoir de vieillesse LPP | 105'374 | 75'277 | 92'094 | 131'066 | 95'918 | 123'575 |
| Taux de rente de retraite dès 64 ans | 58% | 57% | 57% | 61% | 62% | 61% |
| Rente annuelle de retraite dès 64 ans | 43'948 | 34'997 | 39'999 | 59'110 | 51'565 | 57'502 |

**CARACTÉRISTIQUES MOYENNES DU MEMBRE RETRAITÉ**

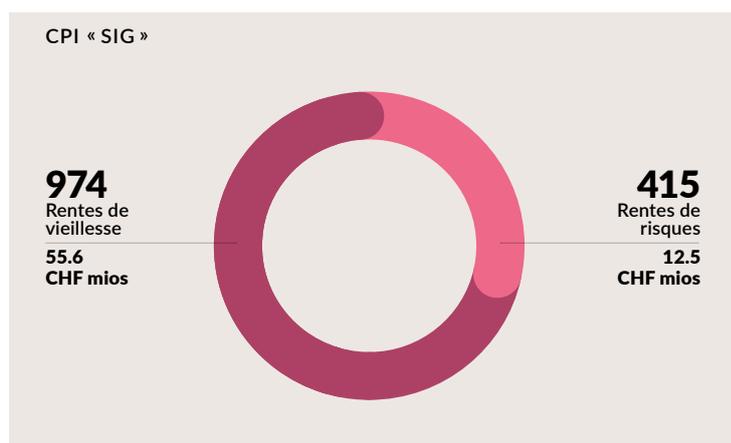
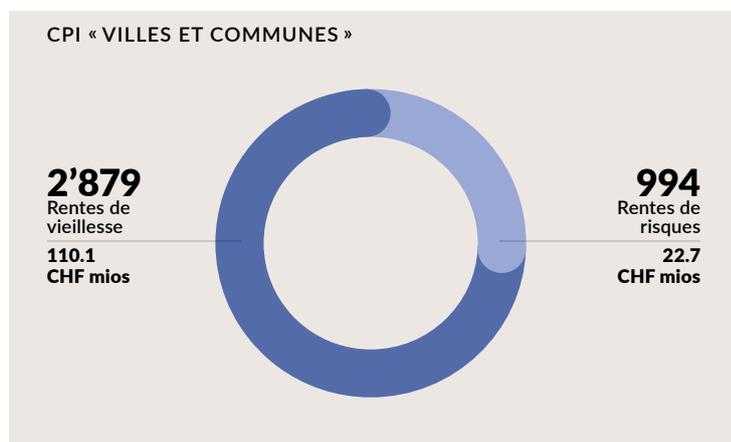
| En CHF | CPI « villes et communes » | | | CPI « SIG » | | |
|--|----------------------------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Hommes | Femmes | H/F moyenne | Hommes | Femmes | H/F moyenne |
| Âge | 74 ans 1 mois | 72 ans 11 mois | 73 ans 8 mois | 74 ans 7 mois | 72 ans 1 mois | 74 ans 4 mois |
| Rente annuelle de retraite | 45'783 | 28'419 | 39'395 | 60'660 | 39'481 | 58'326 |
| <i>dont adaptation au renchérissement (indexation)</i> | 1'570 | 734 | 1'263 | 2'815 | 924 | 2'607 |

RÉPARTITION DES MEMBRES PENSIONNÉS PAR TYPE DE PENSION ET PAR SEXE



Au 31 décembre 2022, la répartition entre les rentes de vieillesse et les rentes de risques des CPI se présentait comme suit :

RENTES DE VIEILLESSE ET DE RISQUES



14

ENCOURAGEMENT À LA PROPRIÉTÉ DU LOGEMENT

| | CPI « villes et communes » | | CPI « SIG » | |
|-----------------------|----------------------------|------------------|------------------|------------------|
| | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Nombre de retraits | 66 | 86 | 15 | 30 |
| <i>Dont en Suisse</i> | 23 | 35 | 13 | 13 |
| <i>Dont en France</i> | 43 | 51 | 17 | 17 |
| Âge moyen | 43 ans 8 mois | 42 ans 5 mois | 42 ans 8 mois | 44 ans 6 mois |
| Retrait moyen | 114'494 | 119'218 | 118'862 | 155'934 |
| Somme des retraits | 7'556'617 | 10'252'782 | 1'782'935 | 4'678'005 |





GESTION DE LA FORTUNE /

CONTEXTE GÉNÉRAL – PERFORMANCES DES MARCHÉS

L'année 2022 restera dans les mémoires comme celle d'un retournement majeur dans la politique des taux d'intérêts et l'apparition de déséquilibres économiques et financiers importants. Toutes les classes d'actifs ont été fortement impactées par la guerre en Ukraine, les craintes inflationnistes, la hausse des taux et les anticipations de récession économique.

Les marchés financiers ont tous fortement baissé, sauf en ce qui concerne les secteurs liés à l'énergie (entreprises et matières premières).

Les principes mêmes de la diversification ont été touchés et les portefeuilles à faibles risques ont réalisé des performances similaires aux portefeuilles les plus risqués. Fait qui ne se produit que rarement, les placements en obligations ont baissé dans des proportions similaires à celles des placements en actions. Ainsi, calculé en franc suisse, les stratégies d'investissement diversifiées et comportant une part d'actions d'environ 35% ont chuté en moyenne de -13%.

De son côté, la Banque nationale suisse (BNS) a, en juin 2022, changé radicalement sa politique monétaire en mettant un terme aux taux négatifs. La lutte contre la hausse du franc suisse n'était plus une priorité, elle a été remplacée par la lutte contre l'inflation qui a conduit la BNS à relever plusieurs fois le niveau des taux directeurs. Ainsi, le niveau des taux courts est passé de -0.72% pour les placements en liquidités en franc suisse en début d'année à +1% à fin décembre 2022, soit +172 points de base.

Les taux des emprunts de la Confédération ont connu une remontée similaire avec, pour les emprunts à 10 ans, un taux de +1.62% à fin décembre (-0.14 fin 2021), soit une évolution de +176 points de base. Aux USA, la hausse des taux a été encore plus marquée, soit +450 points de base pour les taux courts et +233 points de base pour les taux longs.

Avec le rebond de l'inflation l'évolution annuelle de l'indice genevois des prix à la consommation a été positive de +2.5% entre décembre 2021 et décembre 2022.

Mis à part les placements privés et les immeubles détenus en direct, toutes les classes d'actifs ont réalisé des résultats négatifs en 2022.

Les obligations en franc suisse ont généré un résultat de -12.88% et les obligations en devises étrangères, calculées en franc suisse, de -15.56%.

Les actions ont enregistré des performances particulièrement négatives. Les actions suisses ont régressé de -16.64% dans leur ensemble, et le segment des actions suisses de petites et moyennes capitalisations de -22.01%. Les actions étrangères ont baissé de -16.90% et les actions des pays émergents -18.86%.

Pour leur part, les devises ont évolué de manière contrastée par rapport au franc suisse. Le dollar (+1.54%) est remonté, alors que l'euro (-4.70%) et le yen (-11.38%) tout comme la livre sterling (-9.82%) ont été dépréciés. Au niveau des matières premières, le prix du pétrole a progressé de +8.32%, alimentant en partie la hausse de l'inflation.

Enfin, les marchés immobiliers investis de manière indirecte ont été impactés négativement par la progression des taux d'intérêts, l'indice des fonds de placement immobilier suisses baissant de -15.17%, celui des placements en immobilier indirect étrangers de -3.98%.

Suite à l'approbation de nouvelles stratégies de placement 2022-2026, les portefeuilles ont été restructurés avec la suppression des placements en gestion diversifiée et de la cible stratégique en obligations des pays émergents, au profit d'une augmentation de l'allocation aux placements privés, avec notamment de nouveaux investissements stratégiques en dette privée.

Enfin, concernant la gestion de l'allocation tactique au sein des stratégies de placement, à la suite des décisions de politiques monétaires conduisant à une hausse des taux, il a été décidé de procéder à un renforcement progressif de l'allocation en obligations suisses, en obligations étrangères gouvernementales et en obligations convertibles.

INVESTISSEMENT RESPONSABLE

CHARTRE D'INVESTISSEMENT RESPONSABLE

CAP Prévoyance investit de manière responsable, avec une vision à long terme, en intégrant des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance d'entreprise (critères dits « ESG ») dans sa gestion du patrimoine, afin de contribuer à une économie durable susceptible d'accroître la valeur du capital, sur une base de risques ajustés.

Des informations détaillées sont disponibles sur le site web de CAP Prévoyance ainsi qu'aux points 6.A et 6.L de l'annexe aux comptes.



ENGAGEMENT ACTIF

CAP Prévoyance fait partie d'« Ethos Engagement Pool Suisse » qui regroupe près de 173 caisses de pensions suisses, pour un total de plus de CHF 365 milliards de fortune. « Ethos Engagement Pool Suisse » permet de participer de manière active, conjointement avec d'autres entités institutionnelles, au développement du tissu économique suisse par le biais d'un dialogue avec les instances dirigeantes des sociétés cotées. Les thèmes abordés en 2022 ont principalement concerné la gouvernance des entreprises, les codes de conduite, la transparence des rémunérations des instances dirigeantes, la responsabilité environnementale et sociale, les stratégies face aux changements climatiques, les responsabilités fiscales, ainsi que les conditions de travail et le respect des droits humains.

CAP Prévoyance participe également à « Ethos Engagement Pool international » – dont elle est un membre fondateur – et qui vise les sociétés cotées hors Suisse.

Dans ce cas, le dialogue est notamment engagé sous la forme de participations à des initiatives internationales d'engagement collectif. Ainsi, les membres du pool profitent d'un réseau international avec lequel Ethos collabore étroitement depuis de nombreuses années. Ce pool regroupe près de 104 caisses de pensions, pour un total d'environ CHF 297 milliards de fortune. Les principales activités du pool en 2022 ont concerné les questions environnementales (émissions carbone), sociales (droit du travail), de gouvernement d'entreprise (défense des droits d'actionnaires, rémunération), ainsi que des initiatives ciblant les législations, notamment au niveau européen. Au travers de ces démarches au niveau international, CAP Prévoyance est notamment devenue signataire du « Climate Action 100 » qui vise un engagement actif sur les questions climatiques et d'émissions carbone auprès des 100 principaux émetteurs de gaz à effets de serre ainsi que d'un certain nombre de sociétés considérées comme représentant les plus grands risques dans les portefeuilles. Les activités de ce regroupement d'investisseurs ont été importantes en 2022.

EXERCICE DES DROITS D'ACTIONNAIRE

CAP Prévoyance exerce le plus largement possible ses droits d'actionnaire. Les détails de cet exercice sont explicités au point 6.L de l'annexe aux comptes.







CAP PRÉVOYANCE /
**Comptes et annexe
aux comptes 2022**

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2022

| En CHF | INDEX DE L'ANNEXE | Consolidé CAP Prévoyance | | CPI « villes et communes » | | CPI « SIG » | |
|---|-------------------|--------------------------|----------------------|----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| ACTIF | | | | | | | |
| Placements | | | | | | | |
| Liquidités et réalisables à court terme | 6.D/7.A | 386'002'292 | 483'198'199 | 246'895'798 | 314'161'190 | 139'106'494 | 169'037'009 |
| Créance immobilière | 6.I | 53'890'740 | – | 36'322'359 | – | 17'568'381 | – |
| Obligations et créances en CHF | 6.D/7.B | 312'564'716 | 261'022'043 | 194'462'687 | 166'906'118 | 118'102'029 | 94'115'925 |
| Obligations en devises | 6.D | 628'544'163 | 633'008'263 | 388'822'877 | 365'343'331 | 239'721'286 | 267'664'932 |
| Actions suisses | 6.D | 871'745'755 | 1'053'396'163 | 559'249'456 | 678'297'020 | 312'496'299 | 375'099'143 |
| Actions étrangères et marchés émergents | 6.D | 829'323'671 | 1'004'529'698 | 510'506'928 | 620'114'813 | 318'816'742 | 384'414'885 |
| Autres placements | 6.D/6.E | 289'266'621 | 514'364'418 | 194'838'594 | 313'813'412 | 94'428'027 | 200'551'005 |
| Immobilier suisse direct | 6.D/7.D | 1'330'886'070 | 1'314'307'486 | 897'017'211 | 885'843'246 | 433'868'859 | 428'464'241 |
| Immobilier suisse indirect | 6.D/7.D | 99'919'231 | 85'652'338 | – | – | 99'919'231 | 85'652'338 |
| Immobilier étranger indirect | 6.D/7.D | 204'656'816 | 201'459'394 | 91'645'322 | 90'213'517 | 113'011'493 | 111'245'877 |
| Total des placements | | 5'006'800'073 | 5'550'938'004 | 3'119'761'233 | 3'434'692'649 | 1'887'038'841 | 2'116'245'355 |
| Compte de régularisation actif | | | | | | | |
| Cotisations à encaisser | 7.E | 6'366'602 | 7'255'238 | 2'707'096 | 2'356'849 | 3'659'506 | 4'898'389 |
| Comptes courants régies | | 555'138 | 938'101 | 374'163 | 632'280 | 180'975 | 305'821 |
| Impôt anticipé à récupérer | | 40'703 | 99'184 | 28'060 | 66'516 | 12'643 | 32'668 |
| Autres transitoires | | 1'403'427 | 1'923'457 | 922'098 | 404'956 | 481'329 | 1'518'502 |
| Total compte de régularisation actif | | 8'365'870 | 10'215'981 | 4'031'417 | 3'460'601 | 4'334'452 | 6'755'380 |
| Immobilisations corporelles | | – | – | – | – | – | – |
| Total de l'actif | | 5'015'165'943 | 5'561'153'984 | 3'123'792'650 | 3'438'153'250 | 1'891'373'293 | 2'123'000'735 |

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2022

| En CHF | INDEX DE L'ANNEXE | Consolidé CAP Prévoyance | | CPI « villes et communes » | | CPI « SIG » | |
|--|-------------------|--------------------------|----------------------|----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| PASSIF | | | | | | | |
| Dettes | | | | | | | |
| Comptes courants bancaires | 7.G | 303'612 | 34 | 204'456 | 23 | 99'157 | 11 |
| Prestations de prévoyance à payer | 7.H | 18'571'997 | 28'278'639 | 16'951'937 | 20'360'005 | 1'620'060 | 7'918'634 |
| Emprunts hypothécaires | 6.H | 15'090'000 | 15'090'000 | 10'170'660 | 10'170'660 | 4'919'340 | 4'919'340 |
| Autres dettes | 7.H | 882'747 | 501'509 | 593'108 | 347'676 | 289'639 | 153'833 |
| Total dettes | | 34'848'356 | 43'870'182 | 27'920'160 | 30'878'365 | 6'928'196 | 12'991'818 |
| Compte de régularisation passif | 7.I | 5'065'288 | 4'866'938 | 3'519'651 | 3'708'306 | 1'545'638 | 1'158'631 |
| Provisions non techniques | | - | - | - | - | - | - |
| Capitaux de prévoyance et provisions techniques | | | | | | | |
| Capitaux de prévoyance des membres actifs | 5.C | 2'765'329'581 | 2'598'043'532 | 1'961'209'017 | 1'845'109'391 | 804'120'564 | 752'934'141 |
| Capitaux de prévoyance des membres pensionnés | 5.C | 2'606'616'752 | 2'501'119'867 | 1'761'083'518 | 1'675'396'129 | 845'533'234 | 825'723'738 |
| Provisions techniques | 5.C | 485'830'579 | 562'056'381 | 348'963'889 | 413'781'106 | 136'866'690 | 148'275'275 |
| | | 5'857'776'912 | 5'661'219'780 | 4'071'256'424 | 3'934'286'625 | 1'786'520'488 | 1'726'933'155 |
| Part de financement en répartition (-20%) | | -814'251'285 | -786'857'325 | -814'251'285 | -786'857'325 | - | - |
| Total capitaux de prévoyance et provisions techniques | | 5'043'525'627 | 4'874'362'455 | 3'257'005'139 | 3'147'429'300 | 1'786'520'488 | 1'726'933'155 |
| Réserve de fluctuation de valeurs | 6.C | 96'378'971 | 638'054'409 | - | 256'137'278 | 96'378'971 | 381'917'131 |
| Fortune libre/découvert | | | | | | | |
| Situation en début de période | | - | - | - | - | - | - |
| Excédent de produits / de charges de l'exercice | | -164'652'300 | - | -164'652'300 | - | - | - |
| Total fortune libre/découvert | 9 | -164'652'300 | - | -164'652'300 | - | - | - |
| Total du passif | | 5'015'165'943 | 5'561'153'984 | 3'123'792'650 | 3'438'153'250 | 1'891'373'293 | 2'123'000'735 |

COMPTE D'EXPLOITATION AU 31 DÉCEMBRE 2022

| En CHF | INDEX DE L'ANNEXE | Consolidé CAP Prévoyance | | CPI « villes et communes » | | CPI « SIG » | |
|---|-------------------|--------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| | | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Cotisations, apports ordinaires et autres | | | | | | | |
| Cotisations des salarié-e-s | | 48'703'260 | 47'198'081 | 36'365'971 | 35'066'167 | 12'337'290 | 12'131'914 |
| Cotisations des employeurs | | 97'394'694 | 94'389'714 | 72'720'146 | 70'125'910 | 24'674'549 | 24'263'805 |
| Cotisations rappels des salarié-e-s | | 3'463'395 | 7'689'796 | 2'132'177 | 3'772'792 | 1'331'218 | 3'917'004 |
| Cotisations rappels des employeurs | | 13'232'717 | 33'850'352 | 7'429'792 | 14'314'020 | 5'802'925 | 19'536'333 |
| Primes uniques et rachats | | 5'753'649 | 4'449'646 | 3'957'043 | 3'087'212 | 1'796'606 | 1'362'434 |
| Subsides fonds de garanties | | 39'512 | 67'694 | 39'512 | 67'694 | - | - |
| Total cotisations, apports ordinaires et autres | | 168'587'226 | 187'645'284 | 122'644'639 | 126'433'794 | 45'942'587 | 61'211'489 |
| Prestations d'entrée | | | | | | | |
| Apports de libre passage | | 44'491'377 | 39'440'471 | 37'868'487 | 32'690'328 | 6'622'890 | 6'750'143 |
| Remboursements de versements anticipés pour l'EPL | | 2'940'672 | 4'215'045 | 2'634'172 | 2'276'389 | 306'500 | 1'938'657 |
| Apports de libre passage à la suite de divorces | | 159'571 | 1'163'065 | 111'879 | 1'076'832 | 47'692 | 86'232 |
| Apports dans le cadre reprises assurés | | - | - | - | - | - | - |
| Total prestations d'entrée | | 47'591'619 | 44'818'581 | 40'614'537 | 36'043'549 | 6'977'082 | 8'775'032 |
| Total cotisations, apports ordinaires et prestations d'entrée | | 216'178'845 | 232'463'865 | 163'259'177 | 162'477'343 | 52'919'669 | 69'986'521 |
| Prestations réglementaires | | | | | | | |
| Rentes de vieillesse | | -163'451'508 | -164'667'110 | -107'956'975 | -106'544'220 | -55'494'533 | -58'122'890 |
| Rentes de survivants | | -28'042'350 | -29'057'457 | -17'019'942 | -17'184'461 | -11'022'408 | -11'872'997 |
| Rentes d'invalidité | | -5'894'322 | -6'028'502 | -4'772'201 | -4'781'371 | -1'122'122 | -1'247'131 |
| Autres prestations réglementaires | | 5'362'369 | 5'371'194 | 3'604'857 | 3'504'711 | 1'757'513 | 1'866'483 |
| Prestations en capital à la retraite | | -11'530'974 | -10'248'446 | -7'297'732 | -7'561'949 | -4'233'242 | -2'686'496 |
| Prestations en capital au décès et à l'invalidité | | -2'042'883 | -2'283'751 | -733'686 | -1'011'850 | -1'309'197 | -1'271'900 |
| Total prestations réglementaires | | -205'599'669 | -206'914'071 | -134'175'679 | -133'579'140 | -71'423'990 | -73'334'931 |
| Prestations de sortie | | | | | | | |
| Prestations de libre passage de sortie | | -35'968'957 | -33'394'169 | -32'844'479 | -29'382'740 | -3'124'478 | -4'011'429 |
| Prestations de libre passage à la suite de divorces | | -4'939'846 | -4'229'773 | -3'939'843 | -2'905'699 | -1'000'003 | -1'324'075 |
| Versements anticipés pour l'EPL | | -9'131'018 | -14'837'787 | -7'348'082 | -10'159'782 | -1'782'936 | -4'678'005 |
| Total prestations de sortie | | -50'039'821 | -52'461'729 | -44'132'405 | -42'448'221 | -5'907'416 | -10'013'509 |
| Total prestations réglementaires et de sortie | | -255'639'490 | -259'375'800 | -178'308'084 | -176'027'361 | -77'331'406 | -83'348'439 |
| Variation des capitaux de prévoyance, provisions techniques et réserves de contributions | | | | | | | |
| Variation nette des capitaux de prévoyance des membres actifs | s.c. | -167'286'049 | -96'947'768 | -116'099'626 | -66'055'986 | -51'186'423 | -30'891'782 |
| Variation nette des capitaux de prévoyance des membres pensionnés | s.c. | -105'496'885 | -48'288'617 | -85'687'389 | -31'319'697 | -19'809'496 | -16'968'920 |
| Variation nette des provisions techniques | s.c. | 76'225'802 | -67'893'973 | 64'817'217 | -47'161'319 | 11'408'585 | -20'732'654 |
| Variation part de financement en répartition | s.c. | 27'393'960 | 28'907'400 | 27'393'960 | 28'907'400 | - | - |
| Total variation des capitaux de prévoyance, provisions techniques et réserves de contributions | | -169'163'172 | -184'222'957 | -109'575'839 | -115'629'601 | -59'587'333 | -68'593'356 |
| Charges d'assurance | | | | | | | |
| Cotisations au fonds de garantie | | -779'501 | -764'510 | -525'383 | -571'618 | -254'117 | -192'893 |
| Résultat net de l'activité de prévoyance | | -209'403'317 | -211'899'403 | -125'150'129 | -129'751'236 | -84'253'188 | -82'148'167 |

Tous les montants indiqués sont arrondis, ce qui peut donner lieu à des écarts minimes au niveau des totaux.

COMPTE D'EXPLOITATION AU 31 DÉCEMBRE 2022

| En CHF | INDEX DE L'ANNEXE | Consolidé CAP Prévoyance | | CPI « villes et communes » | | CPI « SIG » | |
|--|-------------------|--------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Résultat des placements | | | | | | | |
| Liquidités et réalisables à court terme | 6.J | -4'219'417 | 25'901 | -2'580'352 | 99'854 | -1'639'065 | -73'953 |
| Obligations et créances en CHF | 6.J | -35'091'955 | -3'591'131 | -19'673'049 | -2'289'695 | -15'418'906 | -1'301'437 |
| Obligations en devises | 6.J | -92'533'783 | -17'330'146 | -54'059'904 | -10'192'217 | -38'473'879 | -7'137'929 |
| Actions suisses | 6.J | -192'386'066 | 241'424'826 | -125'683'145 | 154'964'563 | -66'702'920 | 86'460'263 |
| Actions étrangères et marchés émergents | 6.J | -177'719'707 | 178'056'220 | -102'814'436 | 109'186'809 | -74'905'270 | 68'869'411 |
| Autres placements | 6.J | -15'168'360 | 92'950'259 | -8'015'662 | 61'105'821 | -7'152'698 | 31'844'439 |
| Placements immobiliers suisses indirects | 6.J | -4'919'576 | 6'384'222 | - | - | -4'919'576 | 6'384'222 |
| Placements immobiliers étrangers indirects | 6.J | 4'084'062 | 14'856'396 | 1'828'749 | 6'200'593 | 2'255'313 | 8'655'802 |
| Immobilier suisse direct | 7.K | 50'928'939 | 50'006'284 | 34'326'105 | 33'704'235 | 16'602'834 | 16'302'049 |
| Variation de la valeur financière de l'immobilier suisse direct | 6.I | 5'954'627 | 6'951'676 | 4'013'419 | 4'685'429 | 1'941'208 | 2'266'246 |
| Intérêts sur prestations de sortie | | -118'445 | -96'123 | -111'230 | -85'994 | -7'215 | -10'129 |
| Frais de gestion de fortune mobilière | 6.J | -27'569'761 | -29'123'784 | -17'062'460 | -17'753'901 | -10'507'301 | -11'369'883 |
| Frais de gestion de fortune immobilière | 6.J | -5'637'242 | -5'753'205 | -3'799'501 | -3'877'660 | -1'837'741 | -1'875'545 |
| Total résultat des placements | | -494'396'685 | 534'761'395 | -293'631'468 | 335'747'838 | -200'765'217 | 199'013'557 |
| Variation des provisions non techniques | | - | - | - | - | - | - |
| Autres produits | 7.L | 193'878 | 893'770 | 140'433 | 609'519 | 53'445 | 284'251 |
| Autres frais | 7.M | -41'110 | -4'852 | -27'165 | -3'269 | -13'946 | -1'583 |
| Résultat net des placements | | -494'243'917 | 535'650'313 | -293'518'199 | 336'354'088 | -200'725'718 | 199'296'225 |
| Frais d'administration | | | | | | | |
| Frais d'administration | 7.N | -2'378'678 | -2'470'439 | -1'892'906 | -1'962'785 | -485'771 | -507'654 |
| Honoraires organe de révision | 7.N | -90'024 | -89'850 | -60'676 | -60'559 | -29'348 | -29'291 |
| Honoraires expert en prévoyance | 7.N | -188'475 | -116'747 | -149'725 | -92'744 | -38'750 | -24'003 |
| Emoluments autorité de surveillance | 7.N | -23'328 | -21'142 | -17'943 | -16'795 | -5'385 | -4'347 |
| Total frais d'administration | | -2'680'504 | -2'698'178 | -2'121'250 | -2'132'882 | -559'254 | -565'295 |
| Excédent de produits / de charges avant variation de la réserve de fluctuation de valeurs | | -706'327'738 | 321'052'732 | -420'789'578 | 204'469'970 | -285'538'160 | 116'582'763 |
| Variation de la réserve de fluctuation de valeurs | 7.O | 541'675'438 | -321'052'732 | 256'137'278 | -204'469'970 | 285'538'160 | -116'582'763 |
| Excédent de produits / de charges de l'exercice | | -164'652'300 | - | -164'652'300 | - | - | - |



1. BASES ET ORGANISATION /

1.A / FORME JURIDIQUE, BUT ET SIÈGE SOCIAL

CAP Prévoyance est une fondation collective constituée par loi du Grand Conseil de la République et canton de Genève du 28 juin 2013, précédée des délibérations des communes affiliées et de la décision du Conseil d'administration des Services industriels de Genève (ci-après SIG).

Elle a pour but d'assurer la prévoyance professionnelle du personnel de la Ville de Genève, des SIG et des communes affiliées ainsi que des autres employeurs affiliés conventionnellement contre les conséquences économiques résultant de la vieillesse, du décès et de l'invalidité.

Dans ce cadre, elle gère deux caisses de prévoyance internes (CPI), l'une pour la Ville de Genève, les communes affiliées, ainsi que les autres employeurs affiliés conventionnellement, selon le système de la capitalisation partielle, l'autre pour les SIG, selon le système de la capitalisation complète.

Les CPI participent à l'assurance obligatoire prévue par la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) et appliquent toutes deux un plan de prévoyance en primauté des prestations au sens de l'article 16 de la Loi fédérale sur le libre passage (LFLP). Elles sont autonomes et assument elles-mêmes les risques liés à la longévité, au décès et à l'invalidité.

CAP Prévoyance a une durée indéterminée et est inscrite au Registre du commerce. Elle a son siège dans le canton de Genève.

1.B / ENREGISTREMENT AU REGISTRE DE LA PRÉVOYANCE PROFESSIONNELLE ET FONDS DE GARANTIE

CAP Prévoyance remplit les obligations de la LPP et est inscrite au Registre de la prévoyance professionnelle du canton de Genève (ASFIP) depuis le 29 novembre 2013 sous le numéro GE-0058. Elle cotise au Fonds de garantie LPP.

1.C / INDICATION DE LA LOI, DES STATUTS ET DES RÈGLEMENTS

- a) **Loi du Grand Conseil de la République et canton de Genève du 28 juin 2013**, précédée des délibérations des communes affiliées et de la décision du Conseil d'administration des Services industriels de Genève, du 16 novembre 2013.
- b) **Statuts** du 16 novembre 2013.
- c) **Règlement de la CPI « villes et communes » relatif au financement et à la garantie de la prévoyance** approuvé par délibérations communales, du 1^{er} janvier 2014.
- d) **Règlement de prévoyance de la CPI « villes et communes »** du 5 décembre 2013, état au 1^{er} janvier 2023.
- e) **Règlement de prévoyance de la CPI « SIG »** du 5 décembre 2013, état au 1^{er} janvier 2023.
- f) **Règlement d'encouragement à la propriété du logement** du 5 décembre 2013, état au 1^{er} janvier 2021.
- g) **Règlement d'organisation** du 5 décembre 2013, état au 23 juin 2017.
- h) **Règlement de liquidation partielle** du 5 décembre 2013, état au 24 février 2020.
- i) **Règlement pour les passifs de nature actuarielle au bilan** du 5 décembre 2013, état au 1^{er} janvier 2023.
- j) **Règlement de placement** du 17 juin 2022.

1.D / ORGANES ET DROIT À LA SIGNATURE

Le règlement d'organisation précise les rôles et les compétences de chaque organe.

La représentation est paritaire au sein des diverses instances. Les membres pensionnés sont représentés (voix consultative) au sein du Conseil de Fondation et des Comités de gestion des CPI.

Les procédures d'élection des représentant-e-s des membres actifs pour une mandature de 5 ans sont respectivement menées par la Ville de Genève, par les SIG et par l'Association des communes genevoises.

Le Conseil administratif de la Ville de Genève, le Conseil d'administration des Services industriels de Genève et l'assemblée générale de l'Association des communes genevoises désignent leurs représentant-e-s employeurs.

Enfin, l'URCAP désigne ses représentant-e-s des membres pensionnés.

L'organe suprême de CAP Prévoyance est le Conseil de Fondation. Il est composé de 17 membres, soit 8 représentant-e-s des membres actifs, 8 représentant-e-s des employeurs et un représentant des membres pensionnés avec voix consultative.

Une alternance annuelle de la présidence et de la vice-présidence du Conseil de Fondation a été décidée par les instances.

En 2022, la composition du Conseil de Fondation était la suivante :



CONSEIL DE FONDATION

Employeurs

VILLE DE GENÈVE

BERTHOLET Lynn (dès le 11.05.2022)

BERTOLA-GARRIDO Dalcinda

GOMEZ Alfonso* *Président*

KREBS Philippe*

PITTET David (jusqu'au 08.04.2022)

COMMUNES

GOEHRING Marcel *

SAVIGNY Fernand

SIG

DEVAUD Daniel* *Vice-président*

MONIN Robert

Membres actifs

VILLE DE GENÈVE

CALVINO Juan-Manuel

KELLER Simon-Pierre*

MARTELLA Mauro

MORO Nicolas*

COMMUNES

LUZZATTO Christine

RUETTIMANN Patrick *

SIG

BRUGGER Patrick*

SCHAUB Patrick

Membres pensionnés (voix consultative)

URCAP

FAVRE Jean-Marie

* Membres ayant le droit de signature collective à deux.

Le Conseil de Fondation a délégué un certain nombre de tâches à son Bureau ainsi qu'à la Commission de placement et à la Commission assurance et juridique, composés, en 2022, des membres suivants :

BUREAU DU CONSEIL DE FONDATION

Employeurs

VILLE DE GENÈVE

GOMEZ Alfonso *Président*

KREBS Philippe

COMMUNES

GOEHRING Marcel

SIG

DEVAUD Daniel *Vice-président*

Membres actifs

VILLE DE GENÈVE

KELLER Simon-Pierre

MORO Nicolas

COMMUNES

RUETTIMANN Patrick

SIG

BRUGGER Patrick

COMMISSION DE PLACEMENT

Employeurs

VILLE DE GENÈVE

BERTHOLET Lynn (*dès le 11.05.2022*)

KREBS Philippe

PITTET David (*jusqu'au 08.04.2022*)

COMMUNES

GOEHRING Marcel

SIG

DEVAUD Daniel

Membres actifs

VILLE DE GENÈVE

CALVINO Juan-Manuel

MARTELLA Mauro *Vice-président*

COMMUNES

RUETTIMANN Patrick

SIG

SCHAUB Patrick *Président*

COMMISSION ASSURANCE ET JURIDIQUE

Employeurs

VILLE DE GENÈVE

BERTOLA-GARRIDO Dalcinda

KREBS Philippe

COMMUNES

SAVIGNY Fernand

SIG

MONIN Robert

Membres actifs

VILLE DE GENÈVE

KELLER Simon-Pierre

MORO Nicolas *Vice-président*

COMMUNES

LUZZATTO Christine *Présidente*

SIG

BRUGGER Patrick

Chaque CPI dispose d'un Comité de gestion dont les tâches sont énumérées dans les statuts, composé des membres suivants en 2022 :

COMITÉ DE GESTION CPI « VILLES ET COMMUNES »

Employeurs

VILLE DE GENÈVE

BERTHOLET Lynn (dès le 11.05.2022)

BERTOLA-GARRIDO Dalcinda

BURRI Olivier

BUZZINI Gionata

GOMEZ Alfonso

KREBS Philippe

PITTET David (jusqu'au 08.04.2022)

COMMUNES

GOEHRING Marcel

MOREL Anne-Françoise

SAVIGNY Fernand

Membres actifs

VILLE DE GENÈVE

CALVINO Juan-Manuel

KELLER Simon-Pierre

LIAUDET Nicole (jusqu'au 31.01.2022)

MARTELLA Mauro *Vice-président*

SCHEFFRE David

MORO Nicolas

COMMUNES

ALEGRIA Laura

LUZZATTO Christine *Présidente*

RUETTIMANN Patrick

Membres pensionnés (voix consultative)

URCAP

THOMET Robert



COMITÉ DE GESTION CPI « SIG »

Employeurs

SIG

DEVAUD Daniel

GOLAY Roger

MONIN Robert

MONNAT Jean-Christophe *Vice-président*

Membres actifs

SIG

BRUGGER Patrick

CARMINATI Louis (jusqu'au 31.12.2022)

FIVAZ Fabien *Président*

SCHAUB Patrick

Membres pensionnés (voix consultative)

URCAP

FAVRE Jean-Marie

Droit à la signature

Les membres du Bureau du Conseil de Fondation et les membres de la Direction ont un droit de signature collectif à deux. Les personnes concernées sont inscrites au Registre du commerce. Le Conseil de Fondation peut en outre conférer le droit de signature collectif à deux à des membres du personnel de CAP Prévoyance.

Principe de loyauté

Conformément à la législation fédérale, CAP Prévoyance met en œuvre les règles en matière de loyauté et d'intégrité dans la gestion, dont les principes sont inscrits dans le règlement d'organisation.

Elle applique les directives et la charte de l'ASIP (dont elle est membre) en matière de loyauté dans la gestion. Les mandataires qui agissent pour le compte de CAP Prévoyance en sont informé-e-s et doivent également s'y conformer, ou suivre des principes équivalents.

Tous les membres des instances et du personnel de CAP Prévoyance sont soumis à ces règles. Ils signent une déclaration de subordination lors de leur entrée en fonction, puis complètent chaque année une déclaration périodique attestant du respect des principes et qui intègre les dispositions fédérales, notamment les articles 51b LPP et 48f à 49a OPP2.

Pour l'exercice 2022, toutes les personnes concernées se sont conformées à ces obligations.

1.E / EXPERT, ORGANE DE RÉVISION, CONSEILLERS ET AUTORITÉ DE SURVEILLANCE

Expert en prévoyance professionnelle

Bernard ROMANENS expert exécutant –
Pittet Associés SA titulaire du mandat/cocontractant

Organe de révision

Guy CHERVET – BfB Audit SA

Conseillers financiers

Graziano LUSENTI – Lusenti Partners Sàrl
Olivier REYMOND – Renalco SA

Médecin-conseil

Dre Marianna LALICATA-GISSELBAEK

Autorité de surveillance

Autorité cantonale de surveillance des fondations
et des institutions de prévoyance (ASFIP)

Direction des fonds institutionnels Capacity

FundPartners Solutions SA

Etudes ALM

Willis Towers Watson SA

1.F / EMPLOYEURS AFFILIÉS

| Employeur | Membres actifs | | Membres pensionnés | | Total | |
|-------------------------------------|----------------|-------|--------------------|-------|---------------|-------|
| | Effectif | % | Effectif | % | Effectif | % |
| 3 Chêne Culture* | 0 | 0.00 | 0 | 0.00 | 0 | 0.00 |
| AFJ Rhône Sud | 8 | 0.09 | 5 | 0.10 | 13 | 0.09 |
| Aire-la-Ville | 5 | 0.06 | 1 | 0.02 | 6 | 0.04 |
| Anières | 16 | 0.19 | 9 | 0.17 | 25 | 0.18 |
| Association des communes genevoises | 81 | 0.94 | 20 | 0.38 | 101 | 0.73 |
| Avully | 7 | 0.08 | 6 | 0.11 | 13 | 0.09 |
| Avusy | 7 | 0.08 | 2 | 0.04 | 9 | 0.07 |
| Bardonnex | 9 | 0.10 | 5 | 0.10 | 14 | 0.10 |
| Bellevue | 22 | 0.26 | 7 | 0.13 | 29 | 0.21 |
| Bernex | 158 | 1.84 | 50 | 0.95 | 208 | 1.50 |
| CAP Prévoyance | 27 | 0.31 | 6 | 0.11 | 33 | 0.24 |
| Cartigny | 6 | 0.07 | 4 | 0.08 | 10 | 0.07 |
| Céligny | 5 | 0.06 | 1 | 0.02 | 6 | 0.04 |
| Chancy | 5 | 0.06 | 1 | 0.02 | 6 | 0.04 |
| Chêne-Bougeries | 94 | 1.10 | 44 | 0.84 | 138 | 1.00 |
| Chêne-Bourg | 51 | 0.59 | 34 | 0.65 | 85 | 0.61 |
| Choulex | 12 | 0.14 | 3 | 0.06 | 15 | 0.11 |
| Collex-Bossy | 10 | 0.12 | 1 | 0.02 | 11 | 0.08 |
| Collonge-Bellerive | 71 | 0.83 | 21 | 0.40 | 92 | 0.66 |
| Cologny | 37 | 0.43 | 26 | 0.49 | 63 | 0.46 |
| Confignon | 38 | 0.44 | 10 | 0.19 | 48 | 0.35 |
| Corsier | 19 | 0.22 | 6 | 0.11 | 25 | 0.18 |
| CSSM | 20 | 0.23 | 13 | 0.25 | 33 | 0.24 |
| Dardagny | 9 | 0.10 | 5 | 0.10 | 14 | 0.10 |
| FCTPL | 1 | 0.01 | 0 | 0.00 | 1 | 0.01 |
| Fondation Evaux | 17 | 0.20 | 2 | 0.04 | 19 | 0.14 |
| Genthod | 14 | 0.16 | 4 | 0.08 | 18 | 0.13 |
| Grand-Saconnex | 93 | 1.08 | 39 | 0.74 | 132 | 0.95 |
| Groupement intercommunal Le Sapay | 14 | 0.16 | 0 | 0.00 | 14 | 0.10 |
| Groupement SIS | 383 | 4.47 | 5 | 0.10 | 388 | 2.80 |
| Hermance | 9 | 0.10 | 4 | 0.08 | 13 | 0.09 |
| Jussy | 14 | 0.16 | 5 | 0.10 | 19 | 0.14 |
| Laconnex | 3 | 0.03 | 3 | 0.06 | 6 | 0.04 |
| Lancy | 290 | 3.38 | 129 | 2.45 | 419 | 3.03 |
| Meinier | 14 | 0.16 | 10 | 0.19 | 24 | 0.17 |
| Meyrin | 458 | 5.34 | 199 | 3.78 | 657 | 4.75 |
| Onex | 183 | 2.13 | 112 | 2.13 | 295 | 2.13 |
| OPC Salève | 1 | 0.01 | 0 | 0.00 | 1 | 0.01 |
| OPC Seymaz | 1 | 0.01 | 2 | 0.04 | 3 | 0.02 |
| ORCP Voirons | 2 | 0.02 | 0 | 0.00 | 2 | 0.01 |
| ORPC Valavran | 2 | 0.02 | 0 | 0.00 | 2 | 0.01 |
| Perly-Certoux | 15 | 0.17 | 8 | 0.15 | 23 | 0.17 |
| Plan-les-Ouates | 199 | 2.32 | 44 | 0.84 | 243 | 1.76 |
| Pregny-Chambésy | 27 | 0.31 | 10 | 0.19 | 37 | 0.27 |
| Presinge | 6 | 0.07 | 5 | 0.10 | 11 | 0.08 |
| Puplinge | 13 | 0.15 | 8 | 0.15 | 21 | 0.15 |
| Russin | 4 | 0.05 | 0 | 0.00 | 4 | 0.03 |
| Satigny | 34 | 0.40 | 14 | 0.27 | 48 | 0.35 |
| Services industriels de Genève | 1'694 | 19.75 | 1'389 | 26.40 | 3'083 | 22.28 |
| Thônex | 98 | 1.14 | 30 | 0.57 | 128 | 0.92 |
| Troinex | 17 | 0.20 | 4 | 0.08 | 21 | 0.15 |
| Vandœuvres | 18 | 0.21 | 10 | 0.19 | 28 | 0.20 |
| Vernier | 478 | 5.57 | 174 | 3.31 | 652 | 4.71 |
| Versoix | 114 | 1.33 | 48 | 0.91 | 162 | 1.17 |
| Veyrier | 74 | 0.86 | 37 | 0.70 | 111 | 0.80 |
| Ville de Genève | 3'570 | 41.62 | 2'687 | 51.06 | 6'257 | 45.21 |
| Total | 8'577 | | 5'262 | | 13'839 | |

* 3 Chêne Culture ne comporte aucun membre assuré soumis à la prévoyance professionnelle obligatoire au 31.12.2022.

2. MEMBRES ACTIFS ET PENSIONNÉS /

| | VARIATION ANNUELLE | Consolidé CAP Prévoyance | | VARIATION ANNUELLE | CPI « villes et communes » | | VARIATION ANNUELLE | CPI « SIG » | |
|---|--------------------|-----------------------------|---------------|--------------------|-------------------------------|---------------|--------------------|----------------|--------------|
| | | 31.12.2022 | 31.12.2021 | | 31.12.2022 | 31.12.2021 | | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Membres actifs | 192 | 8'577 | 8'385 | 193 | 6'883 | 6'690 | -1 | 1'694 | 1'695 |
| Hommes | 91 | 5'179 | 5'088 | 86 | 3'846 | 3'760 | 5 | 1'333 | 1'328 |
| Femmes | 101 | 3'398 | 3'297 | 107 | 3'037 | 2'930 | -6 | 361 | 367 |
| <i>919 affiliations / 480 démissions / 233 retraites / 26 invalidités / 8 décès / 20 différences*</i> | | | | | | | | | |
| Membres pensionnés | 128 | 5'262 | 5'134 | 119 | 3'873 | 3'754 | 9 | 1'389 | 1'380 |
| Hommes | 50 | 2'928 | 2'878 | 51 | 2'013 | 1'962 | -1 | 915 | 916 |
| Femmes | 78 | 2'334 | 2'256 | 68 | 1'860 | 1'792 | 10 | 474 | 464 |
| <i>Cf. détail par types / de pensions ci-dessous</i> | | | | | | | | | |
| Total membres assurés | 320 | 13'839 | 13'519 | 312 | 10'756 | 10'444 | 8 | 3'083 | 3'075 |
| Retraité-e-s | 107 | 3'742 | 3'635 | 101 | 2'789 | 2'688 | 6 | 953 | 947 |
| Hommes | 37 | 2'611 | 2'574 | 37 | 1'763 | 1'726 | - | 848 | 848 |
| Femmes | 70 | 1'131 | 1'061 | 64 | 1'026 | 962 | 6 | 105 | 99 |
| <i>234 nouveaux membres pensionnés / 120 décès / 7 différences*</i> | | | | | | | | | |
| Enfants de retraité-e-s | -2 | 111 | 113 | - | 90 | 90 | -2 | 21 | 23 |
| Hommes | 1 | 55 | 54 | - | 43 | 43 | 1 | 12 | 11 |
| Femmes | -3 | 56 | 59 | - | 47 | 47 | -3 | 9 | 12 |
| <i>33 nouveaux membres pensionnés / 37 extinctions / 2 différences*</i> | | | | | | | | | |
| Invalides | 9 | 229 | 220 | 11 | 185 | 174 | -2 | 44 | 46 |
| Hommes | 9 | 148 | 139 | 11 | 119 | 108 | -2 | 29 | 31 |
| Femmes | - | 81 | 81 | - | 66 | 66 | - | 15 | 15 |
| <i>36 nouveaux membres pensionnés / 17 extinctions / 4 décès / 6 différences*</i> | | | | | | | | | |
| Enfants d'invalides | 7 | 67 | 60 | 5 | 52 | 47 | 2 | 15 | 13 |
| Hommes | 2 | 32 | 30 | 2 | 24 | 22 | - | 8 | 8 |
| Femmes | 5 | 35 | 30 | 3 | 28 | 25 | 2 | 7 | 5 |
| <i>22 nouveaux membres pensionnés / 14 extinctions / 1 différence</i> | | | | | | | | | |
| Conjoint-e-s survivant-e-s | 8 | 1'040 | 1'032 | 2 | 709 | 707 | 6 | 331 | 325 |
| Hommes | 5 | 46 | 41 | 3 | 41 | 38 | 2 | 5 | 3 |
| Femmes | 3 | 994 | 991 | -1 | 668 | 669 | 4 | 326 | 322 |
| <i>74 nouveaux membres pensionnés / 2 extinctions / 64 décès</i> | | | | | | | | | |
| Conjoint-e-s divorcé-e-s | 1 | 6 | 5 | - | 2 | 2 | 1 | 4 | 3 |
| Hommes | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Femmes | 1 | 6 | 5 | - | 2 | 2 | 1 | 4 | 3 |
| <i>1 nouveau membre pensionné</i> | | | | | | | | | |
| Orphelin-e-s | -2 | 67 | 69 | - | 46 | 46 | -2 | 21 | 23 |
| Hommes | -4 | 36 | 40 | -2 | 23 | 25 | -2 | 13 | 15 |
| Femmes | 2 | 31 | 29 | 2 | 23 | 21 | - | 8 | 8 |
| <i>13 nouveaux membres pensionnés / 15 extinctions</i> | | | | | | | | | |
| Total membres pensionnés | 128 | 5'262 | 5'134 | 119 | 3'873 | 3'754 | 9 | 1'389 | 1'380 |



* Les différences correspondent à des corrections, des extournes ou des réactivations.

3. NATURE DE L'APPLICATION DU BUT /

3.A / EXPLICATIONS DES PLANS DE PRÉVOYANCE

| Prestations | |
|---|--|
| Type de plans | Primauté des prestations. |
| Âge de début d'assurance pour les risques invalidité et décès | 1 ^{er} janvier qui suit le 17 ^e anniversaire. |
| Âge de début d'assurance pour la retraite | 1 ^{er} jour du mois qui suit le 24 ^e anniversaire. |
| Âge ordinaire de la retraite | 64 ans |
| Durée d'assurance possible | 40 ans |
| Rachat d'années d'assurance | Possible sans limite d'âge. |
| Compte individuel d'épargne | Possible pour financer la réduction des prestations en cas de retraite anticipée une fois la durée d'assurance complète acquise, soit une origine des droits de 24 ans. |
| Salaire de base | Il prend en compte le salaire mensuel fixe sur 12 mois et lorsque l'employeur le décide, les éventuels compléments fixes, non soumis à variation, y compris le 13 ^e salaire. |
| Déduction de coordination | 25% du salaire de base, mais au maximum la rente de vieillesse simple complète maximum de l'AVS (28'680 en 2022) pondérée au taux d'activité. |
| Salaire assuré | Salaire de base diminué de la déduction de coordination. |
| Rente de retraite à l'âge terme | 1.75% x salaire assuré à 100% x durée d'assurance x taux moyen d'activité. |
| Facteurs de retraite en cas d'anticipation ou d'ajournement | 5% par année d'anticipation ou par année d'ajournement. |
| Rente d'enfant de retraité-e | Montant de la rente pour enfant calculée selon les prestations minimales de la LPP. |
| Rente d'invalidité | 1.75% x salaire assuré à 100% x durée d'assurance projetée jusqu'à 64 ans x taux moyen d'activité projeté jusqu'à 64 ans. |
| Rente d'enfant d'invalidé | Montant de la rente pour enfant calculée selon les prestations minimales de la LPP. |
| Rente de conjoint-e survivant-e | 60% de la rente d'invalidité assurée ou de la rente en cours. |
| Rente d'orphelin-e | 20% de la rente d'invalidité assurée ou de la rente en cours. |
| Capital décès | Le droit au capital décès naît lorsqu'il n'existe ni (ex-) conjoint-e survivant-e, ni orphelin-e au sens du plan de prévoyance. Le montant du capital décès d'un membre actif correspond à la prestation de sortie sous déduction des éventuelles créances de la CPI. Le droit au capital décès d'un-e retraité-e ou d'un-e invalide n'existe que pour les rentes en cours depuis moins de 10 ans. Il correspond aux apports effectués par la ou le défunt-e, sous déduction des prestations déjà perçues et des éventuelles créances de la CPI. |



32

3.B / FINANCEMENT, MÉTHODES APPLIQUÉES

Les plans de prévoyance appliqués sont en primauté des prestations. Leur financement est effectué par une cotisation sur le salaire assuré de 8% pour les membres actifs et de 16% pour les employeurs ainsi que par des rappels de cotisations pour toute augmentation du salaire assuré supérieure au renchérissement.

Ces taux sont ramenés à 1% pour les membres actifs âgés de moins de 24 ans, respectivement à 2% pour les employeurs, dès lors que seuls les risques invalidité et décès sont assurés.

Les rappels de cotisations sont financés selon la même répartition de 1/3 - 2/3, (avec un plafond maximum de 90% de l'augmentation assurée), pondéré au taux d'activité pour les membres actifs, le solde étant à la charge des employeurs.

La CPI « villes et communes » applique le système de la capitalisation partielle et bénéficie de la garantie des communes affiliées. Son plan de financement, conformément aux articles 72a à 72g LPP et 44 OPP2, a été approuvé par l'Autorité cantonale de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance, (ci-après l'ASFIP) en 2014 et en 2019.

La CPI « SIG » applique le système de la capitalisation complète.

4. PRINCIPES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES, PERMANENCE /

4.A / CONFIRMATION SUR LA PRÉSENTATION DES COMPTES SELON LA NORME SWISS GAAP RPC 26

Les comptes de CAP Prévoyance sont présentés, à l'exception des capitaux de prévoyance et des provisions techniques de la CPI « villes et communes », selon la norme Swiss GAAP RPC 26.

L'exception résulte du fait que la CPI « villes et communes » répond aux dispositions relatives au financement des institutions de prévoyance de corporation de droit public en capitalisation partielle selon les articles 72a à 72g LPP et 44 OPP2.

Cette CPI dispose d'un règlement spécifique relatif au financement et à la garantie de la prévoyance, lequel prescrit notamment que la Caisse est tenue d'assurer son équilibre financier à long terme en tenant compte d'un objectif de taux de couverture de 80% d'ici à 2052.

Conformément au plan de financement approuvé par l'ASFIP, l'objectif réglementaire de CAP Prévoyance est de 80% comme niveau de couverture intégrale (équivalant au degré de couverture de 100% des caisses de droit privé); une réserve de fluctuation de valeurs est donc constituée dès que ce niveau est atteint.

Par conséquent, pour faire correspondre la norme Swiss GAAP RPC 26 avec la réalité réglementaire, les capitaux de prévoyance et provisions techniques de la CPI « villes et communes » sont intégrés au bilan en totalité, puis la part de financement en répartition (20%) est déduite. Cette manière de faire permet de :

- faire ressortir le montant du financement en répartition (20%) résultant du fait que la CPI déroge au principe du bilan en caisse fermée, compte tenu de la garantie des communes affiliées;
- constituer une réserve de fluctuation de valeurs dès que l'objectif réglementaire est atteint, en lien avec la stratégie de placement (voir points 6.A et 6.C).

Chaque employeur affilié est informé de la part des engagements qui lui incombe.

Pour la CPI « SIG », qui applique le système de la capitalisation complète, les comptes sont présentés intégralement en conformité avec la norme Swiss GAAP RPC 26.

4.B / PRINCIPES COMPTABLES ET D'ÉVALUATION

Les principes comptables et d'évaluation appliqués sont les suivants :

Titres

- Les titres cotés sont évalués à leur valeur boursière au 31 décembre 2022.

- Les valeurs nettes d'inventaire des compartiments des fonds institutionnels, comme Capacity, sont calculées par la société de direction du fonds et vérifiées par l'organe de révision du fonds institutionnel concerné.

- Les titres non cotés sont comptabilisés selon la valeur transmise par la banque dépositaire des titres, qui l'établit selon des standards communs en collaboration avec les mandataires concerné-e-s. Au besoin, un audit externe peut être requis.

Positions en devises étrangères

Les positions en devises étrangères sont évaluées au cours du 31 décembre 2022.

Instruments dérivés

Les instruments dérivés, utilisés exclusivement dans une optique de couverture, sont évalués à leur valeur de marché.

Autres créances

Les autres créances sont évaluées à leur valeur de réalisation, déduction faite des éventuels ajustements de valeur. En cas de doute sur la valeur d'une ou plusieurs créances, des corrections de valeurs sont portées à l'actif, afin de réduire les risques de pertes en cas de réalisation des créances.

Immobilier

Les immeubles sont portés au bilan à la valeur économique. La valeur économique du parc immobilier fait chaque année l'objet d'une estimation réalisée en interne. La méthode utilisée est celle des flux de trésorerie actualisés (méthode DCF, « Discounted Cash flow »). Cette évaluation interne fait l'objet d'une analyse externe, en principe tous les quatre ans, sur la base d'un échantillon du parc immobilier. Une provision pour entretien des immeubles subventionnés peut être constituée et ajustée en fonction de l'évolution de l'écart entre les charges budgétisées dans le plan financier et les charges réelles d'exploitation. Le cas échéant, elle est intégrée au passif du bilan dans la rubrique « provisions non techniques ».

Il n'y a pas de provisions non techniques constituée en 2022.

Matériel et mobilier

Le matériel informatique et le mobilier de bureau sont amortis linéairement à raison de 50% pour le matériel informatique et de 10% pour le mobilier de bureau.

Engagements de prévoyance

Les engagements de prévoyance portés au bilan correspondent aux données déterminées par CAP Prévoyance et validées par l'expert en prévoyance professionnelle.

Ils sont intégrés au bilan, conformément au point 4.A.

Les autres engagements sont portés au bilan à leur valeur nominale.

5. COUVERTURE DES RISQUES / RÈGLES TECHNIQUES / DEGRÉS DE COUVERTURE

5.A / NATURE DE LA COUVERTURE DES RISQUES, RÉASSURANCE

CAP Prévoyance est une institution de prévoyance autonome.

5.B / BASES TECHNIQUES ET AUTRES HYPOTHÈSES SIGNIFICATIVES SUR LE PLAN ACTUARIEL

Les calculs actuariels sont réalisés pour chaque CPI avec les bases techniques périodiques VZ 2020 (P2022)* au taux d'intérêt technique de 2.5%, adoptées en 2022.

* L'année 2022 représente l'année de référence statistique des tables actuarielles, les tables VZ 2020 (P2022) étant valables au 1^{er} janvier 2022.

5.C / INFORMATIONS ACTUARIELLES, DEGRÉ DE COUVERTURE SELON L'ART. 44 OPP2

BILAN TECHNIQUE

CAPITAUX DE PRÉVOYANCE DES MEMBRES ACTIFS ET PENSIONNÉS

| En CHF | Consolidé CAP Prévoyance | | CPI « villes et communes » | | CPI « SIG » | |
|--|--------------------------|----------------------|----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Prestations de libre passage (selon nouveaux salaires) | 2'639'449'142 | 2'458'773'614 | 1'875'720'861 | 1'745'297'537 | 763'728'281 | 713'476'078 |
| Rappels de cotisations des membres actifs | - 4'652'751 | 3'319'052 | 3'636'550 | 1'989'692 | 1'016'201 | 1'329'359 |
| Rappels de cotisations des employeurs | - 17'022'968 | 12'430'723 | 12'918'522 | 6'638'650 | 4'104'445 | 5'792'072 |
| Prestations de libre passage nettes (PLPN) | = 2'617'773'424 | 2'443'023'840 | 1'859'165'789 | 1'736'669'194 | 758'607'635 | 706'354'646 |
| Crédits de rappels des membres actifs | + 1'874'474 | 1'396'609 | 1'545'009 | 1'253'661 | 329'465 | 142'948 |
| Crédits de rappels des employeurs | + 10'952'914 | 7'649'856 | 8'553'946 | 6'625'476 | 2'398'968 | 1'024'379 |
| Comptes individuels d'épargne des membres actifs | + 134'728'769 | 145'973'227 | 91'944'273 | 100'561'059 | 42'784'496 | 45'412'168 |
| Capitaux de prévoyance des membres actifs | = 2'765'329'581 | 2'598'043'532 | 1'961'209'017 | 1'845'109'391 | 804'120'564 | 752'934'141 |
| <i>Dont avoir de vieillesse acquis selon la LPP</i> | <i>843'221'909</i> | <i>826'377'878</i> | <i>633'885'109</i> | <i>619'435'283</i> | <i>209'336'800</i> | <i>206'942'595</i> |
| Capitaux de prévoyance des membres pensionnés (CPP) | + 2'606'616'752 | 2'501'119'867 | 1'761'083'518 | 1'675'396'129 | 845'533'234 | 825'723'738 |
| Capitaux de prévoyance des membres actifs et pensionnés | = 5'371'946'333 | 5'099'163'399 | 3'722'292'535 | 3'520'505'520 | 1'649'653'798 | 1'578'657'879 |

PROVISIONS TECHNIQUES

| En CHF | Consolidé CAP Prévoyance | | CPI « villes et communes » | | CPI « SIG » | |
|---|--------------------------|--------------------|----------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Adaptation des bases techniques des membres actifs | 9'162'207 | 51'303'501 | 6'507'080 | 36'470'053 | 2'655'127 | 14'833'448 |
| Adaptation des bases techniques des membres pensionnés | + 9'123'159 | 52'523'517 | 6'163'792 | 35'183'319 | 2'959'366 | 17'340'199 |
| Adaptation des bases techniques | = 18'285'366 | 103'827'018 | 12'670'873 | 71'653'372 | 5'614'493 | 32'173'646 |
| Abaissement du taux d'intérêt technique | + 437'759'716 | 396'401'181 | 309'325'826 | 295'444'258 | 128'433'890 | 100'956'923 |
| Provision pour événements spéciaux des membres actifs | + - | 19'654'183 | - | 15'330'745 | - | 4'323'438 |
| Provision pour événements spéciaux des membres pensionnés | + - | 17'551'537 | - | 13'085'450 | - | 4'466'087 |
| Cas d'invalidité en suspens | + 29'785'497 | 24'622'462 | 26'967'190 | 18'267'281 | 2'818'307 | 6'355'181 |
| Total des provisions techniques | = 485'830'579 | 562'056'381 | 348'963'889 | 413'781'106 | 136'866'690 | 148'275'276 |

ENGAGEMENTS

| En CHF | Consolidé CAP Prévoyance | | CPI « villes et communes » | | CPI « SIG » | |
|--|--------------------------|----------------------|----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Capitaux de prévoyance et provisions techniques des membres actifs | 3'108'482'367 | 2'968'047'593 | 2'212'758'956 | 2'122'576'379 | 895'723'412 | 845'471'214 |
| Capitaux de prévoyance et provisions techniques des membres pensionnés | + 2'749'294'545 | 2'693'172'187 | 1'858'497'468 | 1'811'710'247 | 890'797'077 | 881'461'941 |
| Total des engagements de prévoyance | = 5'857'776'912 | 5'661'219'780 | 4'071'256'424 | 3'934'286'625 | 1'786'520'488 | 1'726'933'155 |

DÉTERMINATION DES FORTUNES DE PRÉVOYANCE EN VALEUR DE LIQUIDATION (ART. 44 OPP2) ET DES DEGRÉS DE COUVERTURE

| En CHF | Consolidé CAP Prévoyance | | CPI « villes et communes » | | CPI « SIG » | |
|--|--------------------------|----------------------|----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Total de l'actif | 5'015'165'943 | 5'561'153'984 | 3'123'792'650 | 3'438'153'250 | 1'891'373'293 | 2'123'000'735 |
| Dettes | - 34'848'356 | 43'870'182 | 27'920'160 | 30'878'365 | 6'928'196 | 12'991'818 |
| Compte de régulation passif | - 5'065'288 | 4'866'938 | 3'519'651 | 3'708'306 | 1'545'638 | 1'158'631 |
| Provisions non techniques | - - | - | - | - | - | - |
| Total de fortune en valeur de liquidation | = 4'975'252'299 | 5'512'416'864 | 3'092'352'839 | 3'403'566'579 | 1'882'899'459 | 2'108'850'286 |
| Détermination du degré de couverture | 84.93% | 97.37% | 75.96% | 86.51% | 105.39% | 122.12% |

Degrés de couverture

CAP Prévoyance calcule plusieurs degrés de couverture, à savoir un degré de couverture consolidé et des degrés de couverture distincts, propres à chaque CPI, en fonction de leur système de financement (capitalisation partielle ou complète). Le degré de couverture de CAP Prévoyance, après consolidation des données des 2 CPI, s'élève à **84.93%** à fin 2022 (97.37% en 2021).

- Pour la CPI « villes et communes », qui applique le système de la capitalisation partielle, trois degrés de couverture sont déterminés, à savoir :
 - un degré de couverture global (membres actifs et pensionnés) correspondant au rapport entre la fortune de prévoyance en valeur de liquidation et le total des engagements de prévoyance, avec un objectif réglementaire fixé à 80% pour 2052. Le degré de couverture global ne doit pas se situer en dessous du degré de couverture initial de 68%. Il était de **75.96%** à fin 2022 (86.51% en 2021);

- un degré de couverture spécifique aux membres pensionnés correspondant à la capitalisation intégrale des engagements de prévoyance des membres pensionnés. Il ne doit pas se situer en dessous de 100%, ce qui est le cas fin 2022;
- un degré de couverture spécifique aux membres actifs, correspondant au rapport entre le solde disponible de la fortune de prévoyance en valeur de liquidation après capitalisation à 100% des engagements de prévoyance des membres pensionnés. Le degré de couverture des membres actifs ne doit pas se situer en dessous du degré de couverture initial de 30%. Il était de **55.76%** à fin 2022 (62.93% en 2021).
- Pour la CPI « SIG », qui est en capitalisation complète, un seul degré de couverture est déterminé. Il correspond au rapport entre la fortune de prévoyance en valeur de liquidation et le total des engagements de prévoyance. Il ne doit pas se situer en dessous de 100%. Il était de **105.39%** à fin 2022 (122.12% en 2021).

5.D / PROVISION POUR ADAPTATION DES BASES TECHNIQUES

La provision pour adaptation des bases techniques est destinée à prendre en compte l'accroissement futur de l'espérance de vie. Elle a pour but de financer le coût futur du changement des bases techniques qui devrait intervenir chaque 5 ans.

Chaque année, la provision pour adaptation des bases techniques est augmentée de 0.35% des capitaux de prévoyance des membres actifs (non compris les crédits de rappels et les comptes individuels d'épargne) et pensionnés (réserves mathématiques).

Lors du changement des bases techniques, le montant nécessaire est prélevé sur cette provision et les principes futurs de dotation font l'objet d'une nouvelle analyse.

En 2022, les Comités de gestion des CPI, ainsi que le Conseil de Fondation ont décidé d'adopter les nouvelles bases techniques périodiques VZ 2020 (P2022) avec effet au 1^{er} janvier 2023.

Cette décision a conduit à une augmentation des engagements de prévoyance qui a été totalement amortie par la dissolution des provisions pour adaptation des bases techniques et événements spéciaux, constituées à cette fin.

Au 31 décembre 2022, la provision pour adaptation des bases techniques a été reconstituée en prévision du prochain changement des bases techniques et représentait 0.35% desdits capitaux de prévoyance.

5.E / PROVISION POUR CAS D'INVALIDITÉ EN SUSPENS

La provision pour cas d'invalidité en suspens est destinée à prendre en charge le coût des cas d'incapacité de gain de 6 mois ou plus, connus (ou attendus en fonction de l'expérience) à la date du bilan, mais dont le versement des rentes n'a pas débuté.

La provision pour cas d'invalidité en suspens est calculée chaque année compte tenu de l'effectif des membres actifs décrit ci-dessus. Elle correspond au différentiel entre le capital de prévoyance des membres actifs et le capital de prévoyance des membres invalides en cas de sinistre.

Son montant cible tient compte du pourcentage atteint par la provision pour changement des bases techniques.

5.F / PROVISION POUR ABAISSMENT FUTUR DU TAUX D'INTÉRÊT TECHNIQUE

La provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique est destinée à préfinancer le coût issu de l'abaissement envisagé du taux d'intérêt technique dans le futur. Elle sert à amortir l'augmentation des engagements de prévoyance consécutive à la baisse du taux d'intérêt technique.

L'objectif de la provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique est calculé par l'expert en prévoyance professionnelle. Il tient compte en particulier de la durée courant jusqu'au moment envisagé pour la diminution du taux d'intérêt technique, du niveau de l'adaptation du taux d'intérêt technique envisagé, et de son incidence sur l'évaluation des capitaux de prévoyance et des autres provisions techniques.

L'augmentation annuelle de la provision est mise à la charge de l'exercice comptable concerné.

Lors de la baisse du taux d'intérêt technique, l'augmentation des engagements de prévoyance qui en résulte est prélevée sur la provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique. Si la provision est insuffisante, la différence est mise à la charge de l'exercice comptable concerné. Si elle est trop élevée, le solde est dissout.

La provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique constituée au 1^{er} janvier 2023 conduirait à un taux d'intérêt implicite de 2% pour les deux CPI.

5.G / PROVISION POUR ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX

La provision pour événements spéciaux a pour but de tenir compte de toute décision des Comités de gestion ou de tout événement qui amènera les CPI, à court terme, soit à augmenter les capitaux de prévoyance des membres assurés actifs et/ou pensionnés, soit à relever le montant cible des provisions, ou encore à procéder à des versements exceptionnels.

En 2022, les Comités de gestion des CPI, ainsi que le Conseil de Fondation ont décidé d'adopter les nouvelles bases techniques périodiques VZ 2020 (P2022) avec effet au 1^{er} janvier 2023.

Cette décision a conduit à une augmentation des engagements de prévoyance qui a été totalement amortie par la dissolution de la provision pour adaptation des bases techniques et de la provision pour événements spéciaux constituées à cette fin.

Au 31 décembre 2022, aucune provision pour événements spéciaux n'est constituée.

5.H / EXPERTISES ACTUARIELLES

Une expertise actuarielle est établie, chaque année, pour chacune des CPI (voir attestations de l'expert en prévoyance professionnelle).

6. EXPLICATIONS RELATIVES AUX PLACEMENTS ET AUX RÉSULTATS NETS DES PLACEMENTS /

6.A / ORGANISATION DE L'ACTIVITÉ DE PLACEMENT, RÈGLEMENT DE PLACEMENT

Règlement de placement

Les objectifs, les principes et les instances compétentes en matière d'exécution et de contrôle des placements sont fixés dans les statuts, le règlement d'organisation et le règlement de placement.

Le règlement de placement décrit les principes généraux et les objectifs spécifiques liés à la gestion de la fortune. Il contient des dispositions sur les organes compétents, les processus, l'allocation des actifs, les catégories et instruments de placement, la rémunération des gérant-e-s, les contrôles et évaluations des placements. Le règlement de placement est complété des annexes suivantes :

- la méthode de constitution et l'objectif cible de la réserve de fluctuation de valeurs ;
- les stratégies de placement et d'allocation d'actif des CPI (2022-2026) ;
- les critères applicables à l'acquisition, la construction, la rénovation, l'entretien, la location et la vente des immeubles détenus en direct.

Organisation de l'activité de placement

Le Conseil de Fondation a constitué une Commission de placement pour la gestion des investissements en valeurs mobilières et immobilières. La Commission de placement peut faire appel à des conseillers et conseillères externes. La réalisation des placements mobiliers est confiée à des spécialistes externes avec des mandats spécifiques.

Les Comités de gestion des CPI sont consultés afin de prévenir l'allocation stratégique de la fortune, les budgets annuels de fonctionnement, d'investissements et de trésorerie.

Pour le compte du Conseil de Fondation, l'Administration de CAP Prévoyance assume la gestion des affaires courantes et le suivi des décisions prises par les instances. L'Administration instruit les dossiers et rapporte régulièrement sur les activités de placement.

Investissements mobiliers – fonds institutionnels Capacity

Les placements en valeurs mobilières sont répartis entre des solutions de gestion active, qui visent à obtenir des résultats supérieurs aux indices de référence concernés, et de gestion passive, qui ont pour objectif de répliquer l'évolution des indices à moindres coûts. Les solutions de gestion active sont majoritaires et représentent près de 58% du total des valeurs mobilières.

Afin d'assurer une gestion commune des placements mobiliers pour les deux CPI, CAP Prévoyance dispose de deux fonds de placement dédiés : le fonds institutionnel Capacity pour les valeurs mobilières traditionnelles et le fonds institutionnel Capacity II, qui correspond à la catégorie « autres fonds de placements alternatifs avec risques particuliers », pour les titres en valeurs immobilières étrangères. Ces deux fonds Capacity sont subdivisés en compartiments pour répondre aux allocations stratégiques propres aux CPI. Seuls les investissements en placements privés (non cotés) sont gérés séparément, dans l'attente de leur intégration dans un compartiment dédié du fonds Capacity II, qui n'a pas encore pu être réalisée en 2022.

Grâce à une gestion commune des placements, les rendements des portefeuilles respectifs sont optimisés. Les comptes annuels des fonds institutionnels Capacity I et II ont été audités par un organe de révision indépendant, qui n'a pas émis de remarques et a recommandé leur approbation.

La société de direction des fonds est FundPartner Solutions SA. La direction des fonds est responsable de l'administration des fonds, de la gestion des aspects légaux, de la conformité des placements, de la gestion du risque, du contrôle des investissements ainsi que de la comptabilité des titres concernés. Elle est chargée de calculer et de transmettre la valeur nette d'inventaire des parts des compartiments des fonds institutionnels Capacity ainsi que de remettre à CAP Prévoyance un rapport annuel audité des fonds.

Les titres et les compartiments des fonds institutionnels Capacity sont déposés auprès d'un dépositaire global, la banque Pictet & Cie SA à Genève.

Les actifs intégrés aux fonds institutionnels Capacity représentaient CHF 3.23 milliards à fin décembre 2022, soit 89.7% des valeurs mobilières, hors liquidités courantes, et 64.4% du total de l'actif.

Investissements immobiliers directs

Les placements immobiliers directs sont gérés en interne avec l'appui de mandataires spécialisé-e-s, selon les principes et objectifs immobiliers adoptés par le Conseil de Fondation, et sous la responsabilité de la Commission de placement. La gestion et la répartition des tâches sont réglementées. La liste des régies figure à l'appendice 3.

Les nouveaux investissements ainsi que les budgets de rénovation et d'entretien sont décidés par le Conseil de Fondation sur la base du préavis de la Commission de placement.

Gestionnaires de placements mobiliers et agréments

La liste des gérant-e-s ainsi que leurs agréments figurent à l'appendice 1.

Investissement responsable

CAP Prévoyance a adopté une charte d'investissement socialement responsable, disponible sur le site web de CAP Prévoyance, qui prévoit notamment :

1. la mise en avant des valeurs suivantes :
 - transparence
 - durabilité
 - efficacité
 - intégrité
2. l'intégration des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans la gestion des actifs mobiliers et immobiliers ;
3. un engagement contre le réchauffement climatique en contribuant à la transition énergétique et, notamment, à la réduction des émissions de carbone ;
4. l'exercice des droits de vote et le dialogue actionnarial (engagement actif) ;
5. les exclusions sectorielles d'investissement dans des titres de sociétés qui génèrent une part significative de leur chiffre d'affaires (plus de 5%) dans les domaines suivants :
 - l'armement
 - la pornographie
 - l'extraction et l'utilisation du charbon
 - la spéculation financière sur les matières premières cotées
 - les énergies fossiles dont l'extraction est controversée
 - l'énergie nucléaire
 - le tabac
6. les exclusions normatives d'investissement qui ont pour objectif de radier de l'univers d'investissement des pays (zones géographiques) ainsi que des sociétés sujettes à des controverses, notamment lorsque les démarches d'engagement et de dialogue n'ont pas permis d'améliorer les pratiques conduisant à l'exclusion ; ces exclusions normatives tiennent notamment compte des normes définies par des organismes internationaux comme les Nations Unies (Global Compact), l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ou les dispositions relatives aux droits de l'Homme ;
7. les exclusions des formes de placement non transparentes ainsi que des investissements en cryptomonnaie.

Cette charte a été communiquée à l'ensemble des entités impliquées dans la gestion des actifs de CAP Prévoyance pour une mise en œuvre en collaboration avec la direction des fonds Capacity, le dépositaire des titres et les différent-e-s gérant-e-s concerné-e-s.

Dans le cadre des mandats en gestion indicielle, l'utilisation d'indices de référence adaptés a été privilégiée en dialoguant avec les gérant-e-s de portefeuilles. Il s'agit soit d'indices de références disponibles sur le marché, soit d'indices filtrés selon la méthodologie propre au ou à la gérant-e.

En collaboration avec le dépositaire des titres, un rapport dédié à l'investissement responsable (ESG Risk Management Report) a été mis en place concernant les principaux investissements mobiliers. Selon ce rapport, les risques ESG et les risques climatiques sont modérés et inférieurs aux indices de références concernés. En particulier les risques relatifs au E (environnement) et G (gouvernance) sont faibles, alors que les risques relatifs au S (social) sont modérés. Les ratings de durabilité sont à près de 90% très satisfaisants (A+, A- et B+). Il est constaté également la faible exposition aux controverses élevées ou sévères, 80% de l'exposition à des controverses concernant des sociétés sans controverses, ou alors faibles à modérées. Ce rapport permet d'attester du respect global de la politique d'exclusion et à la diminution de l'empreinte carbone des placements analysés.

De manière consolidée cette empreinte carbone est réduite de -25% pour les Scopes* 1 et 2, alors que le résultat est plus mitigé en incluant le Scope 3. La réduction est très satisfaisante pour les actions (-35% pour les Scopes 1 et 2). La situation est moins bonne pour les obligations, notamment en raison des investissements dans les obligations convertibles et dans les obligations d'entreprises des pays émergents.

* Scope 1 : émissions de gaz à effet de serre directes dues aux processus de production de l'entreprise

Scope 2 : émissions de gaz à effet de serre indirectes liées à l'achat d'énergie par l'entreprise

Scope 3 : toutes les émissions de gaz à effet de serre indirectes provenant des activités d'une entreprise (émissions des fournisseurs et des clients)

Application de la charte et immobilier direct

Pour son parc immobilier détenu en direct, CAP Prévoyance est également soucieuse de mener une gestion durable, notamment en mettant en œuvre une juste utilisation des ressources et des énergies. Les réseaux de chauffage à distance sont privilégiés lorsque cela est possible, les chaudières à mazout sont progressivement remplacées, et des installations solaires en toiture sont posées.

CAP Prévoyance met également en application des programmes appelés « Eco 21 » depuis plusieurs années afin de réduire progressivement les consommations électriques, et suit les installations de production de chaleur et d'eau chaude afin d'optimiser les consommations. La mise en œuvre de la charte pour le parc immobilier détenu en direct nécessitera des ressources financières importantes dans les années à venir pour répondre aux enjeux climatiques et réduire les émissions de CO₂.

Stratégies de placement

Chaque CPI dispose de sa stratégie de placement, fondée sur des études de congruence actifs/passifs (études ALM) propres à chacune des CPI. Ces dernières consistent à déterminer les besoins de rendement et à évaluer les tolérances aux risques et les conséquences en termes de placement pour l'équilibre financier des CPI.

Les stratégies de placement sont revues en principe tous les 5 ans (dernière révision en 2022). Comme précédemment, les nouvelles stratégies 2022-2026 laissent une place importante aux valeurs réelles que sont les immeubles et les actions, valeurs nécessaires sur le long terme pour satisfaire les besoins de rendement des CPI. Elles sont également basées sur un élargissement de l'univers de placement, tant au niveau géographique qu'au niveau des capitalisations boursières.

Enfin, ces stratégies de placement sont assorties d'une gestion de risques afin de réduire l'ampleur des fluctuations des marchés financiers, surtout en période de baisse, et particulièrement en matière d'investissements en devises.

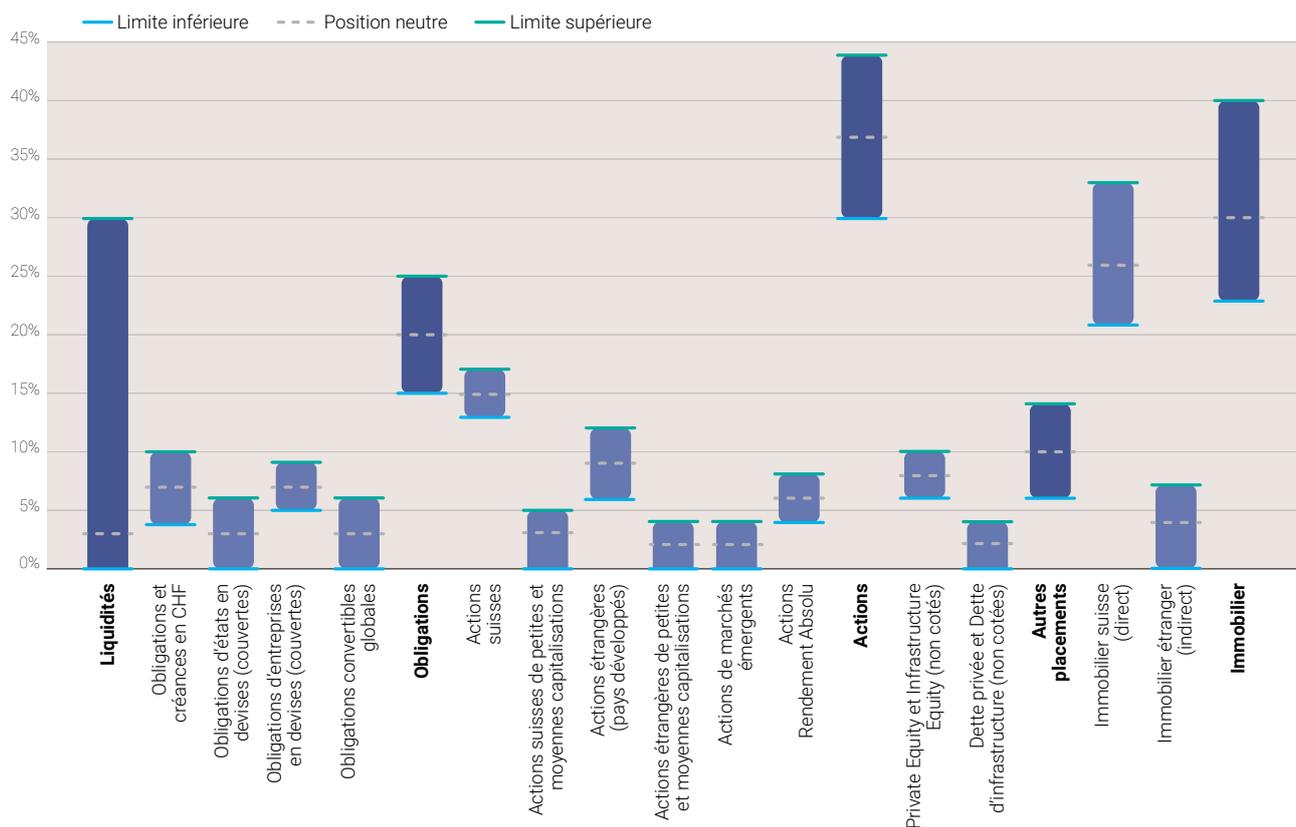
STRATÉGIE DE PLACEMENT 2022-2026 /

CPI « VILLES ET COMMUNES »

| Catégories de placement | Limite inférieure | Position neutre | Limite supérieure |
|---|-------------------|-----------------|-------------------|
| Liquidités et réalisables à court terme | 0.0% | 3.0% | 30.0% |
| Liquidités | 0.0% | 3.0% | 30.0% |
| Obligations et créances en CHF | 4.0% | 7.0% | 10.0% |
| Obligations d'états en devises (couvertes) | 0.0% | 3.0% | 6.0% |
| Obligations d'entreprises en devises (couvertes) | 5.0% | 7.0% | 9.0% |
| Obligations convertibles globales | 0.0% | 3.0% | 6.0% |
| Obligations | 15.0% | 20.0% | 25.0% |
| Actions suisses | 13.0% | 15.0% | 17.0% |
| Actions suisses de petites et moyennes capitalisations | 0.0% | 3.0% | 5.0% |
| Actions étrangères (pays développés) | 6.0% | 9.0% | 12.0% |
| Actions étrangères de petites et moyennes capitalisations | 0.0% | 2.0% | 4.0% |
| Actions de marchés émergents | 0.0% | 2.0% | 4.0% |
| Actions Rendement Absolu | 4.0% | 6.0% | 8.0% |
| Actions | 30.0% | 37.0% | 44.0% |
| Private Equity et Infrastructure Equity (non cotés) | 6.0% | 8.0% | 10.0% |
| Dette privée et Dette d'infrastructure (non cotées) | 0.0% | 2.0% | 4.0% |
| Autres placements | 6.0% | 10.0% | 14.0% |
| Immobilier suisse (direct) | 21.0% | 26.0% | 33.0% |
| Immobilier étranger (indirect) | 0.0% | 4.0% | 7.0% |
| Immobilier | 23.0% | 30.0% | 40.0% |
| Rendement annualisé espéré | | 3.10% | |
| Volatilité annualisée anticipée | | 6.90% | |
| Objectif RFV (VaR 3 ans 97.5%) | | 23.60% | |

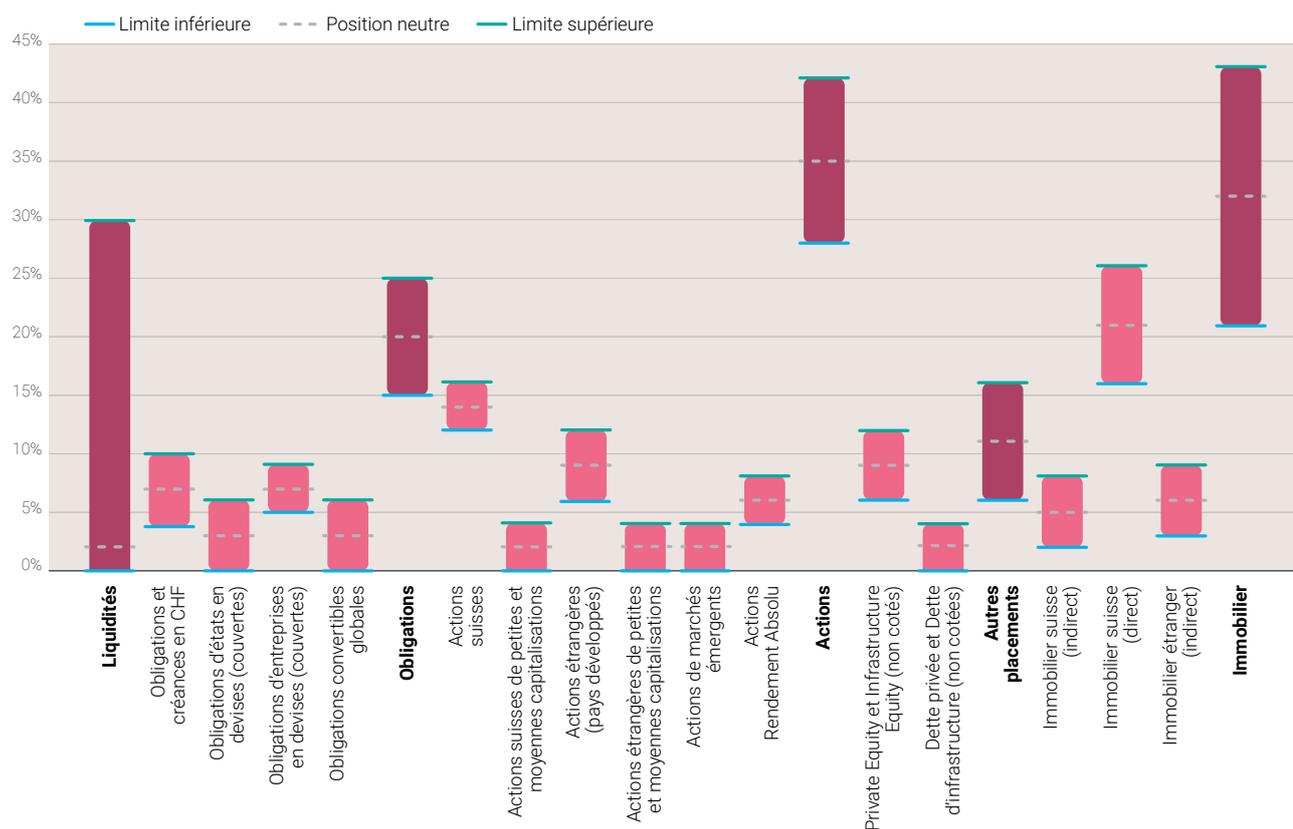


40



CPI « SIG »

| Catégories de placement | Limite inférieure | Position neutre | Limite supérieure |
|---|-------------------|-----------------|-------------------|
| Liquidités et réalisables à court terme | 0.0% | 2.0% | 30.0% |
| Liquidités | 0.0% | 2.0% | 30.0% |
| Obligations et créances en CHF | 4.0% | 7.0% | 10.0% |
| Obligations d'états en devises (couvertes) | 0.0% | 3.0% | 6.0% |
| Obligations d'entreprises en devises (couvertes) | 5.0% | 7.0% | 9.0% |
| Obligations convertibles globales | 0.0% | 3.0% | 6.0% |
| Obligations | 15.0% | 20.0% | 25.0% |
| Actions suisses | 12.0% | 14.0% | 16.0% |
| Actions suisses de petites et moyennes capitalisations | 0.0% | 2.0% | 4.0% |
| Actions étrangères (pays développés) | 6.0% | 9.0% | 12.0% |
| Actions étrangères de petites et moyennes capitalisations | 0.0% | 2.0% | 4.0% |
| Actions de marchés émergents | 0.0% | 2.0% | 4.0% |
| Actions Rendement Absolu | 4.0% | 6.0% | 8.0% |
| Actions | 28.0% | 35.0% | 42.0% |
| Private Equity et Infrastructure Equity (non cotés) | 6.0% | 9.0% | 12.0% |
| Dettes privée et Dette d'infrastructure (non cotées) | 0.0% | 2.0% | 4.0% |
| Autres placements | 6.0% | 11.0% | 16.0% |
| Immobilier suisse (indirect) | 2.0% | 5.0% | 8.0% |
| Immobilier suisse (direct) | 16.0% | 21.0% | 26.0% |
| Immobilier étranger (indirect) | 3.0% | 6.0% | 9.0% |
| Immobilier | 21.0% | 32.0% | 43.0% |
| Rendement annualisé espéré | | 3.07% | |
| Volatilité annualisée anticipée | | 6.90% | |
| Objectif RFV (VaR 3 ans 97.5%) | | 23.50% | |



6.B / EXTENSION DES POSSIBILITÉS DE PLACEMENT

Conformément à la législation fédérale, les stratégies appliquées font usage des possibilités d'extension des limites de placement autorisées. Ces extensions ont été décidées sur la base des études ALM pour des raisons de diversification et d'optimisation du ratio rendement/risques.

Elles concernent de manière consolidée les investissements immobiliers et l'exposition de base des placements en devises qui dépassent la limite de 30% définie dans l'OPP2 (voir point 6.D).

Ces extensions ne remettent nullement en cause la pérennité de CAP Prévoyance et des CPI dès lors que les principes d'une répartition appropriée des risques sont respectés. De plus, CAP Prévoyance dispose de compétences internes dévolues à la gestion professionnelle de ce type d'actifs.

Le Conseil de Fondation a considéré que les principes de sécurité et de répartition des risques sont ainsi respectés.

Les placements en devises sont couverts par des programmes de gestion active des risques devises. Au 31 décembre 2022, les expositions nettes en devises des deux CPI, après couverture du risque de change, sont inférieures à la limite de 30% (voir point 6.D).

Le Conseil de Fondation a été informé du dépassement de cette limite concernant les placements immobiliers et, tenant compte de la faible ampleur de ce dépassement, n'a pas jugé utile la mise en place de mesures particulières.

Pour rappel, CAP Prévoyance ne peut pas aliéner librement ses biens immobiliers car leur vente est soumise à l'accord du Conseil d'Etat, conformément à l'article 98 alinéa 2 de la Constitution genevoise.

6.C / OBJECTIF ET CALCUL DE LA RÉSERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS

Pour compenser la variation de valeurs des placements, une réserve de fluctuation de valeurs est constituée au passif du bilan pour chaque CPI.

Le but de cette réserve est de couvrir les risques inhérents à la stratégie de placement, en limitant les effets de fluctuation de valeurs sur la situation financière.

Les aspects techniques liés à la méthode utilisée pour la détermination et la constitution de la réserve, à l'objectif visé (objectif cible) et aux paramètres techniques appliqués, sont définis dans le cadre des études ALM.

Le calcul et l'objectif cible de la réserve sont déterminés comme suit:

- le montant des réserves à constituer est inscrit au passif des bilans des CPI;

- le niveau de la réserve (objectif cible) est précisé en annexe des bilans des CPI.

Les éléments pris en considération au 31 décembre 2022 pour calculer le niveau de la réserve de fluctuation de valeurs cible de chaque CPI sont:

- les stratégies de placement en vigueur dans le cadre de la détermination de l'allocation des actifs et des passifs (ci-après étude ALM) au 31 décembre;
- les hypothèses sur les rendements et les risques attendus;
- un horizon temps de 1 an;
- les objectifs de rendement minimaux nécessaires pour maintenir à long terme l'équilibre financier respectif des CPI;
- un degré de sécurité de 97.5%;
- la valeur totale des actifs des CPI au 31 décembre, y compris les immeubles;
- pour la CPI « villes et communes », le degré de couverture initial déterminé par le plan de financement lors de la création de la Fondation;
- pour la CPI « SIG », les engagements de prévoyance à 100%;
- Pour la CPI « villes et communes », la réserve est constituée dès lors que le degré de couverture de 80% est atteint ou dépassé;
- Pour la CPI « SIG », la réserve est constituée dès lors que le degré de couverture de 100% est atteint ou dépassé.

Cette réserve doit permettre de maintenir, dans le temps, l'objectif de couverture défini dans les statuts. Elle doit être proportionnellement, voire entièrement, dissoute dès lors que le degré de couverture passe en dessous de l'objectif fixé statutairement (80%, respectivement 100%). Inversement, elle doit être reconstituée prioritairement dès lors que l'objectif de couverture est atteint.

En application du règlement de placement en vigueur et selon les calculs effectués lors de la dernière étude ALM, l'objectif de la réserve de fluctuation de valeurs s'élève à 23.6% de la fortune de prévoyance pour la CPI « villes et communes » (CHF 729'795'270.--), et à 23.5% des engagements de prévoyance pour la CPI « SIG » (CHF 419'832'315.--).

Au 31 décembre 2022, en prenant en compte les rendements très négatifs ainsi que la variation des capitaux de prévoyance et des provisions techniques, les degrés de couverture des CPI ont fortement diminué, conduisant à une diminution totale ou partielle des réserves de fluctuation de valeurs des CPI.

- Pour la CPI « villes et communes », la réserve de fluctuation de valeur a été entièrement dissoute (solde de CHF 0 mio), limitant ainsi très fortement la capacité aux risques.
- Pour la CPI « SIG », le solde de cette réserve est de CHF 96.4 mios, soit 5.39% de la valeur des engagements de prévoyance totaux (22.96% de la valeur cible). La réserve de fluctuation de valeurs n'est donc que très partiellement constituée, limitant fortement la capacité aux risques.

6.D / PRÉSENTATION DES PLACEMENTS PAR CATÉGORIE

CONSOLIDÉ CAP PRÉVOYANCE

| En CHF mios | 31.12.2022 | | 31.12.2021 | | Limite par catégorie OPP 2 % | Art. OPP 2 |
|---|----------------|---------------|----------------|---------------|--------------------------------|--------------------|
| Liquidités et réalisables à court terme* | 386.0 | 7.7% | 483.2 | 8.7% | | |
| Créance immobilière | 53.9 | 1.1% | 483.2 | 8.7% | | |
| Placements chez l'employeur sans garantie | – | – | – | – | 5.0% | art. 57 |
| Obligations et créances en CHF | 312.6 | 6.2% | 261.0 | 4.7% | | |
| Obligations étrangères en CHF | – | – | – | – | | art. 54 |
| Obligations en devises | 628.5 | 12.5% | 633.0 | 11.4% | | |
| Actions suisses | 871.7 | 17.4% | 1'053.4 | 18.9% | 50.0% | art. 54b / art. 55 |
| Actions étrangères et marchés émergents | 829.3 | 16.5% | 1'004.5 | 18.1% | | |
| Placements privés (non cotés) | 289.3 | 5.8% | 269.3 | 4.8% | 15.0% | art. 55 |
| Matières premières | – | – | – | – | | |
| Immobilier suisse | 1'430.8 | 28.5% | 1'400.0 | 25.2% | 30% dont 10% max. à l'étranger | art. 54b / art. 55 |
| Immobilier étranger | 204.7 | 4.1% | 201.5 | 3.6% | | |
| Titres hypothécaires, lettres de gages | – | – | – | – | 50.0% | art. 55 |
| Actifs divers (débiteurs, transitoires) | 8.4 | 0.2% | 10.2 | 0.2% | | |
| Immobilisations corporelles | – | – | – | – | | |
| Instruments financiers dérivés | – | – | – | – | | art. 56a |
| Totaux | 5'015.2 | 100.0% | 5'561.2 | 100.0% | | |

* La part des liquidités effectivement disponible est de 7.2%

Les limites fixées aux articles de l'OPP2 suivantes sont respectées au 31 décembre 2022 :

- 10% par débiteur/débitrice (art. 54)
- 5% par société (art. 54a)
- 5% par objet (art. 54b)
- 5% en biens immobiliers utilisés à plus de 50% de leur valeur par l'employeur (art. 57 al.3)
- 30% en devises étrangères non couverts (art. 55e)

La limite fixée à l'article de l'OPP2 suivante n'est pas respectée mais est conforme à la législation au regard des extensions des possibilités de placement décidées :

- 30% en immobilier (art. 55c), voir extension des possibilités de placement (point 6.B)

CPI « VILLES ET COMMUNES »

| En CHF mios | Limite inférieure | Position neutre | Limite supérieure | 31.12.2022 | | 31.12.2021 | | Limite par catégorie OPP 2 | Art. OPP 2 |
|---|-------------------|-----------------|-------------------|----------------|---------------|----------------|---------------|--------------------------------|--------------------|
| Liquidités et réalisables à court terme* | 0.0% | 3.0% | 30.0% | 246.9 | 7.9% | 314.2 | 9.1% | | |
| Créance immobilière | - | - | - | 36.3 | 1.2% | - | - | | |
| Placements chez l'employeur sans garantie | - | - | - | - | - | - | - | 5.0% | art. 57 |
| Obligations et créances en CHF | 4.0% | 7.0% | 10.0% | 194.5 | 6.2% | 166.9 | 4.9% | | |
| Obligations étrangères en CHF | - | - | - | - | - | - | - | | art. 54 |
| Obligations en devises | 5.0% | 13.0% | 21.0% | 388.8 | 12.4% | 365.3 | 10.6% | | |
| Actions suisses | 13.0% | 18.0% | 22.0% | 559.2 | 17.9% | 678.3 | 19.7% | | |
| Actions étrangères et marchés émergents | 10.0% | 19.0% | 28.0% | 510.5 | 16.3% | 620.1 | 18.0% | 50.0% | art. 54b / art. 55 |
| Placements privés (non cotés) | 6.0% | 10.0% | 14.0% | 194.8 | 6.2% | 181.5 | 5.3% | | |
| Matières premières | - | - | - | - | - | - | - | 15.0% | art. 55 |
| Immobilier suisse | 21.0% | 26.0% | 33.0% | 897.0 | 28.7% | 885.8 | 25.8% | 30% dont 10% max. à l'étranger | art. 54b / art. 55 |
| Immobilier étranger | 0.0% | 4.0% | 7.0% | 91.6 | 2.9% | 90.2 | 2.6% | | |
| Titres hypothécaires, lettres de gages | - | - | - | - | - | - | - | 50.0% | art. 55 |
| Actifs divers (débiteurs, transitoires) | - | - | - | 4.0 | 0.1% | 3.5 | 0.1% | | |
| Immobilisations corporelles | - | - | - | - | - | - | - | | |
| Instruments financiers dérivés | - | - | - | - | - | - | - | | art. 56a |
| Totaux | | 100.0% | | 3 123.8 | 100.0% | 3 438.2 | 100.0% | | |

* La part des liquidités effectivement disponible est de 7.4%



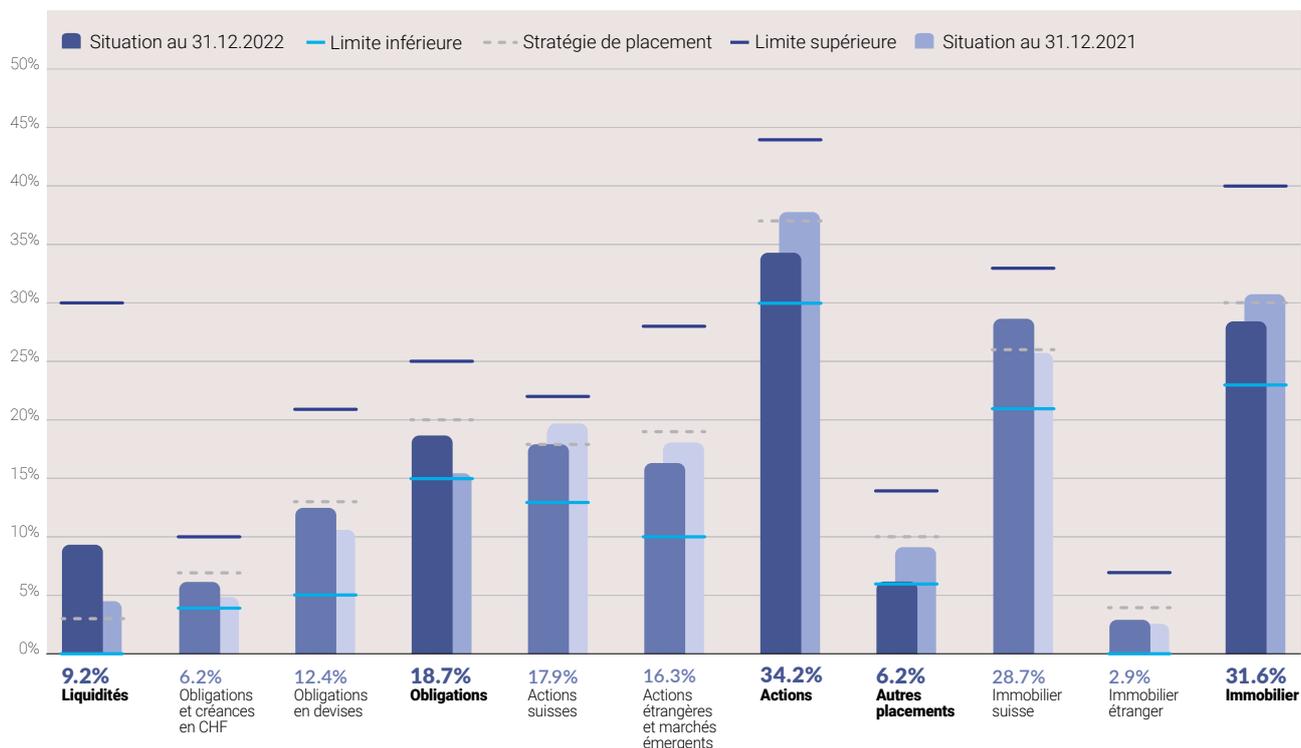
44

Les limites fixées aux articles de l'OPP2 suivantes sont respectées au 31 décembre 2022 :

- 10% par débiteur/débitrice (art. 54)
- 5% par société (art. 54a)
- 5% par objet (art. 54b)
- 5% en biens immobiliers utilisés à plus de 50% de leur valeur par l'employeur (art. 57 al.3)
- 30% en devises étrangères non couverts (art. 55e)

La limite fixée à l'article de l'OPP2 suivante n'est pas respectée mais est conforme à la législation au regard des extensions des possibilités de placement décidées :

- 30% en immobilier (art. 55c), voir extension des possibilités de placement (point 6.B)



CPI « SIG »

| En CHF mios | Limite inférieure | Position neutre | Limite supérieure | 31.12.2022 | | 31.12.2021 | | Limite par catégorie OPP 2 | Art. OPP 2 |
|---|-------------------|-----------------|-------------------|----------------|---------------|----------------|---------------|--------------------------------|--------------------|
| Liquidités et réalisables à court terme* | 0.0% | 2.0% | 30.0% | 139.1 | 7.4% | 169.0 | 8.0% | | |
| Créance immobilière | - | - | - | 17.6 | 0.9% | - | - | | |
| Placements chez l'employeur sans garantie | - | - | - | - | - | - | - | 5.0% | art. 57 |
| Obligations et créances en CHF | 4.0% | 7.0% | 10.0% | 118.1 | 6.2% | 94.1 | 4.4% | | |
| Obligations étrangères en CHF | - | - | - | - | - | - | - | | art. 54 |
| Obligations en devises | 5.0% | 13.0% | 21.0% | 239.7 | 12.7% | 267.7 | 12.6% | | |
| Actions suisses | 12.0% | 16.0% | 20.0% | 312.5 | 16.5% | 375.1 | 17.7% | | |
| Actions étrangères et marchés émergents | 10.0% | 19.0% | 28.0% | 318.8 | 16.9% | 384.4 | 18.1% | 50.0% | art.54b / art.55 |
| Placements privés (non cotés) | 6.0% | 11.0% | 16.0% | 94.4 | 5.0% | 87.8 | 4.1% | | |
| Matières premières | - | - | - | - | - | - | - | 15.0% | art. 55 |
| Immobilier suisse | 18.0% | 26.0% | 34.0% | 533.8 | 28.2% | 514.1 | 24.2% | 30% dont 10% max. à l'étranger | art. 54b / art. 55 |
| Immobilier étranger | 3.0% | 6.0% | 9.0% | 113.0 | 6.0% | 111.2 | 5.2% | | |
| Titres hypothécaires, lettres de gages | - | - | - | - | - | - | - | 50.0% | art. 55 |
| Actifs divers (débiteurs, transitoires) | - | - | - | 4.3 | 0.2% | 6.8 | 0.3% | | |
| Immobilisations corporelles | - | - | - | - | - | - | - | | |
| Instruments financiers dérivés | - | - | - | - | - | - | - | | art. 56a |
| Totaux | | 100.0% | | 1'891.4 | 100.0% | 2'123.0 | 100.0% | | |

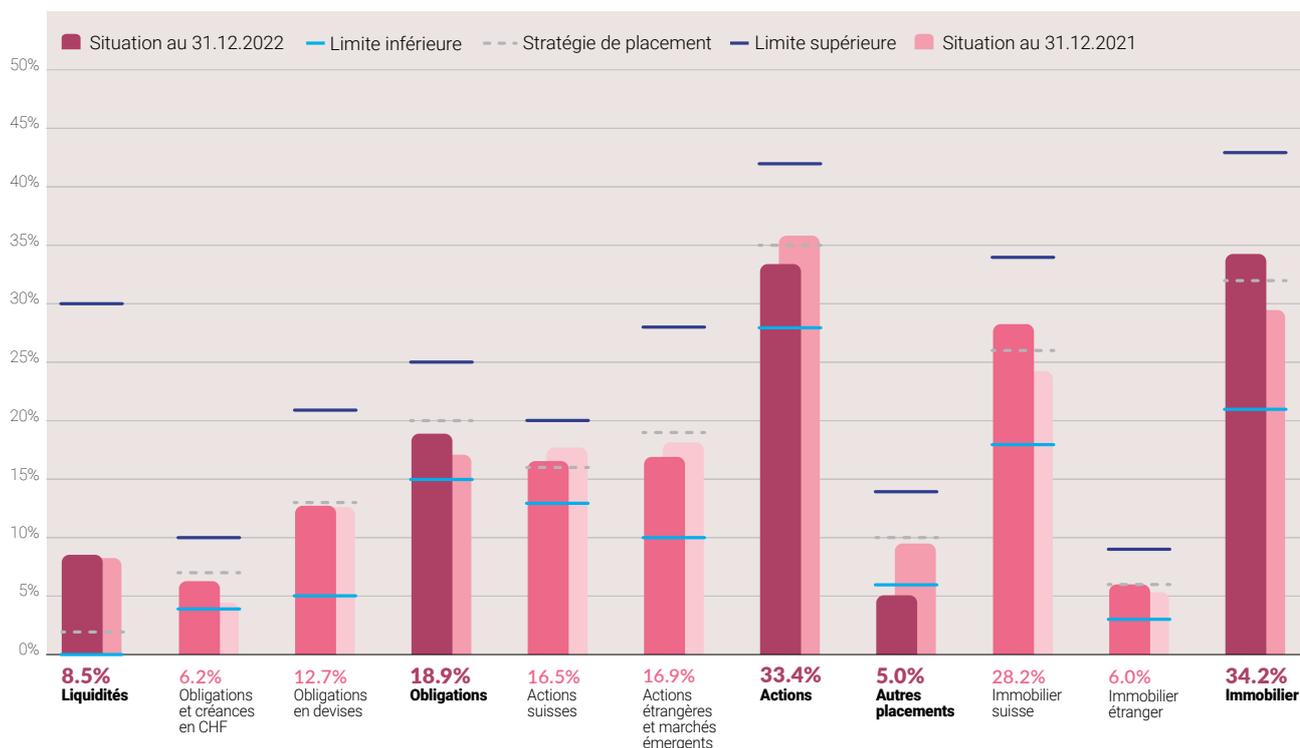
* La part des liquidités effectivement disponible est de 7.0%

Les limites fixées aux articles de l'OPP2 suivantes sont respectées au 31 décembre 2022 :

- 10% par débiteur/débitrice (art. 54)
- 5% par société (art. 54a)
- 5% par objet (art. 54b)
- 5% en biens immobiliers utilisés à plus de 50% de leur valeur par l'employeur (art. 57 al.3)
- 30% en devises étrangères non couverts (art. 55e)

La limite fixée à l'article de l'OPP2 suivante n'est pas respectée mais est conforme à la législation au regard des extensions des possibilités de placement décidées :

- 30% en immobilier (art. 55c), voir extension des possibilités de placement (point 6.B)



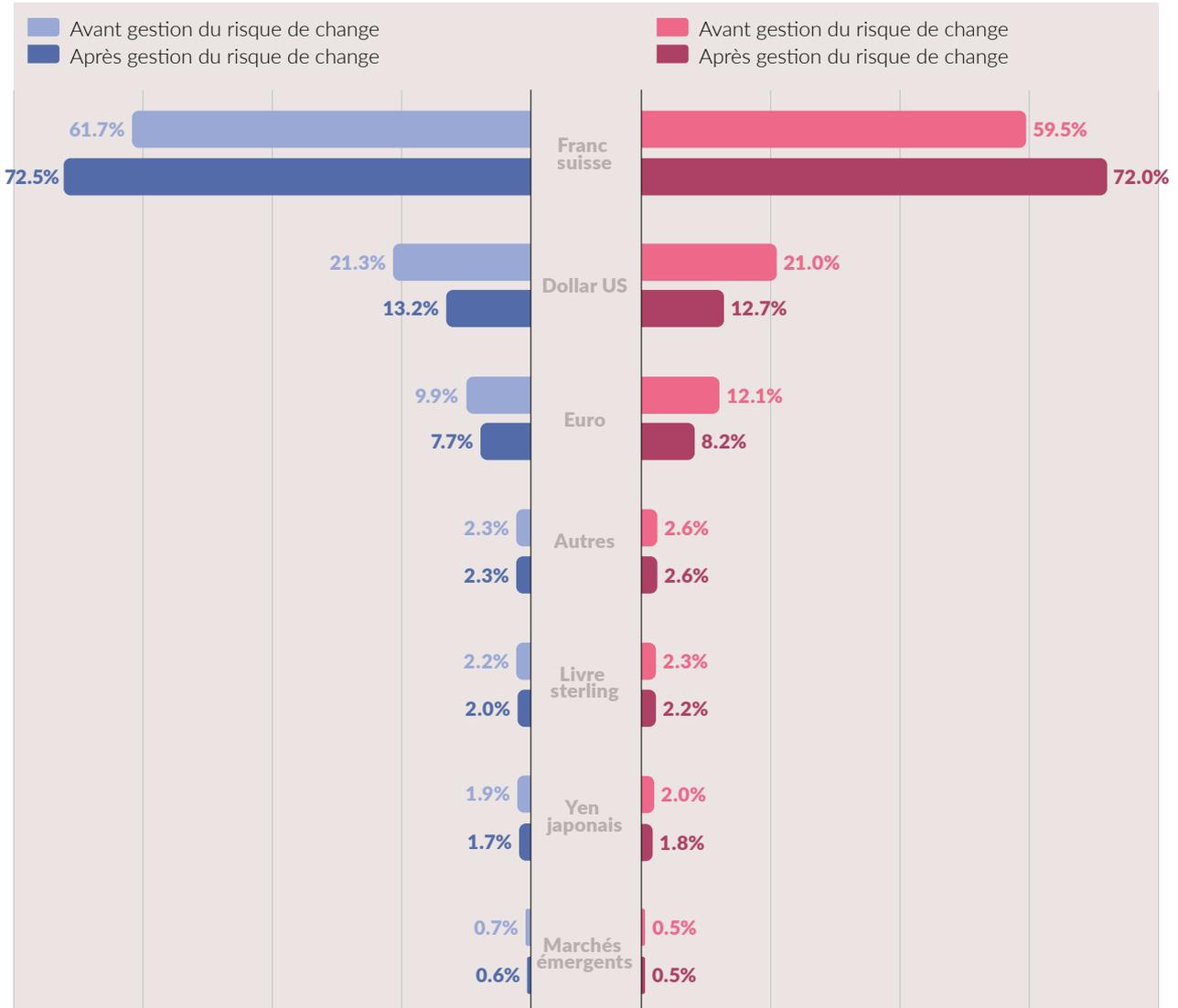
RÉPARTITION DES ACTIFS AVEC EXPOSITION EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

| En CHF | Consolidé CAP Prévoyance | | CPI « villes et communes » | | CPI « SIG » | |
|---|---------------------------------------|--|---------------------------------------|--|--|--|
| | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Placements | | | | | | |
| Liquidités et placements à court terme en franc suisse | 373'113'040 7.44% | 459'713'004 8.27% | 235'068'666 7.53% | 298'332'169 8.68% | 138'044'374 7.30% | 161'380'835 7.60% |
| Liquidités et placements à court terme en monnaies étrangères | 12'889'252 0.26% | 23'485'195 0.42% | 11'827'132 0.38% | 15'829'021 0.46% | 1'062'120 0.06% | 7'656'174 0.36% |
| Créance immobilière | 53'890'740 1.07% | 0 0.00% | 36'322'359 1.16% | 0 0.00% | 17'568'381 0.56% | 0 0.00% |
| Obligations et prêts en franc suisse | 312'564'716 6.23% | 261'022'043 4.69% | 194'462'687 6.23% | 166'906'118 4.85% | 118'102'029 6.24% | 94'115'925 4.43% |
| Obligations en monnaies étrangères | 628'544'163 12.53% | 633'008'263 11.38% | 388'822'877 12.45% | 365'343'331 10.63% | 239'721'286 12.67% | 267'664'932 12.61% |
| Actions suisses | 871'745'755 17.38% | 1'053'396'163 18.94% | 559'249'456 17.90% | 678'297'020 19.73% | 312'496'299 16.52% | 375'099'143 17.67% |
| Actions étrangères | 829'323'671 16.54% | 1'004'529'698 18.06% | 510'506'928 16.34% | 620'114'813 18.04% | 318'816'742 16.86% | 384'414'885 18.11% |
| Placements diversifiés en franc suisse | 916'319 0.02% | 146'556'675 2.64% | 490'491 0.02% | 79'120'825 2.30% | 425'828 0.02% | 67'435'850 3.18% |
| Placements diversifiés en monnaies étrangères | 0 0.00% | 98'480'848 1.77% | 0 0.00% | 53'166'260 1.55% | 0 0.00% | 45'314'588 2.13% |
| Placements privés en franc suisse | 3'476'000 0.07% | 2'163'426 0.04% | 2'342'824 0.07% | 1'458'149 0.04% | 1'133'176 0.06% | 705'277 0.03% |
| Placements privés en monnaies étrangères | 284'874'301 5.68% | 267'163'470 4.80% | 192'005'279 6.15% | 180'068'179 5.24% | 92'869'022 4.91% | 87'095'291 4.10% |
| Immeubles et immobilier indirect suisse | 1'430'805'301 28.53% | 1'399'959'825 25.17% | 897'017'211 28.72% | 885'843'246 25.77% | 533'788'090 28.22% | 514'116'579 24.22% |
| Immobilier indirect en monnaies étrangères | 204'656'816 4.08% | 201'459'394 3.62% | 91'645'322 2.93% | 90'213'517 2.62% | 113'011'493 5.98% | 111'245'877 5.24% |
| Total des placements | 5'006'800'073 98.76% | 5'550'938'004 99.82% | 3'119'761'233 98.71% | 3'434'692'649 99.90% | 1'887'038'841 98.84% | 2'116'245'355 99.68% |
| Autres actifs | | | | | | |
| Débiteurs, actifs transitoires et actifs de fonctionnement | 8'365'870 0.17% | 10'215'981 0.18% | 4'031'417 0.13% | 3'460'601 0.10% | 4'334'452 0.23% | 6'755'380 0.32% |
| Total de la fortune déterminante | 5'015'165'944 98.93% | 5'561'153'985 100.00% | 3'123'792'650 98.84% | 3'438'153'249 100.00% | 1'891'373'294 100.00% | 2'123'000'736 100.00% |
| Exposition brute en monnaies étrangères (avant couverture) | 1'960'288'202 39.09% | 2'228'126'869 40.07% | 1'194'807'539 38.25% | 1'324'735'122 38.53% | 765'480'663 40.47% | 903'391'747 42.55% |

RÉPARTITION MONÉTAIRE AU 31 DÉCEMBRE 2022 /

CPI « VILLES ET COMMUNES »

CPI « SIG »



Suite à la gestion des risques de change, les allocations des CPI en franc suisse se situaient respectivement à 72.4% et 71.7%. Pour les deux CPI, la part des devises ne dépassait donc pas le seuil de 30%.

COMPARAISON AVEC L'ALLOCATION STRATÉGIQUE /

L'exposition des placements en devises qui ne fait pas l'objet de couverture est de CHF 1'391.8 mios, soit 70.9% de l'exposition totale en devises, ou 27.8% de la fortune globale. Les dispositions de l'OPP2 relatives à la limite globale maximale de 30% en devises étrangères sont respectées (voir point 6.B).

CPI « villes et communes »

Il ressort des tableaux précédents que toutes les catégories d'actifs respectent les limites définies par la stratégie de placement.

Mis à part les liquidités et l'immobilier, qui dépassent les points neutres de la stratégie, toutes les autres classes d'actifs sont sous pondérées.

L'exposition globale brute en devises étrangères dépasse la limite globale de 30% de l'OPP2, avec une exposition brute de 38.3% (CHF 1'194.8 mios). Cependant, ces placements en devises sont, dans une proportion de 28.1% (CHF 336.1 mios), couverts par des programmes de gestion active des devises (currency overlay), et/ou totalement couverts contre le risque de change.

Ainsi, l'exposition des placements en devises qui ne fait pas l'objet de couverture est de CHF 858.7 mios, soit 71.9% de l'exposition totale en devises, ou 27.5% de la fortune globale. Les dispositions de l'OPP2 relatives à la limite globale maximale de 30% sont donc respectées (voir point 6.B).

CPI « SIG »

Il ressort des tableaux précédents que toutes les catégories d'actifs respectent les limites définies par la stratégie de placement.

Mis à part les liquidités et l'immobilier qui dépassent les points neutres de la stratégie, toutes les autres classes d'actifs sont sous pondérées.

L'exposition globale brute en devises étrangères dépasse la limite globale de 30% de l'OPP2, avec une exposition brute de 40.5% (CHF 765.5 mios).

Ces placements en devises sont, dans une proportion de près de 30.8% (CHF 235.9 mios), couverts par des programmes de gestion active des devises (currency overlay), et/ou totalement couverts contre le risque de change. Ainsi, l'exposition des placements en devises qui ne fait pas l'objet de couverture est de CHF 529.6 mios, soit 69.2% de l'exposition totale en devises, ou 28.0% de la fortune globale. Les dispositions de l'OPP2 relatives à la limite globale maximale de 30% sont donc respectées (voir point 6.B).

6.E / ENGAGEMENTS DE VERSEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Le total des engagements de versements complémentaires a légèrement diminué, CHF -8.3 mios par rapport au 31 décembre 2021. Les différents appels de fonds et les souscriptions pour de nouveaux investissements effectués

en 2022 en placements privés (non cotés), ainsi que les distributions, ont été importants dans le cadre d'une année marquée par une forte activité pour cette classe d'actif.

| Véhicules de placement | Engagements en devises | | Engagements exprimés en CHF | |
|--|------------------------|------------|-----------------------------|--------------------|
| | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Placements privés (non cotés) en CHF | - | 3'250'000 | 2'200'000 | 3'250'000 |
| Placements privés (non cotés) en CAD | 277'500 | 99'536 | 192'109 | 71'795 |
| Placements privés (non cotés) en JPY | 13'516'164 | 13'515'821 | 94'748 | 106'775 |
| Placements privés (non cotés) en USD | 40'345'681 | 42'065'922 | 37'327'827 | 38'368'663 |
| Placements privés (non cotés) en EUR | 59'688'714 | 54'179'788 | 58'939'272 | 56'178'232 |
| Placements privés (non cotés) en GBP | 2'143'363 | 2'102'837 | 2'385'393 | 2'594'977 |
| Placements privés (non cotés) en DKK | 19'689'787 | 75'648'847 | 2'614'435 | 10'545'440 |
| Placements privés (non cotés) en SEK | 7'176'406 | 9'936'736 | 636'600 | 1'002'629 |
| Placements privés (non cotés) en NOK | - | - | - | - |
| Placements privés (non cotés) en AUD | 1'983'647 | 2'693'973 | 1'244'580 | 1'784'757 |
| Total des engagements complémentaires | | | 105'634'964 | 113'903'268 |

6.F / INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS EN COURS (OUVERTS)

Les opérations avec des instruments dérivés doivent être enregistrées et prises en compte dans la répartition de la fortune selon l'article 56a OPP2.

Toutes ces opérations concernent des placements effectués en direct et sont couvertes, soit par des liquidités, soit par les sous-jacents exigés par les dispositions légales.

La plupart des mandats de gestion active des devises ont été intégrés dans les compartiments des fonds institutionnels Capacity et les opérations sont dès lors effectuées sous le contrôle de la société de direction du fonds, hormis en ce qui concerne les placements privés (non cotés).

OPÉRATIONS DEVICES OUVERTES

| Échéance | Date de transaction | Exposition longue | Exposition courte | Non réalisé en CHF |
|--|---------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| 28.02.2023 | 28.12.2022 | CHF -11'057'626 | EUR 11'248'000 | 20'979 |
| 28.02.2023 | 23.12.2022 | CHF 11'102'846 | EUR -11'248'000 | 24'241 |
| 28.02.2023 | 20.12.2022 | CHF -11'057'514 | EUR 11'248'000 | 21'091 |
| 28.02.2023 | 15.12.2022 | CHF 11'056'448 | EUR -11'248'000 | -22'157 |
| 28.02.2023 | 14.12.2022 | CHF -11'041'182 | EUR 11'248'000 | 37'423 |
| 28.02.2023 | 14.12.2022 | CHF 11'068'482 | EUR -11'248'000 | -10'123 |
| 28.02.2023 | 13.12.2022 | CHF -11'038'843 | EUR 11'248'000 | 39'762 |
| 28.02.2023 | 13.12.2022 | CHF 11'079'619 | EUR -11'248'000 | 1'013 |
| 28.02.2023 | 09.12.2022 | CHF -11'048'853 | EUR 11'248'000 | 29'752 |
| 28.02.2023 | 08.12.2022 | CHF -11'061'226 | EUR 11'248'000 | 17'379 |
| 28.02.2023 | 08.12.2022 | CHF 11'085'636 | EUR -11'248'000 | 7'031 |
| 28.02.2023 | 07.12.2022 | CHF -11'054'365 | EUR 11'248'000 | 24'241 |
| 28.02.2023 | 07.12.2022 | CHF 11'082'262 | EUR -11'248'000 | 3'657 |
| 28.02.2023 | 06.12.2022 | CHF -11'066'785 | EUR 11'248'000 | 11'821 |
| 28.02.2023 | 05.12.2022 | CHF 11'084'567 | EUR -11'248'000 | 5'961 |
| 28.02.2023 | 05.12.2022 | CHF -11'062'519 | EUR 11'248'000 | 16'086 |
| 28.02.2023 | 05.12.2022 | CHF 11'084'568 | EUR -11'248'000 | 5'963 |
| 28.02.2023 | 02.12.2022 | CHF 11'047'112 | EUR -11'248'000 | -31'493 |
| 28.02.2023 | 01.12.2022 | CHF -10'473'822 | EUR 10'680'000 | 45'338 |
| 28.02.2023 | 01.12.2022 | CHF 10'483'648 | EUR -10'680'000 | -35'511 |
| 28.02.2023 | 30.11.2022 | CHF -10'439'539 | EUR 10'680'000 | 79'620 |
| 28.02.2023 | 29.11.2022 | CHF -10'464'637 | EUR 10'680'000 | 54'522 |
| 28.02.2023 | 28.11.2022 | CHF -10'462'876 | EUR 10'680'000 | 56'284 |
| 28.02.2023 | 28.11.2022 | CHF 10'494'275 | EUR -10'680'000 | -24'884 |
| 28.02.2023 | 28.11.2022 | CHF 20'939'870 | EUR -21'360'000 | -98'448 |
| | | CHF 279'545 | EUR 0 | 279'545 |
| 28.02.2023 | 15.12.2022 | CHF -2'184'471 | GBP 1'941'000 | -23'361 |
| 28.02.2023 | 15.12.2022 | CHF -2'195'756 | GBP 1'941'000 | -34'646 |
| 28.02.2023 | 15.12.2022 | CHF -2'214'743 | GBP 1'941'000 | -53'633 |
| 28.02.2023 | 07.12.2022 | CHF -2'200'717 | GBP 1'941'000 | -39'607 |
| 28.02.2023 | 01.12.2022 | CHF 2'206'052 | GBP -1'941'000 | 44'943 |
| 28.02.2023 | 30.11.2022 | CHF -2'185'616 | GBP 1'941'000 | -24'506 |
| 28.02.2023 | 29.11.2022 | CHF 2'189'068 | GBP -1'941'000 | 27'959 |
| 28.02.2023 | 28.11.2022 | CHF -2'185'402 | GBP 1'941'000 | -24'293 |
| 28.02.2023 | 28.11.2022 | CHF 8'771'449 | GBP -7'764'000 | 127'011 |
| | | CHF -134 | GBP 0 | -134 |
| 28.02.2023 | 29.12.2022 | CHF -15'675'784 | USD 17'029'000 | 48'795 |
| 28.02.2023 | 23.12.2022 | CHF 15'716'660 | USD -17'029'000 | -7'918 |
| 28.02.2023 | 20.12.2022 | CHF -15'663'693 | USD 17'029'000 | 60'885 |
| 28.02.2023 | 13.12.2022 | CHF 15'609'980 | USD -17'029'000 | -114'598 |
| 28.02.2023 | 13.12.2022 | CHF -15'719'674 | USD 17'029'000 | 4'904 |
| 28.02.2023 | 12.12.2022 | CHF 15'786'912 | USD -17'029'000 | 62'333 |
| 28.02.2023 | 12.12.2022 | CHF -15'754'713 | USD 17'029'000 | -30'135 |
| 28.02.2023 | 12.12.2022 | CHF 15'809'420 | USD -17'029'000 | 84'842 |
| | | CHF 109'108 | USD 0 | 109'108 |
| Total placements privés (non cotés) | | | | 388'519 |

Au 31 décembre 2022, les opérations ouvertes dans le cadre des fonds institutionnels Capacity sont intégrées dans les valeurs nettes d'inventaire communiquées par le dépositaire des parts de compartiments concernés.

En ce qui concerne les placements privés (non cotés), effectués hors du fonds institutionnel Capacity II, des opérations en devises étaient ouvertes à la date de clôture et laissaient apparaître un gain non réalisé de CHF 388'519.-- au 31 décembre 2022. Ces opérations ouvertes sont détaillées dans le tableau figurant à la page 50.

6.G / VALEURS DE MARCHÉ ET CO-CONTRACTANTS DES TITRES EN SECURITIES LENDING

Il n'y a aucun prêt de titres en direct en cours à la date de clôture, conformément au règlement de placement.

6.H / EMPRUNTS HYPOTHÉCAIRES

La Banque Cantonale de Genève a accordé des prêts commerciaux pour respectivement CHF 3.2 mios, CHF 7.2 mios et CHF 4.7 mios.

Les trois prêts alloués sont destinés au financement des immeubles subventionnés sis, route d'Hermance 6-8 à Collonge-Bellerive, chemin de Montfleury 27-29 à Versoix et rue Marie-Brechbühl 2b-2c, à Genève. Le taux moyen de ces prêts en 2022 est de 2.38%.

Ces trois prêts, d'un montant total de CHF 15.1 mios, ont été accordés en blanc. Toutefois, la banque s'est réservé le droit d'exiger des cédules hypothécaires en premier rang à première réquisition.

L'utilisation des fonds étrangers pour le financement d'immeubles (prêts hypothécaires) n'est légalement admise que de manière marginale et temporaire.

Dans ce cadre légal, CAP Prévoyance utilise le financement hypothécaire pour les opérations immobilières susmentionnées bénéficiant du régime de subventions étatiques, pour une durée limitée (20 ans).

Ces financements hypothécaires ne représentent que 1.13% de la valeur économique des immeubles inscrite au bilan.

6.I / VALEUR ÉCONOMIQUE DES IMMEUBLES

La valeur économique des immeubles est calculée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés (méthode DCF, «Discounted Cash flow»). S'inspirant de théories financières classiques, cette valeur correspond à la somme des flux futurs de l'actif ramenée à sa valeur actuelle. En application de la norme Swiss GAAP RPC 26, la valeur économique figure dans les comptes.

Le calcul est effectué au moyen d'un taux de capitalisation qui correspond au taux de performance minimal requis par l'investissement en fonction des risques et opportunités qui en découlent.

Il est déterminé selon «le coût moyen pondéré du capital» prenant en compte un rendement idéal des fonds propres et le coût des fonds étrangers (hypothèques) tel que le pratiquerait usuellement un propriétaire.

Conformément au règlement de placement, l'évaluation des immeubles effectuée en interne fait régulièrement l'objet d'analyses par des mandataires spécialisé-e-s externes établies sur des échantillons variables du parc immobilier. La dernière analyse externe a été réalisée en 2020 sur un échantillon représentant plus de 30% du parc immobilier. L'appréciation externe des divers-e-s expert-e-s mandaté-e-s a permis de confirmer la solidité de la méthodologie ainsi que la fiabilité des données et des analyses effectuées. De manière générale, elle a également permis de constater que le parc immobilier est estimé en lien avec une vision conservatrice à long terme, conduisant à une politique de location et d'entretien raisonnable. Dès lors, l'évaluation effectuée en interne est généralement plus prudente, puisque moins liée aux fluctuations du marché.

Sur la base notamment des taux de capitalisation ajustés et validés annuellement par l'organe de révision, la valeur au bilan des immeubles au 31 décembre 2022 s'élève à CHF 1'330'886'070.-- (CHF 1'314'307'486.-- en 2021). Elle correspond à la valeur économique des immeubles calculée de CHF 1'327'658'000.--, augmentée de CHF 3'228'070.-- correspondant aux frais de différentes études en cours. Les taux de capitalisation, pondérés en fonction du nombre de bâtiments appartenant à chacune des catégories, varient entre 3.26% et 4.51% (variation 2021, entre 3.29% et 4.54%).

La variation de la valeur économique des immeubles, incluant les plus-values comptabilisées, est de CHF 15'437'000.--, représentant une augmentation de 1.18% par rapport à l'exercice précédent. Dans un environnement persistant de taux d'intérêts hypothécaires historiquement bas, ce résultat est le reflet, notamment, des investissements réalisés sur les immeubles et de la mise en œuvre de la stratégie locative. Toutefois, les difficultés de location durables concernant les surfaces de bureaux et de commerces risquent d'affecter à l'avenir certaines valeurs du portefeuille immobilier.

GESTION IMMOBILIÈRE /

PARC IMMOBILIER

AU 31 DÉCEMBRE 2022

Chaque CPI dispose d'une quote-part du parc immobilier de CAP Prévoyance, composé de :

| | |
|-----------------------|--------------------------------|
| 197 | immeubles (allées) |
| 3'650 | appartements |
| 3'170 | places de parking et garages |
| 12'878 m ² | d'arcades |
| 16'145 m ² | de bureaux – locaux artisanaux |
| 10'646 m ² | de dépôts |

RÉSULTAT D'EXPLOITATION DES IMMEUBLES

| Recettes | CHF |
|---|-------------------|
| Loyers encaissés | 75'170'604 |
| Variation du correctif de valeur sur loyers à encaisser | -7'345 |
| Subventions reçues | 53'697 |
| | 75'216'956 |
| Charges | |
| Intérêts hypothécaires | 358'500 |
| Charges d'exploitation courantes et entretien | 23'808'215 |
| | 24'166'715 |
| Résultat net | 51'050'241 |

Les charges d'exploitation courantes et entretien sont ventilées comme suit :

| | CHF |
|--|-----------|
| Entretien des logements et des immeubles | 8'312'412 |
| Frais de gestion | 5'637'242 |
| Frais de conciergerie | 3'620'403 |
| Impôts | 3'034'376 |
| Eau et électricité | 2'398'437 |
| Assurances | 666'887 |
| Publicité et contentieux | 138'458 |

TRAVAUX À PLUS-VALUES ET « GROS TRAVAUX »

Le coût global des travaux comptabilisés en 2022 s'établit à CHF 15.24 mios, soit CHF 9.48 mios portés en plus-values et CHF 5.76 mios en « Gros Travaux » (voir appendice 2).

RÉSULTAT D'EXPLOITATION DES IMMEUBLES

Le résultat d'exploitation net avant le coût des réparations prélevé sur le compte « Chantier Rénovation », et déduction faite des dettes hypothécaires, correspond à un taux de rendement calculé sur la valeur économique figurant au bilan de 3.85%.

ACQUISITIONS ET CONSTRUCTIONS

CAP Prévoyance a signé un acte de vente à terme en 2022, portant sur l'achat de 4 immeubles (7 entrées) situés dans le nouvel écoquartier St-Mathieu sur la commune de Bernex, en cours de construction. Ces bâtiments, qui seront mis en exploitation en 2023, sont composés de 144 appartements, 10 arcades commerciales, 4 locaux communautaires, 194 places de parking intérieures et 38 places motos, totalisant un état locatif annuel d'environ CHF 4.36 mios.

Ces constructions répondront aux standards énergétiques les plus exigeants et seront raccordées au réseau de chauffage à distance.

CRÉANCE IMMOBILIÈRE

Les acomptes versés en 2022 pour l'acquisition des 4 immeubles à Bernex et correspondant à l'avancement des travaux représentent le montant total de CHF 53'890'740.--, inscrit au bilan sous forme de créance immobilière.

ÉTUDES EN COURS

Chemin Frank-Thomas 20-22/av. de Rosemont 1-3-3A

Le plan localisé de quartier, initié par la Ville de Genève, a été approuvé le 9 juin 2021 par le Conseil d'Etat genevois et est entré en force en 2022. Il prévoit la réalisation sur la parcelle de CAP Prévoyance d'un nouvel immeuble offrant 79 logements, dont une proportion de logements à loyers contrôlés, impliquant la démolition des immeubles actuels comptant 59 logements. Le projet est en cours de développement en vue de la dépose de la demande d'autorisation de construire définitive.

Chemin Gilbert-Trolliet 2-4-6-8

L'autorisation de construire définitive en vue de la surélévation de 2 niveaux des immeubles actuels, représentant 18 appartements supplémentaires, est entrée en force. Ce projet permettra également d'améliorer l'enveloppe des immeubles avec l'atteinte d'un standard global de haute performance énergétique, comprenant le raccordement au réseau de chauffage à distance. Le démarrage des travaux est planifié pour 2023.

Rue des Pâquis 43-45-47

L'autorisation de construire définitive en vue de la surélévation de l'immeuble de 2 niveaux permettant de créer 12 nouveaux logements et l'assainissement technique et énergétique du bâtiment, selon le standard global de haute performance énergétique, est entrée en force. Le démarrage des travaux est planifié pour 2023.

Rue de l'Athénée 44

Une autorisation préalable de construire a été délivrée en vue de la surélévation de 2 niveaux de l'immeuble, ce qui pourrait représenter jusqu'à 8 appartements supplémentaires, et un assainissement technique et énergétique du bâtiment. En l'état, il n'est pas encore possible de présenter un calendrier.

Rue Prévost-Martin 55-57/ rue des Pitons 2

Une autorisation préalable de construire a été délivrée en vue de la surélévation de 2 à 3 niveaux de l'immeuble, ce qui pourrait représenter jusqu'à 12 appartements supplémentaires, et un assainissement technique et énergétique du bâtiment. En l'état, il n'est pas encore possible de présenter un calendrier.

Place d'Armes 12-14-16

Une demande préalable d'autorisation de construire est en cours d'instruction, en vue de la surélévation de 2 niveaux de l'immeuble, ce qui pourrait représenter jusqu'à 22 appartements supplémentaires, et un assainissement technique et énergétique du bâtiment. En l'état, il n'est pas encore possible de présenter un calendrier.

Place de la Taconnerie 2

La demande d'autorisation de construire définitive sera déposée prochainement, en vue de l'aménagement des combles de l'immeuble, permettant de créer 1 nouveau logement et l'assainissement technique et énergétique du bâtiment. Sous réserve de l'obtention des autorisations définitives, les travaux devraient démarrer en 2024.

ÉVOLUTION DES LOCATIONS

Par rapport à l'exercice précédent, le montant total des loyers encaissés a augmenté de 0.48%, soit CHF 358'241.--.

En 2022, 488 demandes de location d'appartements ont été enregistrées, pour 252 logements attribués. En ce qui concerne les affectations commerciales, 40 locaux commerciaux ainsi que 199 places de parking ou garages ont été attribués. Les surfaces commerciales relouées sont principalement de type « dépôt », au nombre de 26 objets, auxquels s'ajoutent 7 bureaux et 7 arcades.

La situation locative peut, de manière générale, être qualifiée de stable.

MANQUE À GAGNER SUR L'ÉTAT LOCATIF

Pour l'ensemble du parc immobilier et toutes affectations confondues, le manque à gagner représente 3.01% de l'état locatif, soit un montant de CHF 2'331'843.--. 46% des vacants concerne l'affectation commerciale, 32.8% se concentre sur l'affectation logement et le 21.2% restant concerne les parkings.

Par rapport à 2021, le manque à gagner a diminué d'environ 2%.

Pour rappel, dans le cadre de la pandémie COVID-19, CAP Prévoyance s'était ralliée aux différents dispositifs mis en œuvre par les autorités afin de soutenir notamment les locataires de surfaces commerciales, appliquant les divers protocoles Vesta, accordant également des suspensions de loyer et veillant, avec l'appui des régies, au maintien des locataires en place.

Dans le cadre de ce soutien aux locataires commerciaux, CAP Prévoyance avait renoncé en 2021 à l'encaissement de loyers des surfaces commerciales pour un montant de CHF 107'478.--; des plans de remboursement relatifs aux suspensions de loyer accordées avaient été mis en place, pour un montant total de CHF 275'458.--, dont environ 90% a été entièrement remboursé. Le solde manquant, soit CHF 28'720.--, ne pourra pas être recouvert, les 2 locataires concernés étant en faillite personnelle. Le manque à gagner total, sur plusieurs années, induit par la pandémie COVID-19, atteint donc le montant de CHF 136'198.--, ce qui représente 0.18% de l'état locatif 2022.

6.J / DÉTAIL DES RÉSULTATS DES PLACEMENTS MOBILIERS ET TRANSPARENCE DES COÛTS

L'estimation des frais de gestion des titres qui ne sont pas directement facturés à CAP Prévoyance (TER: Total Expense Ratio des placements collectifs) résulte des informations communiquées par la direction des fonds institutionnels

Capacity, du dépositaire des titres et des gérant-e-s concerné-e-s. Ces données ont été utilisées pour compléter les tableaux ci-dessous:

CONSOLIDÉ CAP PRÉVOYANCE

| En CHF | Résultat net | | | | | | | | |
|--------------------------------------|---|--------------------------------|------------------------------------|---------------------|---------------------|--------------------|--|--|---------------------|
| | Liquidités et réalisables à court terme | Obligations et créances en CHF | Obligations en devises (couvertes) | Actions suisses | Actions étrangères | Autres placements | Placements immobiliers suisses indirects | Placements immobiliers étrangers indirects | Total |
| Rendements bruts | 230'361 | -4'078 | - | - | - | 1'930'219 | - | 31'364 | 2'187'866 |
| Intérêts nets c/c | -19'842 | - | - | -3'612 | - | -6'728 | - | - | -30'183 |
| Revenus divers | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Rendements bruts | 210'518 | -4'078 | - | -3'612 | - | 1'923'491 | - | 31'364 | 2'157'684 |
| Gains/pertes nets sur titres | -3'349'304 | - | - | - | -10'378'546 | 29'164'301 | - | - | 15'436'451 |
| Réévaluations de titres | -484'059 | -35'441'673 | -92'533'783 | -192'382'453 | -167'341'161 | -16'729'145 | -4'919'576 | 4'084'062 | -505'747'790 |
| Provision titres | - | 353'795 | - | - | - | - | - | - | 353'795 |
| Résultat de cours sur titres | -3'833'364 | -35'087'878 | -92'533'783 | -192'382'453 | -177'719'707 | 12'435'156 | -4'919'576 | 4'084'062 | -489'957'544 |
| Gains et pertes de change | -146'419 | - | - | - | - | -1'422'443 | - | - | -1'568'863 |
| Réévaluations de change | -450'153 | - | - | - | - | -24'975'629 | - | -3'160'298 | -28'586'080 |
| Résultat de change | -596'572 | - | - | - | - | -26'398'073 | - | -3'160'298 | -30'154'942 |
| Frais de gestion* | -1'114'430 | - | - | - | - | -2'306'119 | - | - | -3'420'549 |
| Frais bancaires | -22'892 | - | - | - | - | -106'495 | - | - | -129'386 |
| Honoraires de custodian | -16'831 | - | - | - | - | -91'205 | -16'320 | -43'410 | -167'765 |
| Frais sur placements collectifs | -324'371 | -347'910 | -2'166'417 | -1'513'755 | -5'278'414 | -11'496'273 | -836'481 | -1'888'440 | -23'852'061 |
| Frais d'administration titres | -1'478'523 | -347'910 | -2'166'417 | -1'513'755 | -5'278'414 | -14'000'091 | -852'801 | -1'931'851 | -27'569'761 |
| Résultat net | -5'697'940 | -35'439'865 | -94'700'200 | -193'899'821 | -182'998'121 | -26'039'517 | -5'772'377 | -976'723 | -545'524'564 |

* La rubrique « Frais de gestion » comprend les frais généraux et d'administration imputés aux valeurs mobilières, pour un total de CHF 1'114'430.-- (voir point 7.N).

CPI « VILLES ET COMMUNES »

| En CHF | Résultat net | | | | | | | | |
|--------------------------------------|---|--------------------------------|------------------------------------|---------------------|---------------------|--------------------|--|--|---------------------|
| | Liquidités et réalisables à court terme | Obligations et créances en CHF | Obligations en devises (couvertes) | Actions suisses | Actions étrangères | Autres placements | Placements immobiliers suisses indirects | Placements immobiliers étrangers indirects | Total |
| Rendements bruts | 157'221 | -229 | - | - | - | 1'322'107 | - | - | 1'479'099 |
| Intérêts nets c/c | -13'409 | - | - | -2'256 | - | -4'535 | - | - | -20'200 |
| Revenus divers | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Rendements bruts | 143'812 | -229 | - | -2'256 | - | 1'317'572 | - | - | 1'458'900 |
| Gains/pertes nets sur titres | -2'120'075 | - | - | - | -6'371'621 | 21'048'783 | - | - | 12'557'087 |
| Réévaluations de titres | -202'000 | -19'911'278 | -54'059'904 | -125'680'889 | -96'442'816 | -10'459'675 | - | 1'828'749 | -304'927'814 |
| Provision titres | - | 238'458 | - | - | - | - | - | - | 238'458 |
| Résultat de cours sur titres | -2'322'075 | -19'672'820 | -54'059'904 | -125'680'889 | -102'814'436 | 10'589'108 | - | 1'828'749 | -292'132'269 |
| Gains et pertes de change | -98'687 | - | - | - | - | -958'727 | - | - | -1'057'413 |
| Réévaluations de change | -303'403 | - | - | - | - | -16'833'574 | - | -2'130'041 | -19'267'018 |
| Résultat de change | -402'089 | - | - | - | - | -17'792'301 | - | -2'130'041 | -20'324'431 |
| Frais de gestion* | -751'126 | - | - | - | - | -1'554'324 | - | - | -2'305'450 |
| Frais bancaires | -15'438 | - | - | - | - | -71'777 | - | - | -87'215 |
| Honoraires de custodian | -11'344 | - | - | - | - | -61'659 | - | -21'549 | -94'552 |
| Frais sur placements collectifs | -187'685 | -219'613 | -1'267'447 | -1'022'860 | -3'283'507 | -7'748'488 | - | -845'644 | -14'575'243 |
| Frais d'administration titres | -965'592 | -219'613 | -1'267'447 | -1'022'860 | -3'283'507 | -9'436'248 | - | -867'193 | -17'062'460 |
| Résultat net | -3'545'944 | -19'892'662 | -55'327'351 | -126'706'005 | -106'097'943 | -15'321'870 | - | -1'168'484 | -328'060'260 |



* La rubrique « Frais de gestion » comprend les frais généraux et d'administration imputés aux valeurs mobilières, pour un total de CHF 751'126.-- (voir point 7.N).

CPI « SIG »

| En CHF | Résultat net | | | | | | | | |
|--------------------------------------|---|--------------------------------|------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--|--|---------------------|
| | Liquidités et réalisables à court terme | Obligations et créances en CHF | Obligations en devises (couvertes) | Actions suisses | Actions étrangères | Autres placements | Placements immobiliers suisses indirects | Placements immobiliers étrangers indirects | Total |
| Rendements bruts | 73'139 | -3'848 | - | - | - | 608'112 | - | 31'364 | 708'767 |
| Intérêts nets c/c | -6'433 | - | - | -1'357 | - | -2'193 | - | - | -9'983 |
| Revenus divers | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Rendements bruts | 66'706 | -3'848 | - | -1'357 | - | 605'919 | - | 31'364 | 698'784 |
| Gains/pertes nets sur titres | -1'229'229 | - | - | - | -4'006'925 | 8'115'518 | - | - | 2'879'364 |
| Réévaluations de titres | -282'060 | -15'530'395 | -38'473'879 | -66'701'564 | -70'898'345 | -6'269'470 | -4'919'576 | 2'255'313 | -200'819'977 |
| Provision titres | - | 115'337 | - | - | - | - | - | - | 115'337 |
| Résultat de cours sur titres | -1'511'289 | -15'415'058 | -38'473'879 | -66'701'564 | -74'905'270 | 1'846'048 | -4'919'576 | 2'255'313 | -197'825'275 |
| Gains et pertes de change | -47'733 | - | - | - | - | -463'717 | - | - | -511'449 |
| Réévaluations de change | -146'750 | - | - | - | - | -8'142'055 | - | -1'030'257 | -9'319'062 |
| Résultat de change | -194'482 | - | - | - | - | -8'605'772 | - | -1'030'257 | -9'830'511 |
| Frais de gestion* | -363'304 | - | - | - | - | -751'795 | - | - | -1'115'099 |
| Frais bancaires | -7'454 | - | - | - | - | -34'717 | - | - | -42'171 |
| Honoraires de custodian | -5'487 | - | - | - | - | -29'545 | -16'320 | -21'862 | -73'213 |
| Frais sur placements collectifs | -136'686 | -128'297 | -898'970 | -490'895 | -1'994'907 | -3'747'785 | -836'481 | -1'042'797 | -9'276'818 |
| Frais d'administration titres | -512'931 | -128'297 | -898'970 | -490'895 | -1'994'907 | -4'563'842 | -852'801 | -1'064'658 | -10'507'301 |
| Résultat net | -2'151'996 | -15'547'203 | -39'372'849 | -67'193'815 | -76'900'177 | -10'717'647 | -5'772'377 | 191'762 | -217'464'303 |

* La rubrique « Frais de gestion » comprend les frais généraux et d'administration imputés aux valeurs mobilières, pour un total de CHF 363'304.-- (voir point 7.N).

FRAIS DE GESTION

FORTUNE MOBILIÈRE

Il ressort notamment des tableaux les éléments suivants :

CPI « villes et communes »

- le total estimé des frais de gestion de la fortune, y compris les frais de l'Administration imputés aux valeurs mobilières (voir point 7.N) s'élève à CHF 17'062'460.--. Ces frais de gestion sont intégrés au compte d'exploitation ;
- ce total représente 0.71% de l'évaluation pondérée de la fortune mobilière (0.74% en 2021) ;
- le total des frais estimés concernant les placements collectifs s'élève à CHF 14'575'243.-- (CHF 15'584'250.-- en 2021) ;
- sur la base des informations recueillies, le taux de transparence des frais de gestion de la fortune mobilière est de 100%.

CPI « SIG »

- le total estimé des frais de gestion de la fortune, y compris les frais de l'Administration imputés aux valeurs mobilières (voir point 7.N) s'élève à CHF 10'507'301.--. Ces frais de gestion sont intégrés au compte d'exploitation ;
- ce total représente 0.66% de l'évaluation pondérée de la fortune mobilière (0.61% en 2021) ;
- le total des frais estimés concernant les placements collectifs s'élève à CHF 9'276'818.-- (CHF 10'290'422.-- en 2021) ;
- sur la base des informations recueillies, le taux de transparence des frais de gestion de la fortune mobilière est de 100%.

FORTUNE IMMOBILIÈRE INVESTISSEMENT DIRECT

- le total des frais de gestion relatifs au parc immobilier détenu en direct par CAP Prévoyance s'élève à CHF 5'637'242.-- (CHF 5'753'205.-- en 2021), dont 55% de ce montant est lié aux frais de régies et le solde aux frais de l'Administration imputés aux valeurs immobilières (voir point 7.N). Ces frais de gestion sont intégrés au compte d'exploitation et ventilés à raison de 67.4% pour la CPI « villes et communes » et 32.6% pour la CPI « SIG » conformément à leur part respective du parc immobilier ;
- ce total représente 0.42% de l'évaluation pondérée de la fortune immobilière.

FRAIS DE GESTION ET TER CONSOLIDÉS

De manière consolidée, la totalité des frais de gestion de fortune, y compris les frais de l'Administration imputés aux valeurs mobilières et immobilières, s'élève donc pour la CPI « villes et communes » à CHF 20'861'961.-- (CHF 21'631'561.-- en 2021) et pour la CPI « SIG » à CHF 12'345'042.-- (CHF 13'245'428.-- en 2021).

En 2022, ces totaux représentent respectivement 0.64% (0.63% en 2021) de l'évaluation pondérée de la fortune globale de la CPI « villes et communes », et 0.62% (0.63% en 2021) de l'évaluation pondérée de la fortune globale de la CPI « SIG ».

Le TER consolidé de CAP Prévoyance est de 0.62% (0.63% en 2021).

Les mesures mises en œuvre pour optimiser les coûts de gestion au sein de certains compartiments des fonds Capacity ont porté leurs fruits. Cependant, la baisse des TER a été limitée par les niveaux de frais constatés pour les classes d'actifs les moins liquides (placements privés et immobilier étranger indirect), qui représentent près de la moitié des frais payés concernant les valeurs mobilières. Les bonnes performances des placements privés ont engendré la facturation d'honoraires liés à la performance, spécifiques à cette classe d'actif.

RÉTROCESSIONS

Conformément aux dispositions du règlement de placement, dans le cadre de placements collectifs, CAP Prévoyance n'investit en principe pas dans des véhicules de placement qui prévoient des rétrocessions. En 2022, à l'intérieur des fonds institutionnels Capacity, aucune rétrocession n'a été versée dans le cadre d'investissements de type fonds de fonds, ou en lien avec des rabais consentis contractuellement avec les gérant-e-s concerné-e-s.

TRANSPARENCE DES FRAIS

Le Conseil de Fondation a pris note que le taux de transparence des frais de gestion de la fortune est de 100% et s'est prononcé sur la continuité de sa politique en matière de placement, selon art 48a al. 3 OPP2.

6.K / RENDEMENTS NETS PAR CPI ET PAR CATÉGORIE DE PLACEMENT

Le rendement net de la fortune est de :

-8.71

pour la CPI
« villes et communes »
(indice stratégique -7.5%)

-9.60

pour la CPI
« SIG »
(indice stratégique -7.35%)

La CPI « villes et communes » et la CPI « SIG » ont obtenu des performances inférieures à leurs indices stratégiques.

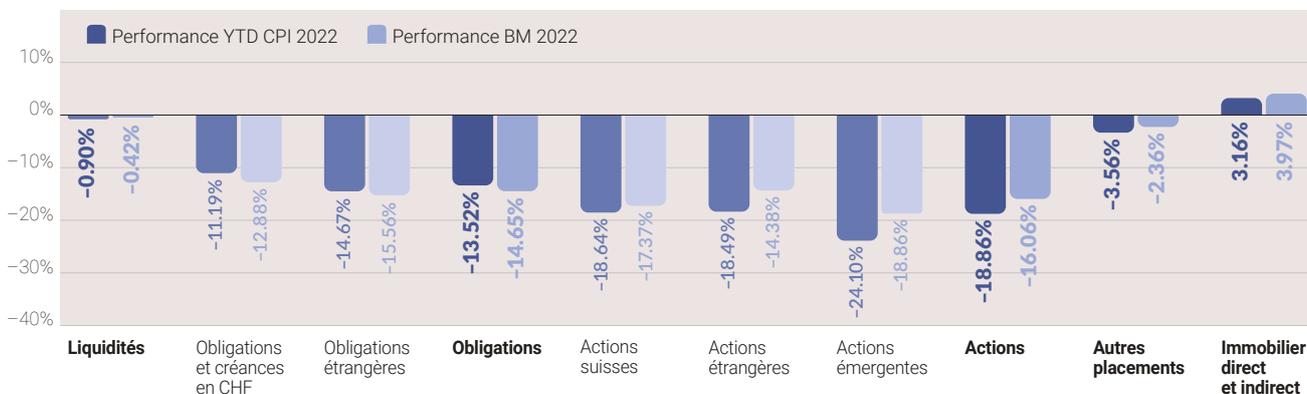
Le rendement global des CPI est meilleur que l'indice Pictet LPP25 (-13.21%) et que l'indice LPP40 (-13.86%).

Le rendement par catégorie de placement est détaillé ci-après.

CPI « VILLES ET COMMUNES »

| | 31.12.2022 | | 31.12.2021 | |
|--|---------------|---------------------|---------------|---------------------|
| | Rendement net | Indice de référence | Rendement net | Indice de référence |
| Valeurs mobilières | | | | |
| Rendement calculé selon la méthode du taux de rendement interne | -13.09% | -10.35% | 13.76% | 10.16% |
| Liquidités | -0.90% | -0.42% | -0.30% | -0.76% |
| Obligations suisses | -11.19% | -12.88% | -1.61% | -2.16% |
| Obligations devises | -14.67% | -15.56% | -3.15% | -3.41% |
| Actions suisses | -18.64% | -17.37% | 25.65% | 22.98% |
| Actions étrangères et marchés émergents | -18.77% | -15.87% | 18.76% | 18.63% |
| Autres placements | -3.56% | -2.36% | 20.90% | 6.98% |
| Immobilier étranger indirect | -0.85% | 3.87% | 7.90% | 4.75% |
| Valeurs immobilières détenues en direct * | | | | |
| Revenus annuels nets/(valeur économique moyenne ./ 1/2 revenus annuels nets) | 3.95% | 4.00% | 4.00% | 4.00% |
| Rendement global de la fortune | | | | |
| Revenus annuels nets/(fortune moyenne ./ 1/2 revenus annuels) | -8.71% | -7.50% | 10.86% | 8.31% |

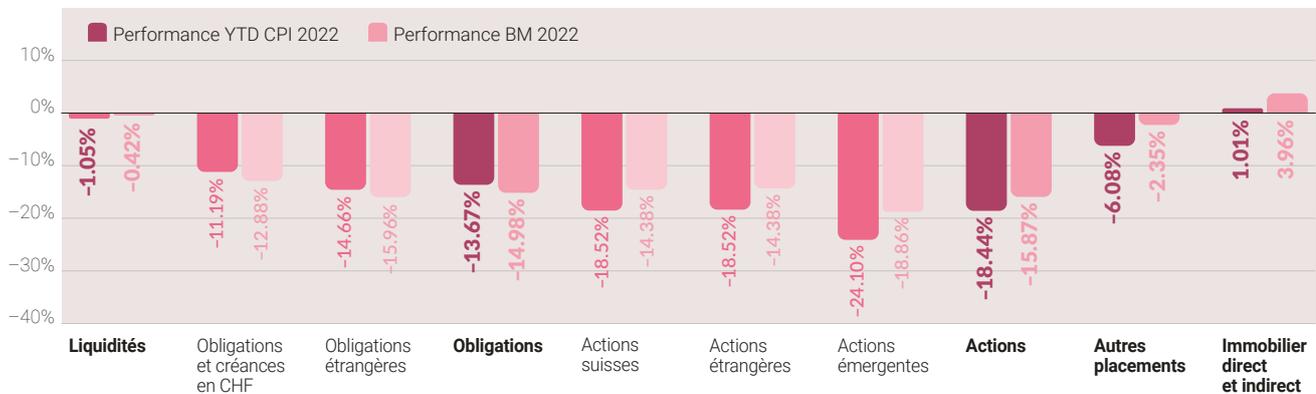
* Ce calcul tient compte des revenus nets des immeubles (+3.50%) et de la mise à jour de la valeur économique des immeubles (+0.45%), hors investissements et plus-values comptabilisées.



CPI « SIG »

| | 31.12.2022 | | 31.12.2021 | |
|--|---------------|---------------------|---------------|---------------------|
| | Rendement net | Indice de référence | Rendement net | Indice de référence |
| Valeurs mobilières | | | | |
| Rendement calculé selon la méthode du taux de rendement interne | -13.02% | -9.93% | 12.30% | 9.18% |
| Liquidités | -1.05% | -0.42% | -0.30% | -0.76% |
| Obligations suisses | -11.19% | -12.88% | -1.61% | -2.16% |
| Obligations devises | -14.66% | -15.96% | -3.05% | -2.63% |
| Actions suisses | -18.52% | -14.38% | 25.09% | 23.11% |
| Actions étrangères et marchés émergents | -18.77% | -15.87% | 18.76% | 18.63% |
| Autres placements | -6.08% | -2.35% | 13.52% | 6.98% |
| Immobilier suisse indirect | -7.33% | -15.17% | 6.94% | 7.32% |
| Immobilier étranger indirect | -0.85% | 3.87% | 7.90% | 4.75% |
| Valeurs immobilières détenues en direct * | | | | |
| Revenus annuels nets / (valeur économique moyenne ./ 1/2 revenus annuels nets) | 3.95% | 4.00% | 4.00% | 4.00% |
| Rendement global de la fortune | | | | |
| Revenus annuels nets / (fortune moyenne ./ 1/2 revenus annuels) | -9.60% | -7.35% | 10.37% | 7.94% |

* Ce calcul tient compte des revenus nets des immeubles (+3.50%) et de la mise à jour de la valeur économique des immeubles (+0.45%), hors investissements et plus-values comptabilisées.



Les performances des valeurs mobilières s'élevèrent à :

-13.09%

pour la CPI « villes et communes »

-13.02%

pour la CPI « SIG »

Ces performances sont calculées en tenant compte de l'écart en pourcent entre les valeurs boursières des portefeuilles au 31 décembre 2021 et 2022, ainsi que des nouveaux investissements effectués, toutes valeurs et tous gestionnaires confondus.

La différence de résultat entre les 2 CPI s'explique notamment par l'effet des pondérations différentes en placements privés, en immobilier suisse et par la plus grande proportion d'immobilier international indirect détenu par la CPI « SIG ».

Les placements en liquidités ont encore été impactés par les taux d'intérêts négatifs et la gestion active du dépositaire a souffert des répercussions du début du conflit en Ukraine. Ainsi, la performance moyenne obtenue a été de -1.02%, soit un résultat inférieur par rapport à l'indice de référence concerné qui a baissé de -0.42% en 2022.



6.L / EXERCICE DES DROITS DE VOTE ET DÉMARCHES D'ENGAGEMENT

CAP Prévoyance exerce le plus largement possible ses droits d'actionnaire par le biais d'un mandat avec la Fondation Ethos, en suivant ses directives, et en collaboration avec la banque Pictet & Cie SA à Genève, dépositaire global des titres. Dans le cas où l'exercice direct des droits de vote n'est pas possible, des solutions sont trouvées avec les gérant-e-s concerné-e-s afin de s'assurer que les droits de vote sont exercés.

La majorité de l'activité de l'exercice des droits de vote concerne des sociétés suisses et européennes.

En 2022, les droits de vote ont été effectués de la manière suivante :

ACTIONS SUISSES

- 233 assemblées générales ordinaires ou extraordinaires ;
- 4'261 résolutions soumises au vote ;
- 25% des résolutions ont fait l'objet d'un refus. Cela concernait principalement des questions relatives à la politique de rémunération des entreprises concernées, à des augmentations de capital, au rejet de résolutions d'actionnaires ou encore d'élections de membres de conseils d'administration, et de plus en plus de résolutions concernant la politique climatique.

ACTIONS ÉTRANGÈRES

- 538 assemblées générales ordinaires ou extraordinaires ;
- 8'561 résolutions soumises au vote ;
- 24% des résolutions ont fait l'objet d'un refus. Cela concernait principalement des questions relatives à la gouvernance, l'élection de l'organe de révision, à la politique de rémunération des entreprises concernées, au rejet de fusions/acquisitions, ainsi que des projets de relocalisation, et de plus en plus de résolutions concernant la politique climatique.

DÉMARCHES D'ENGAGEMENT

Dans le cadre d'Ethos Engagement Pools suisses et étrangers (EEP), 1'068 sociétés ont fait l'objet de démarches d'engagement sur un total de 1'466 sociétés présentes dans les portefeuilles en actions de CAP Prévoyance, soit 93% du total des actifs concernés. Ces démarches représentent en tout 44 campagnes menées par les acteurs des EEP.

Les rapports annuels détaillés sur l'exercice des droits de vote concernant les sociétés suisses et les actions étrangères sont disponibles sur le site web de CAP Prévoyance.

7. EXPLICATIONS RELATIVES À D'AUTRES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE D'EXPLOITATION /

7.A / COMPTES COURANTS EN BANQUES ET DÉPÔTS À COURT TERME

Ces postes sont constitués du disponible sur les comptes courants, de dépôts à court terme auprès de la Banque Cantonale de Genève et de Postfinance, ainsi que des liquidités en attente de placement dans les portefeuilles sous mandats.

7.B / OBLIGATIONS ET CRÉANCES EN FRANC SUISSE

Hypotheka

Les procédures liées à la Fondation Hypotheka étaient toujours en cours en 2022.

La plupart des prêts encore ouverts à fin 2021 ont été amortis en 2022, à l'exception d'un cas pour lequel la vente aux enchères a abouti à un prix inférieur à la valeur du bien gagé. Au 31 décembre 2022, le solde nominal résiduel des prêts octroyés par CAP Prévoyance via Hypotheka s'élève à CHF 593'135.-- (CHF 892'342.-- en 2021), soit une baisse de CHF 289'207.--. Le seul prêt qui n'a pas été intégralement remboursé fait toujours l'objet d'une procédure de recouvrement en l'absence d'accord avec le débiteur. Les diverses procédures encore en cours pourraient atténuer le montant de la perte probable, étant relevé toutefois que les montants attendus sont plutôt faibles. À noter que par rapport aux engagements initiaux, le taux de remboursement obtenu atteint 95%.

Pour tenir compte des risques d'évaluation des prêts octroyés par la Fondation Hypotheka, une correction de valeur a été constituée dès 2013 au bilan sur la base de leur solde nominal. Cette correction de valeur s'élève à CHF 593'135.-- au 31 décembre 2022 afin de compenser le solde nominal résiduel, ainsi que les intérêts à recevoir comptabilisés à cette même date.

Prêts divers

Les prêts octroyés aux membres assurés par CAP Prévoyance pour les rachats d'années d'affiliation sont intégrés au bilan dans les obligations et créances en franc suisse. Au 31 décembre 2022, le solde de ces prêts s'élève à CHF 69'449.-- pour la CPI « villes et communes ». Il n'y avait aucun prêt en cours pour la CPI « SIG ».

7.C / PORTEFEUILLES TITRES

Les valeurs mobilières sont évaluées à leur valeur boursière au 31 décembre 2022.

Les valeurs nettes d'inventaire des compartiments des fonds institutionnel Capacity sont calculées sur la base des valeurs boursières des actifs concernés.

Pour la répartition des portefeuilles titres par gestionnaire, ainsi que leur agrément voir tableau « Répartition par gestionnaire des placements mobiliers » à l'appendice 1.

7.D / PLACEMENTS IMMOBILIERS

Les placements immobiliers suisses et étrangers indirects sont portés au bilan à la valeur de marché.

Les valeurs immobilières détenues en direct sont détaillées, par immeuble, à l'appendice 2.

7.E / DÉBITEURS / ACTIFS TRANSITOIRES

Le compte de régularisation actif est composé des débiteurs (CHF 6'962'442.--) et des actifs transitoires (CHF 1'403'427.--).

Le détail par CPI figure dans les tableaux suivants:

| Débiteurs | Consolidé CAP Prévoyance | | CPI « villes et communes » | | CPI « SIG » | | |
|-----------------------------------|--------------------------|------------------|----------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | En CHF | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Impôt anticipé suisse à récupérer | | 40'703 | 99'184 | 28'060 | 66'516 | 12'643 | 32'668 |
| Cotisations à encaisser | | 6'366'602 | 7'255'238 | 2'707'096 | 2'356'849 | 3'659'506 | 4'898'389 |
| Régies | | 555'138 | 938'101 | 374'163 | 632'280 | 180'975 | 305'821 |
| Total | | 6'962'442 | 8'292'523 | 3'109'319 | 3'055'645 | 3'853'123 | 5'236'879 |

| Actifs transitoires | Consolidé CAP Prévoyance | | CPI « villes et communes » | | CPI « SIG » | | |
|---------------------------------|--------------------------|------------------|----------------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
| | En CHF | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Intérêts courus sur obligations | | - | 1'320'291 | - | -17'614 | - | 1'337'905 |
| Produits à recevoir | | 1'265'968 | 537'465 | 835'448 | 378'287 | 430'520 | 159'178 |
| Charges payées d'avance | | 137'459 | 65'702 | 86'651 | 44'283 | 50'809 | 21'419 |
| Total | | 1'403'427 | 1'923'457 | 922'098 | 404'956 | 481'329 | 1'518'502 |

7.F / PERTES SUR DÉBITEURS

En application de la norme Swiss GAAP RPC 26, un ajustement de correctif de valeur supplémentaire a été constitué afin de couvrir les risques de pertes sur les loyers à encaisser. À fin 2022, son niveau était de CHF 483'213.-- (fin 2021 = CHF 475'868.--), soit une augmentation de CHF 7'345.--.

7.G / COMPTES COURANTS EN BANQUES (PASSIF)

Il s'agit d'une part de découverts temporaires au 31 décembre 2022 sur les comptes courants sous mandats de gestion et d'autre part du résultat de mouvements de liquidités opérés entre les deux CPI afin de limiter les effets des intérêts négatifs.

Ces mouvements de liquidités tiennent compte des seuils dont bénéficie CAP Prévoyance auprès de ses partenaires, en dessous desquels aucun intérêt négatif n'est facturé.

Les intérêts négatifs sur comptes courants représentent en 2022 CHF 30'183.--, soit CHF 20'200.-- pour la CPI « villes et communes » et CHF 9'983.-- pour la CPI « SIG ». Grâce aux mesures prises et aux accords passés avec les partenaires bancaires de CAP Prévoyance, le taux négatif moyen a été limité à -0.02%.

7.H / CRÉANCIERS

Les dettes, hors emprunts hypothécaires et comptes courants bancaires, sont réparties de la façon suivante :

| Créanciers | Consolidé CAP Prévoyance | | CPI « villes et communes » | | CPI « SIG » | | |
|---|--------------------------|-------------------|----------------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|
| | En CHF | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Fournisseurs | | 228'685 | 501'509 | 152'270 | 347'676 | 76'415 | 153'833 |
| Régies | | 654'062 | – | 440'838 | – | 213'224 | – |
| Prestations de libre passage et pensions à verser | | 18'571'997 | 28'278'639 | 16'951'937 | 20'360'005 | 1'620'060 | 7'918'634 |
| Total | | 19'454'744 | 28'780'148 | 17'545'045 | 20'707'681 | 1'909'699 | 8'072'466 |

La baisse des prestations de libre passage et pensions à verser par rapport à 2021 s'explique par le provisionnement effectué en 2021 de l'allocation unique aux pension-

nés, décidée par les Comités de gestion et le Conseil de Fondation en décembre 2021, et dont le versement a été réalisé en janvier 2022.

7.I / PASSIFS TRANSITOIRES

La composition du compte de régularisation passif est la suivante :

| Passifs transitoires | Consolidé CAP Prévoyance | | CPI « villes et communes » | | CPI « SIG » | | |
|-------------------------|--------------------------|------------------|----------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | En CHF | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Charges à payer | | 4'689'612 | 4'396'575 | 3'271'223 | 3'394'713 | 1'418'388 | 1'001'862 |
| Frais de gestion | | 82'686 | 79'903 | 55'730 | 53'855 | 26'956 | 26'049 |
| Produits reçus d'avance | | 292'991 | 390'460 | 192'697 | 259'739 | 100'294 | 130'721 |
| Total | | 5'065'288 | 4'866'938 | 3'519'651 | 3'708'306 | 1'545'638 | 1'158'631 |

7.J / PROVISIONS NON TECHNIQUES

Au 31 décembre 2022, il n'y a pas de provisions non techniques.

7.K / CHARGES ET REVENUS DES IMMEUBLES GÉRÉS EN DIRECT

Les immeubles détenus par CAP Prévoyance et gérés en commun pour le compte des CPI ont dégagé un revenu brut de CHF 50'928'939.-- avant déduction des frais de gestion et après déduction des charges d'exploitation ainsi que des coûts de réparations prélevés sur le compte « Gros Travaux ».

Le revenu net, avant déduction des coûts de réparations prélevés sur le compte « Gros Travaux », s'élève à CHF 51'050'241.--.

7.L / AUTRES PRODUITS

Ce poste comprend notamment les commissions de perception de l'impôt à la source, le différentiel entre la TVA encaissée et la TVA reversée, les encaissements liés aux frais de dossiers pour l'accession à la propriété, les prestations refacturées aux employeurs ainsi que des intérêts versés à CAP Prévoyance pour encaissement de factures avec retard.

7.M / AUTRES FRAIS

Ce poste comprend des différences d'arrondis en lien avec la facturation de cotisations, le traitement de prestations de libre passage ainsi que des différences entre les impôts anticipés remboursés et ceux déclarés.

7.N / FRAIS GÉNÉRAUX ET D'ADMINISTRATION

Les prestations fournies par le personnel de l'Administration relatives à la gestion et à l'entretien des immeubles ont été prises en compte dans les charges d'exploitation des immeubles.

Il a été procédé de la même manière pour les prestations de l'Administration relatives à la gestion des valeurs mobilières.

| En CHF | Consolidé CAP Prévoyance | | CPI « villes et communes » | | CPI « SIG » | |
|---|--------------------------|------------------|----------------------------|------------------|----------------|----------------|
| | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Frais d'administration des instances de la Fondation et charges du personnel | 4'207'895 | 4'255'378 | 3'014'888 | 3'048'446 | 1'193'007 | 1'206'932 |
| <i>./. Imputation aux immeubles</i> | -2'277'992 | -2'330'003 | -1'535'366 | -1'570'422 | -742'625 | -759'581 |
| <i>./. Imputation aux valeurs mobilières</i> | -445'129 | -427'691 | -300'017 | -288'264 | -145'112 | -139'427 |
| | 1'484'774 | 1'497'685 | 1'179'505 | 1'189'761 | 305'270 | 307'924 |
| Frais généraux | 2'218'861 | 2'527'819 | 1'606'423 | 1'821'138 | 612'438 | 706'682 |
| Honoraires organe de révision | 90'024 | 89'850 | 60'676 | 60'559 | 29'348 | 29'291 |
| Honoraires expert en prévoyance | 188'475 | 116'747 | 149'725 | 92'744 | 38'750 | 24'003 |
| Émoluments autorité de surveillance | 23'328 | 21'142 | 17'943 | 16'795 | 5'385 | 4'347 |
| <i>./. Imputation aux immeubles</i> | -655'657 | -903'064 | -441'913 | -608'665 | -213'744 | -294'399 |
| <i>./. Imputation aux valeurs mobilières</i> | -669'301 | -652'001 | -451'109 | -439'449 | -218'192 | -212'552 |
| | 1'195'730 | 1'200'493 | 941'745 | 943'122 | 253'985 | 257'371 |
| Total | 2'680'504 | 2'698'178 | 2'121'250 | 2'132'882 | 559'254 | 565'295 |

Conformément à la législation fédérale, les organes de CAP Prévoyance perçoivent une indemnité pour leur activité et suivent des formations. Pour 2022, le montant net total des indemnités et frais de formation s'est élevé à CHF 116'272.--.

Les frais d'administration par membre¹ s'élèvent à
CHF 171.88²

¹ actif et pensionné

² CHF 182.74 en 2021

7.0 / VARIATION DES RÉSERVES DE FLUCTUATION DE VALEURS

En prenant en compte la variation des capitaux de prévoyance et des provisions techniques ainsi que le résultat net des placements très négatif, y compris la variation de la valeur financière des immeubles, les réserves de fluctuation de valeurs des 2 CPI ont été diminuées des montants suivants :

CHF -256'137'278.-- (-100%)
CPI « villes et communes »

CHF -285'538'160.-- (-75%)
CPI « SIG »

8. DEMANDES DE L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE /

Le rapport d'activité 2021, accompagné des attestations de l'expert en prévoyance professionnelle, du rapport de l'organe de révision et de l'extrait de procès-verbal du Conseil de Fondation approuvant les comptes 2021, ont été adressés à l'Autorité de surveillance (ASFIP) le 27 juin 2022.

Ce rapport a fait l'objet d'un courrier de l'ASFIP daté du 12 avril 2023, qui a demandé:

- de compléter le détail de la variation des pensionnés au point 2;
- d'indiquer le taux d'intérêt technique implicite (lié à la provision technique constituée) au point 5.F.

9. AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À LA SITUATION FINANCIÈRE /

Liquidation partielle

Néant.

Procédures judiciaires en cours

CAP Prévoyance participe à diverses procédures dans le cadre de l'affaire Hypotheka pour laquelle une correction de valeur a été constituée au bilan (voir point 7.B).

Les quelques autres procédures judiciaires en cours en 2022 relèvent essentiellement du droit du bail et de la prévoyance professionnelle, et ne sont pas de nature à influencer les comptes, quelle que soit l'issue des procédures.

10. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN /

Le rachat du Crédit Suisse par UBS annoncé le 19 mars 2023 par le Conseil fédéral n'a pas eu d'incidence matérielle ultérieure sur les comptes 2022 et sur la fortune de CAP Prévoyance.

CAP PRÉVOYANCE / **Appendices**

APPENDICE 1 / (1/4)

RÉPARTITION PAR GESTIONNAIRE DE PLACEMENTS MOBILIERS AU 31 DÉCEMBRE 2022 MONTANTS INDIQUÉS À LA VALEUR BOURSIÈRE (EN CHF)

| CONSOLIDÉ CAP PRÉVOYANCE | Classe d'actifs | Investissements | Liquidités | Dépôts à court terme | Total |
|--|-------------------------------------|----------------------|-------------------|----------------------|----------------------|
| Banque Cantonale de Genève, CCP | Gestion trésorerie | - | 35'533'362 | 40'000'000 | 75'533'362 |
| CAPACITY – gestion liquidités | Gestion trésorerie | - | 34'601 | 285'050'892 | 285'085'494 |
| Liquidités placements privés | Gestion trésorerie | - | 132'388 | 7'598'947 | 7'731'335 |
| Créance immobilière | Gestion trésorerie | 53'890'740 | - | - | 53'890'740 |
| Liquidités et réalisables à court terme | | 53'890'740 | 35'700'351 | 332'649'840 | 422'240'931 |
| CAPACITY – obligations suisses | Obligations en CHF | 312'495'267 | - | - | 312'495'267 |
| Hypotheka * | Hypothèques | 593'135 | - | - | 593'135 |
| Prêts divers | Divers | 69'449 | - | - | 69'449 |
| Obligations suisses et créances en CHF | | 313'157'851 | - | - | 313'157'851 |
| CAPACITY – obligations étrangères | Oblig. monde hors Suisse | 489'940'413 | - | - | 489'940'413 |
| CAPACITY – obligations étrangères gouvernementales | Oblig. monde hors Suisse gov. | 138'603'750 | - | - | 138'603'750 |
| Obligations en devises | | 628'544'163 | - | - | 628'544'163 |
| CAPACITY – actions suisses | Actions suisses | 731'566'841 | -3'612 | - | 731'563'228 |
| CAPACITY – actions suisses small & mid caps | Actions suisses | 140'178'914 | - | - | 140'178'914 |
| Actions suisses | | 871'745'755 | -3'612 | - | 871'742'142 |
| CAPACITY – actions étrangères | Actions monde hors Suisse | 516'325'514 | - | - | 516'325'514 |
| CAPACITY – actions étrangères rendement absolu | Actions monde hors Suisse rend. ABS | 235'062'417 | - | - | 235'062'417 |
| CAPACITY – actions marchés émergents | Actions marchés émergents | 77'935'740 | - | - | 77'935'740 |
| Actions étrangères | | 829'323'671 | - | - | 829'323'671 |
| CAPACITY – gestion diversifiée | Classes d'actifs diversifiés | 916'319 | - | - | 916'319 |
| Flexstone Partners (ex Euro Private Equity) | Placements privés non cotés | 81'149'069 | 1'085'810 | 2'787'309 | 85'022'187 |
| Pictet Alternative Advisors | Placements privés non cotés | 110'544'277 | 946'544 | 1'082'832 | 112'573'653 |
| 1875 Finance | Placements privés non cotés | 91'364'551 | 1'170'250 | 3'319'919 | 95'854'720 |
| Partners Group | Dette privée | - | 4'500'000 | - | 4'500'000 |
| Edmond de Rothschild AM | Gestion de devises | - | -290'569 | 2'750'007 | 2'459'438 |
| AIP Infrastructure II | Infrastructure | 5'292'405 | - | - | 5'292'405 |
| Autres placements | | 289'266'621 | 7'412'035 | 9'940'066 | 306'618'722 |
| BCV | Immobilier suisse indirect | 99'919'231 | - | - | 99'919'231 |
| Immobilier suisse indirect | | 99'919'231 | - | - | 99'919'231 |
| Capacity II inst. tit. immo | Immobilier étranger indirect | 204'656'816 | - | - | 204'656'816 |
| Immobilier étranger indirect | | 204'656'816 | - | - | 204'656'816 |
| Total | | 3'290'504'846 | 43'108'774 | 342'589'906 | 3'676'203'525 |

* Avant prise en compte de la correction de valeur (voir point 7.B de l'annexe aux comptes).

APPENDICE 1 / (2/4)

RÉPARTITION PAR GESTIONNAIRE DE PLACEMENTS MOBILIERS AU 31 DÉCEMBRE 2022 MONTANTS INDIQUÉS À LA VALEUR BOURSIÈRE (EN CHF)

| CPI « VILLES ET COMMUNES » | Classe d'actifs | Investissements | Liquidités | Dépôts à court terme | Total |
|--|-------------------------------------|----------------------|-------------------|----------------------|----------------------|
| Banque Cantonale de Genève, CCP | Gestion trésorerie | - | 28'487'917 | 36'740'000 | 65'227'917 |
| CAPACITY – gestion liquidités | Gestion trésorerie | - | 21'866 | 164'537'579 | 164'559'445 |
| Liquidités Placements Privés | Gestion trésorerie | - | 89'229 | 5'121'690 | 5'210'920 |
| Créances Immobilières | | 36'322'359 | | | 36'322'359 |
| Liquidités et réalisables à court terme | | 36'322'359 | 28'599'013 | 206'399'269 | 271'320'641 |
| CAPACITY – obligations suisses | Obligations en CHF | 194'393'239 | - | - | 194'393'239 |
| Hypotheka * | Hypothèques | 399'773 | - | - | 399'773 |
| Prêts divers | Divers | 69'449 | - | - | 69'449 |
| Obligations suisses et créances en CHF | | 194'862'460 | - | - | 194'862'460 |
| CAPACITY – obligations étrangères | Oblig. monde hors Suisse | 302'555'067 | - | - | 302'555'067 |
| CAPACITY – obligations étrangères gouvernementales | Oblig. monde hors Suisse gov. | 86'267'810 | - | - | 86'267'810 |
| Obligations en devises | | 388'822'877 | - | - | 388'822'877 |
| CAPACITY – actions suisses | Actions suisses | 456'868'761 | -2'256 | - | 456'866'505 |
| CAPACITY – actions suisses small & mid caps | Actions suisses | 102'380'695 | - | - | 102'380'695 |
| Actions suisses | | 559'249'456 | -2'256 | - | 559'247'200 |
| CAPACITY – actions étrangères | Actions monde hors Suisse | 313'552'463 | - | - | 313'552'463 |
| CAPACITY – actions étrangères rendement absolu | Actions monde hors Suisse rend. ABS | 144'316'624 | - | - | 144'316'624 |
| CAPACITY – actions marchés émergents | Actions marchés émergents | 52'637'841 | - | - | 52'637'841 |
| Actions étrangères | | 510'506'928 | - | - | 510'506'928 |
| CAPACITY – gestion diversifiée | Classes d'actifs diversifiés | 490'491 | - | - | 490'491 |
| Flexstone Partners (ex Euro Private Equity) | Placements privés non cotés | 54'694'472 | 731'836 | 1'878'646 | 57'304'954 |
| Pictet Alternative Advisors | Placements privés non cotés | 74'506'843 | 637'971 | 729'829 | 75'874'642 |
| 1875 Finance | Placements privés non cotés | 61'579'707 | 788'749 | 2'237'626 | 64'606'081 |
| Partners Group | Dette privée | - | 3'033'000 | - | 3'033'000 |
| Edmond de Rothschild AM | Gestion de devises | - | -195'844 | 1'853'505 | 1'657'661 |
| AIP Infrastructure II | Infrastructure | 3'567'081 | - | - | 3'567'081 |
| Autres placements | | 194'838'594 | 4'995'712 | 6'699'605 | 206'533'910 |
| BCV | Immobilier suisse indirect | - | - | - | - |
| Immobilier suisse indirect | | - | - | - | - |
| Capacity II inst. tit. immo | Immobilier étranger indirect | 91'645'322 | - | - | 91'645'322 |
| Immobilier étranger indirect | | 91'645'322 | - | - | 91'645'322 |
| Total | | 1'976'247'996 | 33'592'469 | 213'098'874 | 2'222'939'338 |

* Avant prise en compte de la correction de valeur (voir point 7.B de l'annexe aux comptes).

APPENDICE 1 / (3/4)

RÉPARTITION PAR GESTIONNAIRE DE PLACEMENTS MOBILIERS AU 31 DÉCEMBRE 2022 MONTANTS INDIQUÉS À LA VALEUR BOURSIÈRE (EN CHF)

| CPI « SIG » | Classe d'actifs | Investissements | Liquidités | Dépôts à court terme | Total |
|--|-------------------------------------|----------------------|------------------|----------------------|----------------------|
| Banque Cantonale de Genève, CCP | Gestion trésorerie | – | 7'045'445 | 3'260'000 | 10'305'445 |
| CAPACITY – gestion liquidités | Gestion trésorerie | – | 12'735 | 120'513'314 | 120'526'049 |
| Liquidités Placements Privés | Gestion trésorerie | – | 43'158 | 2'477'257 | 2'520'415 |
| Créances Immobilières | | 17'568'381 | – | – | 17'568'381 |
| Liquidités et réalisables à court terme | | 17'568'381 | 7'101'338 | 126'250'571 | 150'920'290 |
| CAPACITY – obligations suisses | Obligations en CHF | 118'102'029 | – | – | 118'102'029 |
| Hypotheka * | Hypothèques | 193'362 | – | – | 193'362 |
| Prêts divers | Divers | – | – | – | – |
| Obligations suisses et créances en CHF | | 118'295'391 | – | – | 118'295'391 |
| CAPACITY – obligations étrangères | Oblig. monde hors Suisse | 187'385'346 | – | – | 187'385'346 |
| CAPACITY – obligations étrangères gouvernementales | Oblig. monde hors Suisse gouv. | 52'335'939 | – | – | 52'335'939 |
| Obligations en devises | | 239'721'286 | – | – | 239'721'286 |
| CAPACITY – actions suisses | Actions suisses | 274'698'080 | –1'357 | – | 274'696'723 |
| CAPACITY – actions suisses small & mid caps | Actions suisses | 37'798'219 | – | – | 37'798'219 |
| Actions suisses | | 312'496'299 | –1'357 | – | 312'494'942 |
| CAPACITY – actions étrangères | Actions monde hors Suisse | 202'773'050 | – | – | 202'773'050 |
| CAPACITY – actions étrangères rendement absolu | Actions monde hors Suisse rend. ABS | 90'745'793 | – | – | 90'745'793 |
| CAPACITY – actions marchés émergents | Actions marchés émergents | 25'297'899 | – | – | 25'297'899 |
| Actions étrangères | | 318'816'742 | – | – | 318'816'742 |
| CAPACITY – gestion diversifiée | Classes d'actifs diversifiés | 425'828 | – | – | 425'828 |
| Flexstone Partners (ex Euro Private Equity) | Placements privés non cotés | 26'454'596 | 353'974 | 908'663 | 27'717'233 |
| Pictet Alternative Advisors | Placements privés non cotés | 36'037'434 | 308'573 | 353'003 | 36'699'011 |
| 1875 Finance | Placements privés non cotés | 29'784'844 | 381'502 | 1'082'294 | 31'248'639 |
| Partners Group | Dette privée | – | 1'467'000 | – | 1'467'000 |
| Edmond de Rothschild AM | Gestion de devises | – | –94'726 | 896'502 | 801'777 |
| AIP Infrastructure II | Infrastructure | 1'725'324 | – | – | 1'725'324 |
| Autres placements | | 94'428'027 | 2'416'323 | 3'240'462 | 100'084'812 |
| BCV | Immobilier suisse indirect | 99'919'231 | – | – | 99'919'231 |
| Immobilier suisse indirect | | 99'919'231 | – | – | 99'919'231 |
| Capacity II inst. tit. immo | Immobilier étranger indirect | 113'011'493 | – | – | 113'011'493 |
| Immobilier étranger indirect | | 113'011'493 | – | – | 113'011'493 |
| Total | | 1'314'256'850 | 9'516'305 | 129'491'032 | 1'453'264'187 |

* Avant prise en compte de la correction de valeur (voir point 7.B de l'annexe aux comptes).

APPENDICE 1 / (4/4)

Liste des Gérant-e-s et Agréments au 31 Décembre 2022

| Classe d'actifs | Gestionnaire | Style de gestion | Autorité de régulation |
|--|--|------------------------|------------------------|
| Liquidités courantes | Banque Cantonale de Genève | | FINMA |
| | Banque Pictet & Cie SA | | FINMA |
| | Postfinance SA | | FINMA |
| CAPACITY Placements courts termes | Pictet Asset Management SA | Gestion active | FINMA |
| CAPACITY Obligations suisses | Banque Cantonale de Genève | Gestion indicielle | FINMA |
| | Crédit Suisse | Gestion active | FINMA |
| | UBS Asset Management SA | Gestion indicielle | FINMA |
| Hypothèques | Fondation Hypotheka | Gestion active | ASFIP |
| CAPACITY Obligations étrangères | BlackRock Asset Management Suisse SA | Gestion indicielle | FCA |
| | Candriam Belgium SA | Gestion indicielle | FSMA |
| | Ellipsis Asset Management SA | Gestion active | AMF |
| | Fisch Asset Management SA | Gestion active | FINMA |
| | Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA | Gestion active | FINMA |
| | Millennium Global Investments Ltd | Gestion active | FCA |
| | Piguet Galland & Cie SA | Gestion active | FINMA |
| | Union Bancaire Privée, UPB SA | Gestion active | FINMA |
| CAPACITY Obligations étrangères gouvernementales | Banque Cantonale de Genève | Gestion indicielle | FINMA |
| | Candriam Belgium SA | Gestion indicielle | FSMA |
| | Edmond de Rothschild (Suisse) SA | Gestion active | FINMA |
| CAPACITY Actions suisses | Banque Cantonale de Genève | Gestion indicielle | FINMA |
| | Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA | Gestion indicielle | FINMA |
| | Pictet Asset Management SA | Gestion indicielle | FINMA |
| CAPACITY Actions suisses small & mid caps | Banque Cantonale de Genève | Gestion active | FINMA |
| | GAM Investment Management (Switzerland) SA | Gestion active | FINMA |
| | Vontobel Asset Management SA | Gestion active | FINMA |
| CAPACITY Actions étrangères | VV Vermögensverwaltung AG | Gestion active | FINMA |
| | Banque Cantonale de Genève | Gestion indicielle | FINMA |
| | Banque J. Safra-Sarasin SA | Gestion active | FINMA |
| | Candriam Belgium SA | Gestion active | FSMA |
| | Capital International Sàrl | Gestion active | FINMA |
| | Fisher Investments Europe Limited | Gestion active | FCA |
| | Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA | Gestion indicielle | FINMA |
| | Mesirow Financial Investment Management Inc. | Gestion active | SEC |
| Wellington Management Company LLP | Gestion active | SEC | |
| CAPACITY Actions étrangères rendement absolu | Mesirow Financial Investment Management Inc. | Gestion active | SEC |
| | Pictet Asset Management SA | Gestion semi-indicelle | FINMA |
| | Vontobel Asset Management SA | Gestion active | FINMA |
| CAPACITY Actions marchés émergents | De Pury Pictet Turrettini & Cie | Gestion active | FINMA |
| | Hermes Investment Management LTD | Gestion active | FCA |
| | Mesirow Financial Investment Management Inc. | Gestion active | SEC |
| | Vontobel Asset Management SA (ex banque Vontobel SA) | Gestion active | FINMA |
| CAPACITY Immobilier suisse indirect | Banque Cantonale Vaudoise | Gestion active | FINMA |
| CAPACITY II Immobilier étranger indirect | 1875 Finance | Gestion active | FINMA |
| | AFIAA | Gestion active | CHS-PP |
| | AXA Investment Managers Suisse SA | Gestion active | FINMA |
| | Crédit Suisse | Gestion active | FINMA |
| | Edmond de Rothschild (Suisse) SA | Gestion active | FINMA |
| | UBS Asset Management SA | Gestion active | CHS-PP |
| | Swiss Finance & Property Group | Gestion active | CHS-PP |
| Zürich Invest SA | Gestion active | FINMA | |
| Autres placements | 1875 Finance | Gestion active | FINMA |
| | AIP Management P/S | Gestion active | Danish FSA |
| | Edmond de Rothschild (Suisse) SA | Gestion active | FINMA |
| | Flexstone Partners (ex Euro Private Equity) | Gestion active | CHS-PP |
| | Partners Group | Gestion active | FINMA |
| | Pictet Alternative Advisors | Gestion active | FINMA |

APPENDICE 2 / (1/3)

DÉTAIL DES VALEURS IMMOBILIÈRES (EN CHF) AU 31 DÉCEMBRE 2022

| Immeubles | Année de construction | Année d'acquisition | Valeur au 01.01.2022 | Plus-value en 2022 | Variation | Valeur au 31.12.2022 | État locatif au 31.12.2022 | Gros travaux 2022 |
|---------------------------------------|------------------------------|---------------------|----------------------|--------------------|------------|----------------------|----------------------------|-------------------|
| Jacques-Dalphin 7 | 1913-1914 | 1921 | 5'820'000 | 117'479 | 43'521 | 5'981'000 | 309'562 | 51'457 |
| Pont-Neuf 27 | 1914 | 1921 | 2'689'000 | 636 | 22'364 | 2'712'000 | 150'084 | 424 |
| Cluse 29-31 | 1911-1912 | 1924 | 6'033'000 | 45'866 | -32'866 | 6'046'000 | 359'724 | 9'433 |
| Verte 5-7-9 | 1913-1914 | 1924 | 11'459'000 | 126'731 | -283'731 | 11'302'000 | 684'445 | 78'798 |
| Lausanne 111 | 1913-1914 | 1924 | 7'459'000 | 2'808 | 512'192 | 7'974'000 | 361'898 | 1'872 |
| Montchoisy 55 | 1916-1917 | 1924 | 4'717'000 | 83'419 | 161'581 | 4'962'000 | 257'455 | 38'269 |
| Édouard-Racine 1 | 1914 | 1925 | 4'135'000 | 20'042 | 34'958 | 4'190'000 | 255'768 | 19'238 |
| Frontenex 37 | 1911-1912 | 1926 | 4'602'000 | - | 897'000 | 5'499'000 | 279'530 | - |
| Saint-Jean 86 | 1910-1911 | 1926 | 7'641'000 | 146'810 | -78'810 | 7'709'000 | 388'260 | 139'884 |
| Henri-Dunant 15 | 1905 | 1927 | 7'342'000 | - | -70'000 | 7'272'000 | 359'112 | - |
| Merle-d'Aubigne 5 | 1916 | 1927 | 7'584'000 | 77'305 | 289'695 | 7'951'000 | 387'935 | 34'300 |
| Chêne 13 | 1906 | 1928 | 2'854'000 | 105'445 | -37'445 | 2'922'000 | 168'393 | 48'266 |
| Candolle 24 | 1885 | 1938 | 7'566'000 | 66'687 | 625'313 | 8'258'000 | 394'497 | 34'041 |
| Aire 58-60 / Camille-Martin 2 | 1939 | 1939 | 8'916'000 | 10'774 | 94'226 | 9'021'000 | 524'752 | 7'183 |
| Camille-Martin 2a-2b | 2016 | 2016 | 10'184'000 | - | 76'000 | 10'260'000 | 529'380 | - |
| Théodore-Weber 15-17 | 1938-1940 | 1939 | 13'174'000 | 75'030 | 6'970 | 13'256'000 | 717'891 | 36'860 |
| Taconnerie 2 | 1940 | 1940 | 2'657'000 | 17'516 | 52'484 | 2'727'000 | 197'088 | 11'677 |
| Plainpalais 7 | 1860 | 1945 | 7'015'000 | 178'069 | 125'931 | 7'319'000 | 364'489 | 114'966 |
| Eaux-Vives 14 | 1928 | 1945 | 5'492'000 | 101'981 | 57'020 | 5'651'000 | 309'733 | 47'022 |
| Corraterie 10 à 14 | 1834 | 1946 | 44'084'000 | 145'416 | -1'240'416 | 42'989'000 | 1'966'398 | 100'095 |
| Veyrier 15 | 1934 | 1948 | 5'444'000 | 2'296 | -76'296 | 5'370'000 | 311'592 | 1'530 |
| Quai du Rhône 2 | début XX ^e siècle | 1949 | 7'379'000 | 19'037 | 104'963 | 7'503'000 | 415'836 | 13'047 |
| Athénée 44 | 1950 | 1952 | 7'133'000 | 131'741 | 592'259 | 7'857'000 | 617'935 | 57'158 |
| Frontenex 35 | 1911-1912 | 1952 | 4'102'000 | 1'167 | 632'833 | 4'736'000 | 242'978 | 778 |
| Pâquis 43-45-47 | 1952 | 1954 | 9'319'000 | 109'516 | 106'484 | 9'535'000 | 615'707 | 83'707 |
| Pâquis 47bis | 1952 | 1957 | 2'475'000 | 163 | 14'837 | 2'490'000 | 130'098 | 108 |
| Vidollet 13-15 | 1950 | 1956 | 24'082'000 | 81'337 | -71'337 | 24'092'000 | 1'413'635 | 44'624 |
| Franck-Thomas 20-22 / Rosemont 1-3-3a | 1955 | 1956 | 7'528'000 | 5'391 | -58'391 | 7'475'000 | 682'167 | 3'594 |
| Wendt 38-40 | 1910 | 1959 | 6'101'000 | 244'457 | 120'543 | 6'466'000 | 393'521 | 111'606 |
| Crozet 22 à 28 | 1960 | 1960 | 27'235'000 | 278'855 | 78'145 | 27'592'000 | 1'646'209 | 161'494 |
| Bergalonne 12 / Maraichers 57 | début XX ^e siècle | 1963 | 5'529'000 | 72'000 | 55'000 | 5'656'000 | 300'886 | 31'128 |
| Prévost-Martin 55-57 / Pitons 2 | 1968 | 1968 | 8'226'000 | 180'206 | 6'794 | 8'413'000 | 582'931 | 79'696 |

APPENDICE 2 / (2/3)

DÉTAIL DES VALEURS IMMOBILIÈRES (EN CHF) AU 31 DÉCEMBRE 2022

| Immeubles | Année de construction | Année d'acquisition | Valeur au 01.01.2022 | Plus-value en 2022 | Variation | Valeur au 31.12.2022 | État locatif au 31.12.2022 | Gros travaux 2022 |
|------------------------------------|-----------------------|---------------------|----------------------|--------------------|-----------|----------------------|----------------------------|-------------------|
| Communes-Réunies 64 à 74 | 1967-1968 | 1968 | 48'582'000 | 586'198 | 376'802 | 49'545'000 | 3'385'585 | 289'453 |
| Stade 9 à 15 | 1969 | 1970 | 11'852'000 | 32'005 | 98'996 | 11'983'000 | 652'920 | 11'481 |
| Meyrin 12-12a-12b | 1964 | 1970 | 21'917'000 | 288'769 | 296'231 | 22'502'000 | 1'261'868 | 132'408 |
| Édouard-Racine 12 / Schaub 29 | 1956 | 1970 | 9'502'000 | 85'893 | -10'893 | 9'577'000 | 542'116 | 42'703 |
| Deux-Communes 4-6 | 1971-1972 | 1971 | 19'170'000 | 152'555 | -49'555 | 19'273'000 | 1'084'074 | 68'258 |
| Saint-Julien 22-24 | 1971-1973 | 1971 | 11'003'000 | 58'856 | 107'144 | 11'169'000 | 742'470 | 31'694 |
| Pontets 3 | 1971 | 1972 | 19'152'000 | 248'317 | -109'317 | 19'291'000 | 1'193'061 | 191'431 |
| Pontets 3bis | 1971 | 1992 | 19'643'000 | 278'591 | -127'591 | 19'794'000 | 1'229'453 | 207'029 |
| Bois-de-la-Chapelle 13 | 1973-1975 | 1975 | 33'082'000 | 494'262 | -394'262 | 33'182'000 | 2'076'911 | 229'613 |
| Môle 38-38b-40 | 1964 | 1978 | 18'123'000 | 72'059 | -66'059 | 18'129'000 | 1'086'568 | 48'039 |
| Clochettes 16-18 | 1978 | 1979 | 26'477'000 | 306'002 | 19'998 | 26'803'000 | 1'540'100 | 132'291 |
| Tour-de-Champel 1 | 1979 | 1979 | 9'926'000 | 61'677 | 172'323 | 10'160'000 | 580'288 | 26'433 |
| Frontenex 34 | 1968 | 1980 | 17'973'000 | 78'808 | 231'192 | 18'283'000 | 1'164'722 | 52'038 |
| Gutenberg 2 | 1965-1970 | 1983 | 10'276'000 | 118'743 | -42'743 | 10'352'000 | 587'456 | 53'314 |
| Artisans 2 | 1982 | 1983 | 10'169'000 | 13'036 | 60'964 | 10'243'000 | 642'408 | 5'637 |
| Filature 19-21 | 1982 | 1983 | 8'951'000 | 138'716 | -7'716 | 9'082'000 | 459'003 | 59'678 |
| Armes 12 à 16 | 1982 | 1983 | 19'708'000 | 52'171 | 163'829 | 19'924'000 | 1'037'464 | 34'739 |
| Micheli-du-Crest 14 | 1983 | 1983 | 6'020'000 | 160'558 | -162'558 | 6'018'000 | 350'323 | 70'355 |
| Hugo-de-Senger 8 | 1979-1980 | 1984 | 1'290'000 | 32'310 | 13'690 | 1'336'000 | 96'200 | 21'540 |
| Ami-Argand 9-11 | 1978-1979 | 1984 | 14'455'000 | -7'961* | 105'961 | 14'553'000 | 878'358 | -96'075 |
| Bachet 8 à 12 | 1984 | 1985 | 34'709'000 | 157'230 | 229'770 | 35'096'000 | 1'872'181 | 84'378 |
| Chabrey 11 à 15 | 1985 | 1985 | 17'983'000 | 11'710 | -426'710 | 17'568'000 | 1'124'715 | 10'221 |
| Frontenex 126 | 1985 | 1985 | 5'585'000 | 39'782 | 166'218 | 5'791'000 | 337'620 | 26'521 |
| Clochettes 6 | 1985-1986 | 1986 | 11'948'000 | 217'237 | -46'237 | 12'119'000 | 649'632 | 135'384 |
| Fontenette 25 | 1987 | 1987 | 5'925'000 | 146'911 | 156'089 | 6'228'000 | 351'714 | 135'970 |
| Terrassière 45 à 51 | 1981 | 1987 | 20'945'000 | 672'776 | 634'224 | 22'252'000 | 1'217'358 | 492'005 |
| Fontaine 6-8 / Pont-de-Ville 22-24 | 1985 | 1988 | 25'726'000 | 402'477 | 103'523 | 26'232'000 | 1'730'616 | 212'348 |
| Vieux-Marché 4 | 1986-1988 | 1986 | 8'755'000 | 1'065 | -654'065 | 8'102'000 | 539'041 | 1'011 |
| Adrien-Jeandin 29 à 37 | 1989 | 1989 | 25'601'000 | 44'577 | 129'423 | 25'775'000 | 1'709'067 | 25'058 |
| Quartier-Neuf 12-14 | 1968 | 1990 | 2'891'000 | 636 | 56'364 | 2'948'000 | 192'828 | 424 |
| Genève 134-136 | 1990-1991 | 1991 | 11'930'000 | 21'911 | 142'089 | 12'094'000 | 689'957 | 10'209 |
| Bugnons 2 | 1973 | 1991 | 8'239'000 | 23'146 | 164'854 | 8'427'000 | 465'104 | 17'705 |

* Ce montant comprend une subvention encaissée rétroactivement

APPENDICE 2 / (3/3)

DÉTAIL DES VALEURS IMMOBILIÈRES (EN CHF) AU 31 DÉCEMBRE 2022

| Immeubles | Année de construction | Année d'acquisition | Valeur au 01.01.2022 | Plus-value en 2022 | Variation | Valeur au 31.12.2022 | État locatif au 31.12.2022 | Gros travaux 2022 |
|------------------------------|-----------------------|---------------------|----------------------|--------------------|------------------|----------------------|----------------------------|-------------------|
| Europe 55-57 | 1991-1992 | 1992 | 16'782'000 | 2'506 | 245'494 | 17'030'000 | 1'093'911 | 1'074 |
| Europe 59-61 | 1991-1992 | 1992 | 15'421'000 | 42'426 | 175'574 | 15'639'000 | 1'013'772 | 28'284 |
| Pré-Gentil 72 à 74b | 1992 | 1992 | 15'049'000 | 19'080 | -58'080 | 15'010'000 | 830'897 | 18'347 |
| Merley 10 | 1978 | 1993 | 6'220'000 | - | 67'000 | 6'287'000 | 321'984 | - |
| Bernex 382 | 1978 | 1993 | 4'328'000 | 48'034 | 71'966 | 4'448'000 | 235'268 | 20'586 |
| Délices 2-4-4b | 1953-1955 | 1993 | 31'696'000 | 77'771 | 304'229 | 32'078'000 | 1'597'815 | 51'848 |
| Champ-Claude 3-3a-3b | 1993-1994 | 1993 | 14'118'000 | 6'948 | 143'052 | 14'268'000 | 841'717 | 4'632 |
| Gradelle 22-40 | 1963 | 1994 | 74'297'000 | 1'021'206 | -398'206 | 74'920'000 | 4'364'672 | 859'534 |
| Clair-Matin 36 à 40 | 1993-1994 | 1993 | 19'589'000 | 61'740 | 403'260 | 20'054'000 | 1'117'502 | 41'160 |
| Clair-Matin 22-24 | 1994-1995 | 1994 | 9'394'000 | 12'270 | 622'730 | 10'029'000 | 615'344 | 8'180 |
| Peney 61-63 | 1994-1995 | 1993 | 9'378'000 | 9'042 | 170'958 | 9'558'000 | 559'559 | 6'028 |
| Gilbert Trolliet 2 à 8 | 1994-1995 | 1993 | 27'017'000 | 113'834 | -930'834 | 26'200'000 | 1'521'409 | 76'485 |
| Villard 2 à 4b | 1994-1996 | 1994 | 20'919'000 | 25'030 | 238'970 | 21'183'000 | 1'292'797 | 16'687 |
| Saint-Georges 79 à 87 | 1995-1997 | 1995 | 37'272'000 | 36'233 | 201'767 | 37'510'000 | 2'171'896 | 27'062 |
| Fayards 268-270 | 1994-1996 | 1994 | 15'376'000 | 7'772 | -171'772 | 15'212'000 | 1'021'883 | 5'484 |
| Le Corbusier 13b | 1996-1997 | 1996 | 7'251'000 | - | 55'000 | 7'306'000 | 394'818 | - |
| Europe 13-15-17 | 1994-1997 | 1994 | 21'618'000 | 29'916 | 268'084 | 21'916'000 | 1'292'388 | 25'639 |
| Ami-Argand 23-25 | 1999-2000 | 1998 | 13'664'000 | 3'050 | 48'950 | 13'716'000 | 799'331 | 3'050 |
| Avallons 56-58-60 | 1994-1996 | 1995 | 9'929'000 | 14'144 | 92'856 | 10'036'000 | 579'211 | 9'429 |
| Centre commercial (1/6) | 1995-1998 | 1995 | 19'041'000 | - | 147'000 | 19'188'000 | 1'148'309 | - |
| Lyon 97 (bureaux Charmilles) | 1995-1998 | 1995 | 17'592'000 | - | 244'000 | 17'836'000 | 1'190'025 | - |
| Lyon 111 | 1995-2002 | 1995 | 15'643'000 | 215'726 | 3'274 | 15'862'000 | 967'853 | 200'516 |
| Lyon 93 | 1995-1998 | 1999 | 12'776'000 | 23'738 | 5'262 | 12'805'000 | 750'196 | 15'825 |
| Salomon-Penay 33-35 | 1990 | 1999 | 5'322'000 | 56'898 | 5'102 | 5'384'000 | 343'517 | 37'932 |
| Gué 65 à 65d | 1999-2000 | 2000 | 13'973'000 | 24'267 | 27'733 | 14'025'000 | 841'497 | 16'178 |
| Hernance 6-8 | 2002-2003 | 2003 | 5'757'000 | - | 62'000 | 5'819'000 | 315'192 | - |
| Roche 2-2bis | env. 1915 | 2003 | 15'545'000 | 111'283 | -64'283 | 15'592'000 | 837'672 | 102'128 |
| Montfleury 27-29 | 2005-2007 | 2007 | 16'373'000 | 21'446 | -98'446 | 16'296'000 | 848'370 | 14'297 |
| Marie-Brechbuhl 2b-2c | 2007-2008 | 2009 | 17'397'000 | 58'811 | -21'811 | 17'434'000 | 789'684 | 42'615 |
| Total | | | 1'312'221'000 | 9'482'373 | 5'954'627 | 1'327'658'000 | 77'489'547 | 5'758'546 |

Note

Différence de CHF 3.228 mio avec la valeur au 31 décembre 2022 au bilan correspondant à des frais d'études (voir point 6.I de l'annexe aux comptes).

APPENDICE 3 /

LISTE DES RÉGIES AU 31 DÉCEMBRE 2022

BRUN Édouard & Cie SA

BURGER Rodolphe SA

COMPTOIR IMMOBILIER SA

M3 REAL ESTATE SA

NAEF IMMOBILIER GENÈVE SA

PILET & RENAUD SA

RÉGIE DU RHÔNE SA

ROSSET & CIE SA

SOCIÉTÉ PRIVÉE DE GÉRANCE SA

TOURNIER Bertrand



CAP PRÉVOYANCE /
**Attestations de l'expert
en prévoyance
professionnelle
et rapport de l'organe
de révision**

ATTESTATIONS DE L'EXPERT EN PRÉVOYANCE PROFESSIONNELLE



EXPERTISE ACTUARIELLE AU 31 DÉCEMBRE 2022

CAP - CPI Ville de Genève et communes

Les développements effectués dans le présent rapport nous autorisent à attester que :

- Les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales à la date de l'expertise.
- Avec un degré de couverture de 76.0 %, un degré de couverture des rentiers de 100 % et un degré de couverture des actifs de 55.8 %, la CPI respecte, à la date de l'expertise, les DF IPDP et le plan de financement approuvé par l'autorité de surveillance.
- A fin 2022, la réserve de fluctuation de valeurs a été entièrement dissoute. Le niveau de son objectif est quant à lui jugé adéquat.
- Les provisions techniques constituées à fin 2022 sont conformes aux exigences réglementaires. Les mesures prises pour couvrir les risques actuariels sont suffisantes.
- Les bases techniques appliquées (tables actuarielles VZ 2020 (P2022) au taux technique de 2.5 %) sont jugées adéquates à la date de l'expertise. Nous recommandons toutefois de conserver un taux d'intérêt technique implicite provisionné au bilan de 2.0 %.
- L'équilibre financier structurel à long terme de la CPI n'est pas assuré en considérant l'espérance de performance de 3.1 % retenue par la Caisse. Une analyse projective devra ainsi être réalisée afin de s'assurer que la CPI soit à même de respecter son plan de financement.
- Nous formulons une réserve par rapport au fait que la présente expertise a été réalisée sur la base des comptes annuels provisoires. Cette expertise devra être contrôlée et, le cas échéant, corrigée une fois que les comptes annuels révisés seront disponibles.

PITTET ASSOCIÉS SA, Cocontractante



Pittet Associés SA
Signature électronique qualifiée - Droit suisse

BERNARD ROMANENS

Directeur
Expert agréé LPP (exécutant)

Genève, le 16 juin 2023



Pittet Associés SA
Signature électronique qualifiée - Droit suisse

MARINE CABEZAS

Mandataire commerciale
Actuaire ASA



EXPERTISE ACTUARIELLE AU 31 DÉCEMBRE 2022

CAP - CPI Services industriels de Genève

Les développements effectués dans le présent rapport nous autorisent à attester que :

- Les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales à la date de l'expertise.
- Avec un degré de couverture de 105.4 %, la CPI est en mesure de garantir ses engagements à la date de l'expertise. La réserve de fluctuation de valeurs correspond à 23 % de son objectif. Par ailleurs, le niveau de l'objectif de réserve est jugé adéquat.
- Les provisions techniques constituées à fin 2022 sont conformes aux exigences réglementaires. Les mesures prises pour couvrir les risques actuariels sont suffisantes.
- Les bases techniques appliquées (tables actuarielles VZ 2020 (P2022) au taux technique de 2.5 %) sont jugées adéquates à la date de l'expertise. Nous recommandons toutefois de conserver un taux d'intérêt technique implicite provisionné au bilan de 2.0 %.
- Le taux de cotisation réglementaire n'est structurellement pas suffisant pour assurer le financement de l'épargne, des risques et des frais. Toutefois, compte tenu de la performance attendue par la CPI de 3.07 %, la marge sur performance attendue est supérieure à la perte attendue sur cotisations, signifiant que le financement des prestations est globalement suffisant à court terme.
- Nous formulons une réserve par rapport au fait que la présente expertise a été réalisée sur la base des comptes annuels provisoires. Cette expertise devra être contrôlée et, le cas échéant, corrigée une fois que les comptes annuels révisés seront disponibles.



PITTET ASSOCIÉS SA, Cocontractante



Pittet Associés SA

Signature électronique qualifiée - Droit suisse

BERNARD ROMANENS

Directeur
Expert agréé LPP (exécutant)

Genève, le 26 juin 2023



Pittet Associés SA

Signature électronique qualifiée - Droit suisse

MARINE CABEZAS

Mandataire commerciale
Actuaire ASA

RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION

BfB Audit SA
Avenue des Baumettes 23
Case postale 183
CH-1020 Renens VD 1

Téléphone +41 (0)21 641 46 46
Téléfax +41 (0)21 641 46 40
E-mail : contact@bfbvd.ch

Rapport de l'organe de révision au Conseil de fondation de la
**CAP Fondation de prévoyance intercommunale de droit
public de la Ville de Genève, des Services industriels de
Genève et des communes genevoises affiliées, ainsi
que d'autres employeurs affiliés conventionnellement
Genève**

**Opinion d'audit**

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la CAP Fondation de prévoyance intercommunale de droit public de la Ville de Genève, des Services industriels de Genève et des communes genevoises affiliées, ainsi que d'autres employeurs affiliés conventionnellement (institution de prévoyance) comprenant le bilan au 31 décembre 2022, le compte d'exploitation pour l'exercice arrêté à cette date ainsi que l'annexe, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels ci-joints sont conformes à la loi suisse, à l'acte de fondation et aux règlements.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels» de notre rapport. Nous sommes indépendants de l'institution de prévoyance, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil de fondation. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes annuels et de notre rapport correspondant.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimerons aucune conclusion d'audit sous quelque forme que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes annuels ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent, par ailleurs, comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités du Conseil de fondation relatives aux comptes annuels

Le Conseil de fondation est responsable de l'établissement des comptes annuels conformément aux dispositions légales, à l'acte de fondation et aux règlements. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilités de l'expert en matière de prévoyance professionnelle relatives à l'audit des comptes annuels

Le Conseil de fondation désigne pour la vérification un organe de révision et un expert en matière de prévoyance professionnelle. Celui-ci est responsable de l'évaluation des provisions nécessaires à la couverture des risques actuariels, constituées de capitaux de prévoyance et de provisions techniques. L'organe de révision n'a pas pour tâche de vérifier l'évaluation des capitaux de prévoyance et des provisions techniques conformément à l'art. 52c, al. 1, let. a, LPP. Par ailleurs, l'expert en matière de prévoyance professionnelle examine périodiquement, conformément à l'art. 52e, al. 1, LPP, si l'institution de prévoyance offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements et si les dispositions réglementaires de nature actuarielle relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales.

Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra toujours de détecter une anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit conforme à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH), nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de l'audit et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, de fausses déclarations ou le contournement de contrôles internes ;
- nous acquérons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'institution de prévoyance ;
- nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations y afférentes, à l'exception des capitaux de prévoyance et provisions techniques évalués par l'expert en prévoyance professionnelle.

Nous communiquons à l'organe suprême ou à sa commission compétente notamment nos constatations d'audit importantes, y compris toute déficience majeure dans le contrôle interne relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION

BfB³**Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires**

Le Conseil de fondation répond de l'exécution de ses tâches légales et de la mise en œuvre des dispositions statutaires et réglementaires en matière d'organisation, de gestion et de placements. Nous avons procédé aux vérifications prescrites à l'art. 52c, al. 1, LPP et à l'art. 35 OPP 2.

Nous avons vérifié si :

- l'organisation et la gestion étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires, et s'il existait un contrôle interne adapté à la taille et à la complexité de l'institution ;
- les placements étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires ;
- les comptes de vieillesse LPP étaient conformes aux dispositions légales ;
- les mesures destinées à garantir la loyauté dans l'administration de la fortune avaient été prises et si le respect du devoir de loyauté ainsi que la déclaration de liens d'intérêt étaient suffisamment contrôlés par l'organe suprême ;
- les indications et informations exigées par la loi avaient été communiquées à l'autorité de surveillance ;
- les actes juridiques passés avec des personnes proches qui nous ont été annoncés garantissaient les intérêts de l'institution de prévoyance.

Nous attestons que les dispositions légales, statutaires et réglementaires applicables en l'espèce ont été respectées.

Conformément au mandat qui nous a été confié, nous avons également vérifié la correcte ségrégation du patrimoine et des résultats entre les deux Caisses de Prévoyance Internes.

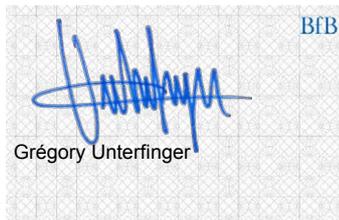
Les comptes annuels de la Caisse de Prévoyance Interne « Ville de Genève et communes » présentent un excédent de passif de CHF 978.9 millions, dont CHF 814.3 millions concernant la part de financement en répartition, et un degré de couverture de 75.96% calculé selon l'article 44 alinéa 1 OPP2. Compte tenu du fait que ce taux de couverture est supérieur au taux de couverture initial de 68% et à celui défini dans le chemin de financement de 72.8% à fin 2022, la caisse de prévoyance ne se trouve pas en découvert au sens de l'article 72c LPP.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Renens, le 16 juin 2023

BfB Audit SA


Guy Chervet
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable



Grégory Unterfinger

Annexes

Comptes annuels comprenant :

- bilan
- compte d'exploitation
- annexe



CAP PRÉVOYANCE

Rue de Lyon 93 – Case postale 123 – 1211 Genève 13
T 022 338 10 10
info@cap-prevoyance.ch
www.cap-prevoyance.ch

CONTACT / À VOTRE DISPOSITION

Les équipes de CAP Prévoyance se tiennent à votre disposition pour répondre à vos questions. Vous avez la possibilité de nous contacter par téléphone au **022 338 10 10** (heures de bureau), ou par courriel à l'adresse **info@cap-prevoyance.ch**.

Le site web **www.cap-prevoyance.ch** fournit toutes les informations utiles concernant votre institution de prévoyance.

